

COMMISSION SPECIALE
CHARGE D'EXAMINER L'ÉTAT
INDEPENDANT DU CONGO (1885-
1908) ET LE PASSE COLONIAL DE
LA BELGIQUE AU CONGO (1908-
1960), AU RWANDA ET AU
BURUNDI (1919-1962), SES
CONSEQUENCES ET LES SUITES
QU'IL CONVIENT D'Y RESERVER

du

LUNDI 21 FEVRIER 2022

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE
BELAST MET HET ONDERZOEK
OVER CONGO-VRIJSTAAT (1885-
1908) EN HET BELGISCH
KOLONIAAL VERLEDEN IN
CONGO (1908-1960), RWANDA EN
BURUNDI (1919-1962), DE IMPACT
HIERVAN EN DE GEVOLGEN DIE
HIERAAN DIENEN GEGEVEN TE
WORDEN

van

MAANDAG 21 FEBRUARI 2022

Namiddag

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 00 et présidée par M. Wouter De Vriendt. De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.00 uur en voorgezeten door de heer Wouter De Vriendt.

Audition sur des initiatives locales sur la décolonisation de:

- Mme Paola Peebles Vlahovic, Conseillère égalité des chances, cabinet de Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement et de l'Egalité des chances - 'Brussels you can do it', un exemple d'une campagne contre le racisme;
- M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Urbanisme et du Patrimoine, des Relations européennes et internationales, du Commerce extérieur et de la Lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente;
- Mme Margot Luyckfasseel (dr. Études africaines);
- Mme Georgine Dibua (fondatrice Bakushinta asbl) - 'La présence de symboles coloniaux dans l'espace public';
- prof. Patrick Develtere, professeur International Development Cooperation, KU Leuven - 'Platform for African - European Studies';
- Mme Silke Beirens, Échevin "Mens & Milieu" de la Ville d'Ostende et Mme Laura Maes, directrice Relations externes de la Ville d'Ostende - 'Ostende mise sur la politique de décolonisation';
- Mme Eline Mestdagh (chercheuse UGent -

'Décolonisez ma ville'. Réflexions sur le processus de participation de la ville de Gand (2019 - ?);

- M. Thierry Claeys Bouuaert, président Mémoires du Congo asbl. - 'Mémoires du Congo: Passeurs de Mémoires'.

Hoorzitting over lokale initiatieven inzake dekolonisatie met:

- mevrouw Paola Peebles Vlahovic, Beleidsadviseur Gelijke Kansen, kabinet van mevrouw Nawal Ben Hamou, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Huisvesting en Gelijke Kansen - 'Brussels you can do it', voorbeeld van een campagne tegen racisme;
- de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp;
- mevrouw Margot Luyckfasseel (dr. Afrikaanse studies);
- mevrouw Georgine Dibua (oprichtster Bakushinta vzw) - 'De aanwezigheid van koloniale symbolen in de openbare ruimte';
- prof. Patrick Develtere, professor International Development Cooperation, KU Leuven - 'Platform for African - European Studies';
- mevrouw Silke Beirens, Schepen Mens & Milieu Stad Oostende en mevrouw Laura Maes, directrice Externe Relaties Stad Oostende - 'Oostende zet in op beleid rond dekolonisatie';
- mevrouw Eline Mestdagh (onderzoekster UGent) - 'Dekoloniseer mijn Stad'. Reflecties bij

het participatietraject van de Stad Gent (2019 - ?);

- de heer Thierry Claeys Bouuaert, voorzitter Mémoires du Congo vzw. - 'Mémoires du Congo: Passeurs de Mémoires'.

Paola Peebles Vlahovic: Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je vous remercie pour votre invitation.

Comme vous l'avez dit, monsieur le président, je représente ici Mme Nawal Ben Hamou, secrétaire d'État à l'Égalité des chances au gouvernement bruxellois qui souhaitait vivement participer à cette réunion mais qui est malheureusement retenue par d'autres obligations.

La campagne menée par l'administration bruxelloise equal.brussels sous l'impulsion de la secrétaire d'État, et intitulée *Stop racism. Brussels You Can Do It* a été réalisée, en novembre 2021, en Région bruxelloise avec le concours des artistes Lyna et Eddy Ape.

Toute une série d'outils ont été déployés pour rendre visible la campagne: affiches sur les bus de la STIB, aux arrêts et dans les métros ainsi qu'une présence soutenue sur les réseaux sociaux et sur les plates-formes de *streaming* avec un *teasing* qui a commencé, début novembre, pour révéler une chanson composée spécialement pour la campagne intitulée "Brussels Heart". Tous ces outils redirigeaient le public cible vers une page internet qui dispense des informations permettant de réagir face aux comportements racistes.

Un comité d'accompagnement de la campagne avait été mis sur pied. Il était composé d'associations antiracistes et de défense des droits humains pour réaliser cette campagne qui est partie de constats sans équivoque.

Riche de plus de 180 nationalités, d'une multitude d'origines qui rassemblent le monde entier, la Région bruxelloise est une mégapole résolument cosmopolite qui participe à la croissance démographique et économique ainsi qu'à la diversification et au rajeunissement de la population. Cette richesse culturelle et humaine s'accompagne de défis majeurs en termes d'égalité effective.

La réalité bruxelloise est aussi source de tensions sociales dont les discriminations et le racisme sont des expressions violentes. En effet, des comportements racistes, des discours de haine et des violences liées à des caractéristiques dites raciales sont régulièrement subis par les Bruxelloises et les Bruxellois.

Unia en fait état dans ses rapports annuels. Le rapport 2020 confirme malheureusement les tendances qui se dessinent depuis des années. Il faut savoir que 42 % des dossiers ouverts chez Unia, à Bruxelles, relevaient de critères dits raciaux, que 33 % ont trait à l'emploi, 25 % aux biens et services dont la plupart en matière de logement. Les faits concernent principalement quatre secteurs: l'emploi, le logement, les réseaux sociaux et le racisme quotidien présent dans les différents domaines de la vie sociale récréative et culturelle bruxelloise.

De door de administratie van equal.brussels geleide campagne spitste zich daarom toe op deze vier gebieden. Het is echter belangrijk te bedenken dat de gevallen die door Unia en andere verenigingen zijn behandeld slechts het topje van de ijsberg zijn. Er is een zwart cijfer voor racisme. De meerderheid van de mensen die racistisch gedrag of haat ervaart, meldt het niet.

Ce phénomène de sous-rapportage ou de classement sans suite pour les délits en lien avec le racisme sont un des enjeux importants dans la lutte contre le racisme.

Les stigmatisations racistes affectent bien sûr négativement les victimes directes de ces comportements en premier lieu, mais elles ont aussi un impact délétère sur l'ensemble de la société. Plus de 40 ans après l'adoption de la loi Moureau, grâce à laquelle en Belgique l'incitation à la haine raciste est répréhensible, tant de personnes subissent encore des actes et des propos racistes.

Le travail de votre commission spéciale, ainsi que les travaux des groupes menés au sein du gouvernement régional bruxellois relatif à la décolonisation de l'espace public, travaux menés par le secrétaire d'État au Patrimoine Pascal Smet ici avec nous, permettront de réaliser des pas importants pour avancer dans ce combat.

Pour déconstruire le racisme, il faut savoir d'où il vient. Aucun enfant ne naît raciste. Nous devrions donc pouvoir inverser la tendance par l'éducation, la prévention, le travail sur l'histoire du racisme, et le devoir de mémoire en rappelant l'interdiction, le caractère délictuel du racisme et, lorsque c'est nécessaire, en appliquant des sanctions. Le travail est bien sûr colossal mais il n'y a pas de fatalité.

C'est en ce sens que nous avons lancé la campagne *Brussels you can do it. Stop racism*. D'abord, il s'agissait de rappeler que le racisme est interdit; ensuite il s'agissait de rappeler la nécessité de signaler tout comportement raciste et, enfin, de diffuser l'information sur l'appui que chacun peut

recevoir auprès de Unia notamment.

Sur le site de la campagne s'ouvre un slogan. Un des *slides* le mentionne. Le slogan est: "Les races n'existent pas. Le racisme oui". Les races sont une invention du racisme, précise le site. Les prétendues races relèvent d'une classification inventée de toutes pièces pour hiérarchiser les êtres humains. Cette fausse hiérarchisation peut être réalisée en lien avec la couleur de peau, l'ascendance, la nationalité, l'origine nationale ou ethnique ou la prétendue race. Le site internet de la campagne contient des informations pratiques pour réagir concrètement contre le racisme. Thème par thème, le site vous informe sur les comportements racistes avec des exemples concrets, comment les signaler et où trouver de l'aide. La plupart des organisations qui luttent contre le racisme ont aussi une expertise qui ne se limite pas à l'accompagnement. On peut aussi avoir accès à une large gamme de formations.

Le secteur associatif et éducatif démontre également toute son importance. La ministre Ben Hamou, aussi en charge de la cohésion sociale à la COCOF, a bien l'intention de continuer, en parallèle à l'élaboration du prochain plan de lutte contre le racisme à Bruxelles, à soutenir un maximum de leurs initiatives.

C'est en se formant et en investissant des espaces de dialogue que l'on pourra dépasser les clichés, des préjugés forgés par une histoire qui a été racontée jusqu'ici de façon souvent incomplète ou qui, dans le sillage du colonialisme, a induit une vision raciste de l'humanité.

C'est en s'informant sur des phénomènes qu'on pourrait croire naturels qu'on peut les déconstruire. C'est finalement en construisant une société plus égalitaire que nous ne permettrons plus au racisme de continuer à se développer.

La campagne *Brussels you can do it*, qui invitait chacune et chacun à partager le mouvement contre le racisme, avait aussi pour objectif d'aider à lever des obstacles qui empêchent encore des témoins d'agir. Parce que certains témoins n'identifient pas les comportements racistes ou ne savent pas comment réagir à ces comportements, ou craignent de franchir le pas.

La campagne devait, doit donc informer, sensibiliser et finalement susciter l'adhésion et la réaction. Je parle au présent puisque le site web est encore en ligne et est évidemment consultable.

Comme le disent les artistes Eddy Ape et Lyna dans le titre composé pour la campagne, "On a tous le même *blood*, quelle que soit notre origine

ou notre couleur de peau."

Mon exposé, qui était à l'origine celui de la secrétaire d'État Nawal Ben Hamou, avait pour but de parler d'un exemple de campagne récente de lutte contre le racisme. Depuis lors, depuis novembre, et dans le but d'aller bien au-delà de la campagne de 2021, une véritable action politique coordonnée est en cours d'élaboration.

La secrétaire d'État à l'Égalité des chances, Mme Ben Hamou, veille, avec l'ensemble du gouvernement bruxellois, à traduire les conclusions des Assises de lutte contre le Racisme du Parlement bruxellois, qui se sont tenues entre avril 2021 et janvier 2022, en actions concrètes, dans un plan bruxellois de lutte contre le racisme, qui devrait commencer en 2023 et s'étendre jusqu'en 2025.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je vous remercie pour votre attention.

De voorzitter: Dank u wel voor uw inleiding en presentatie, mevrouw Peebles Vlahovic. Straks worden uiteraard alle vragen van de collega-parlementsleden gebundeld.

Ik geef nu zeer graag het woord aan de heer Pascal Smet, Brussels staatssecretaris. Dank om de tijd te nemen om naar deze commissie te komen. Als ik het goed heb, wordt u vergezeld door mevrouw Margot Luyckfasseel en mevrouw Georgine Dibua. Ik weet niet hoe u de spreektijd onderling wilt verdelen.

Pascal Smet: Mijnheer de voorzitter, als u het goed vindt, neem ik kort de inleiding voor mijn rekening, waarin ik het rapport voorstel. Ik kader kort wat wij hebben gedaan, waarom en hoe we dat deden, en vervolgens ga ik in op de inhoud.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is natuurlijk niet zomaar een plek, het is de hoofdstad van dit land. In een hoofdstad vind je nu eenmaal veel symbolen van dat land en van wat alles wat er zich heeft afgespeeld. Ongeveer anderhalf jaar geleden, in de nasleep van Black Lives Matter en een aantal gebeurtenissen rond monumenten in Brussel, heb ik besloten en voorgesteld aan de regering om het debat te objectiveren. Ik wilde het debat op een juiste manier starten. Daarom wilde ik een commissie samenstellen van experts, academici, journalisten, maar ook mensen uit het veld, activisten enzovoort, een beetje volgens het principe *nothing about us without us*. We vonden het heel belangrijk dat, als je een expertencommissie opricht, nakomelingen uit de koloniale gebieden van destijds kunnen meepraten over wat er gebeurt.

De commissie is vervolgens anderhalf jaar aan de slag geweest en kwam met een 254 pagina's tellend rapport. Dat gebeurde in consensus, wat niet evident is. Ik wens het uw commissie ook toe, mijnheer de voorzitter, maar vanzelfsprekend is het niet. De expertencommissie bij ons in Brussel is daarin geslaagd en volgens mij zijn ze, globaal genomen, tot een genuanceerd rapport gekomen. Ze hadden bijvoorbeeld net zo goed kunnen zeggen: "Alle monumenten weg!", "Alles uit het kolonialisme uit de openbare ruimte!" Dat hebben ze niet gedaan.

Ils ne l'ont pas fait. Ils ont clairement dit: "Il faut regarder *ad hoc* par *ad hoc*" et ont évidemment repris certains monuments symboliques.

On a à présent objectivé. On a le rapport de la commission des experts qui vont l'expliquer tout de suite. Que va-t-il arriver maintenant? J'ai reçu le rapport la semaine passée en même temps que le président du Parlement bruxellois. J'ai voulu que le président du Parlement bruxellois le reçoive en même temps que moi. Sur la base de ce rapport, un débat parlementaire peut s'organiser et aboutir, j'espère avant l'été 2022, à une résolution ou une recommandation. C'est au Parlement de voir. Ce n'est pas à moi de dire au gouvernement comment il doit s'organiser. Mais il faut au moins avoir un output du débat parlementaire. Entre-temps, je suppose qu'on aura aussi un débat sociétal sur tout ce qui se trouve dans l'espace public, c'est-à-dire des monuments, des bâtiments, des noms de rue, tout ce qui est axé sur l'espace public.

J'espère que cela pourra se faire avant l'été et qu'en septembre, sur la base du rapport de la commission, du débat parlementaire, du débat sociétal, le gouvernement bruxellois aura approuvé un plan d'action sur la manière de décoloniser et contextualiser tous les symboles à Bruxelles concernant la colonisation et la décolonisation. Tout ne sera évidemment pas décidé en septembre, comme ce sera certainement expliqué tout de suite.

Daar zal ook geval per geval een debat over moeten plaatsvinden. Het is ontzettend belangrijk dat we dat doen en we zullen daar de komende maanden en jaren aan werken.

Zoals ik bij de start van de commissie al heb gezegd, zullen we met het lijvige, goed gestoffeerd rapport waarin de leden van de werkgroep in een moeilijke covidperiode heel veel tijd hebben gestoken, politiek aan de slag moeten gaan en beslissingen nemen. We zullen wellicht bepaalde straatnamen wijzigen en iets doen met bepaalde standbeelden, ze verplaatsen bijvoorbeeld. Over

een aantal standbeelden zal nog hevig gedebatteerd worden, zoals dat van Leopold II op het Troonplein. Dat is eigendom van de federale overheid, terwijl de sokkel eigendom is van de stad Brussel en het Brussels Gewest de vergunning moet geven als er iets moet gebeuren: België op zijn best.

Je propose de donner immédiatement la parole à deux membres de cette commission pour expliquer le contenu du rapport. On a très bien conscience, puisque Bruxelles est très symbolique, c'est une capitale, de l'importance de ce qu'on fait dans l'espace public.

Margot Luyckfasseel: Mijnheer de voorzitter, geachte leden, uiteindelijk is onze werkgroep gekomen tot een rapport van 250 pagina's, waarin we in detail ingaan op de gekende en minder gekende koloniale sporen in de Brusselse publieke ruimte. Dat kan dus gaan over sterk gecontesteerde monumenten, zoals die van Leopold II en generaal Storms, maar ook over straatnamen en gebouwen die een link hebben met het koloniale verleden, hetgeen vaak minder gekend is. Ook de geschiedenis van de aanwezigheid van Congolezen, Burundezen en Rwandezen in België is een onderbelicht aspect van onze openbare ruimte. Waar we in de eerste hoofdstukken van ons rapport ingaan op de aanwezige sporen en een toolkit voor analyse en mogelijke strategieën aanreiken, doen we in het laatste hoofdstuk zowel algemene als concrete aanbevelingen.

We willen u in de eerste plaats van harte uitnodigen om het rapport te lezen, dat online toegankelijk is via urban.brussels, aangezien we vandaag niet de tijd hebben om alles uit de doeken te doen, terwijl het wel belangrijk is om goed geïnformeerd de dialoog aan te gaan.

Wat betreft de algemene aanbevelingen, stellen we onder meer voor om het koloniale verleden niet alleen in de ruimte te markeren, maar ook in de tijd door het organiseren van een herdenkingsdag om de slachtoffers van de kolonisatie te herdenken. Andere aanbevelingen zijn de oprichting van een herdenkingsmonument en een documentatiecentrum dat kan evolueren tot een museum over Brussel als koloniale en postkoloniale hoofdstad.

Verder stellen we voor om een zogenaamde stortplaats voor beelden te voorzien, waar beelden die niet langer contextloos in de openbare ruimte kunnen staan worden geduid. Zoals de staatssecretaris al zei, hameren we verder op een aanpak die geval per geval werkt, om voor elk koloniaal spoor het gepaste traject uit te stippelen.

De werkgroep hecht verder ook groot belang aan de documentatie en signalisatie van zichtbare en tot vandaag minder zichtbare sporen. Als u onze aanbevelingen leest, zult u dus merken dat we geen voorstander zijn van het zogenaamd uitwissen van de koloniale geschiedenis. Integendeel, we willen haar meer zichtbaar maken in de openbare ruimte om zo de dialoog op gang te trekken en ruimte te maken voor complexere meerstemmige generatievragen over die geschiedenis.

Wat betreft onze concrete voorstellen, we hebben in totaal negen cases in detail uitgewerkt. Ik licht die in verband met het ruitersstandbeeld van Leopold II aan het Troonplein en het Jubelpark kort toe.

Voor het ruitersstandbeeld stelt de werkgroep voor om in twee fasen te werken, een tijdelijke fase van dialoog en een permanente beslissingsfase die daarop volgt.

We bevelen aan om tijdens de fase van dialoog een structuur rond het beeld te plaatsen waardoor het visueel aan de openbare ruimte wordt onttrokken. Een andere mogelijkheid is de sokkel leeg laten. Zowel de omhullende structuur als de lege sokkel kunnen dienst doen als drager en informatieplatform voor tijdelijke interventies en performances die uitnodigen tot reflectie over het koloniale verleden.

Voor de permanente fase stellen we voor om het beeld te smelten, om een nieuw werk te creëren en zo de slachtoffers van de kolonisatie te herdenken. Het hergebruiken van het koper dat ontgonnen is door Congolese arbeiders stelt zo ook de materialiteit van het beeld en de exploitatie van Afrikaanse grondstoffen in vraag.

Een andere mogelijkheid is het verplaatsen van het beeld naar een zogenaamde stortplaats om ruimte te maken voor een nieuw narratief aan het Troonplein. We stellen voor om deze stortplaats onder te brengen in het Jubelpark, een site die zo al een erg hoge dichtheid van koloniale sporen heeft. Daarom stellen we een geïntegreerde aanpak voor, waarbij het beeld voor de Belgische pioniers een nieuwe titel krijgt en de allegorieën die erop worden afgebeeld duidelijk gecontextualiseerd worden.

Zoals eerder gezegd is het niet alleen belangrijk om dominante propagandistische narratieven te nuanceren, maar ook om nieuwe narratieven naar voren te schuiven. Het feit dat het tweede Pan-Afrikaanse congres in 1921 in het Jubelpark plaatsvond is daarvan een voorbeeld.

Ik herhaal nogmaals dat wij geen voorstanders zijn

van het uitwissen van de koloniale geschiedenis of het censureren ervan. We willen die geschiedenis net meer bespreekbaar en tastbaar maken. Dat betekent wel dat we die geschiedenis moeten duiden op basis van de kennis die we er vandaag over hebben en dat een kritische herziening van bepaalde koloniale sporen bijgevolg nodig is om op een inclusieve manier onze openbare ruimte te herdenken.

De kennis die we daar vandaag over hebben, danken we ook aan verenigingen uit het middenveld die al jarenlang oproepen tot reflectie over koloniale sporen in de openbare ruimte.

Mevrouw Dibua zal toelichting geven bij enkele initiatieven.

Georgine Dibua: Moi, je vais aborder quelques actions et initiatives prises par différentes organisations de la diaspora parce qu'il faut aussi savoir qu'avant l'initiative politique du groupe de travail, plusieurs autres actions ont été menées. Nous en avons retenu trois. Les promenades "décoloniales" proposées par un certain nombre d'organisations à Bruxelles – on ne les cite pas puisqu'on n'a pas beaucoup de temps – permettent de réfléchir aux traces coloniales présentes dans les espaces publics de notre capitale. Une couche historique qui reste invisible pour de nombreux habitants et passants. Grâce à ces promenades, les gens sont plus conscients de l'influence que le passé colonial a eu sur la Belgique et sur le façonnement de sa capitale. L'histoire de la présence des Congolais, des Burundais et des Rwandais est également mise en lumière lors de ces promenades. D'ailleurs, une exposition sur cette présence existe également.

Depuis 2010, *Bakushinta* organise des commémorations annuelles pour les vétérans congolais de la Première et de la Seconde Guerre mondiale au monument aux troupes de la campagne d'Afrique à Schaerbeek. Il faut savoir que la décolonisation de l'espace public et des sociétés n'est pas seulement déterminée par ce qui est déjà présent mais aussi par ce qui n'est pas ou peu présent. Par exemple, la reconnaissance du rôle joué par les soldats congolais dans les victoires des deux Guerres mondiales. Il ne faut pas seulement des marquages dans l'espace mais aussi dans le temps.

Une autre action que les militants ont préconisée depuis de longues années était l'inauguration d'une place Lumumba à Bruxelles.

Nzema Omba et Philippe Buyck ont été à l'avant-garde de ce mouvement depuis 2007 pour que la place Saint-Boniface soit rebaptisée

place Lumumba. En 2018, à la demande de l'ASBL Bamko, l'artiste Rhode Makoumbou a réalisé une sculpture itinérante de Patrice Lumumba qui a été exposée dans différents lieux de Bruxelles. La reconnaissance du rôle de la Belgique dans l'assassinat du premier ministre congolais se devait d'occuper une place centrale dans notre mémoire collective. Une place Lumumba sera finalement aménagée en Région de Bruxelles-Capitale en 2018, mais l'emplacement n'est pas celui espéré, puisqu'il s'agit d'un parc à taxis, d'un no man's land. Il faut aussi retenir que la commune d'Ixelles s'était toujours opposée explicitement à un Lumumba Square sur son territoire. Je vous ai énuméré quelques actions, qui sont nombreuses.

Notre groupe de travail insiste sur la reconnaissance de l'importance des organisations de la diaspora, qui sont des pionniers à long terme quand il s'agit de parler de la décolonisation de l'espace public. Elles fournissent des services et des connaissances essentielles pour poursuivre le dialogue. Le groupe de travail dit que ce qui était normal hier ne l'est plus aujourd'hui. Nous devons œuvrer pour une Région de Bruxelles-Capitale inclusive, dans laquelle chaque Bruxellois se sente reconnu. Du côté des communes et de la Région, il faudra une approche coordonnée à différents niveaux.

Nous insistons sur le fait que la décolonisation de l'espace public seul ne suffit pas. Il faut aussi une politique vis-à-vis de l'éducation, du marché du travail, de la santé, du logement et encore de bien d'autres secteurs.

Merci, mesdames et messieurs les députés, pour votre attention.

De **voorzitter**: Mijnheer Pascal Smet, staats-secretaris, mevrouw Margot Luyckfasseel, mevrouw Georgine Dibua, onze dank gaat uit naar u.

Ik geef nu heel graag het woord aan professor Patrick Develtere, die professor is in International Development Cooperation aan de KU Leuven. Hij is verbonden met ons via Zoom.

Patrick Develtere: Mijnheer de voorzitter, ik dank u voor de uitnodiging.

Ik zal even een korte inleiding geven over het ontstaan, de objectieven en het functioneren van wat wij het Platform voor Afrikaanse-Europese studies noemen of Plateforme pour les études africaines-européennes, een initiatief dat twee jaar geleden het daglicht heeft gezien.

Het is in dat verband belangrijk even te wijzen op de totaliteit van de discussies die wij twee à drie jaar geleden hadden, waarbij het perspectief van Afrika een continent was waar het moeilijk tot hopeloos functioneren was. U merkt op de slide dat er een evolutie is, met name dat er in toenemende mate aandacht is voor Afrika – *Africa rising* – tot en met 2019. Wij kunnen dan spreken van een nieuwe fase, waarin men het duidelijk heeft over de *scramble for Africa*.

Met dat gegeven als achtergrond heeft een aantal mensen van onze universiteit contact gehad met mensen van de universiteit van Pretoria en de universiteit van Addis Abeba, respectievelijk Zuid-Afrika en Ethiopië. Het idee was de vraag wat daaraan kon worden gedaan en op welke manier daaraan zou kunnen worden gewerkt vanuit een universitair en academisch perspectief. Het initiatief hadden wij in het begin Initiative for European studies in Africa gedoopt.

Vanuit Europese zijde werd in de periode 2018-2019 in toenemende mate gesteld dat op het wereldtoneel grondige wijzigingen plaatsvonden en dat Europa zijn heel specifieke relatie met Afrika steeds meer in de verf moest zetten en ook moest vertrekken vanuit die specifieke relatie met Afrika vanwege natuurlijk de geografische nabijheid. Er scheidt ons amper vijftien kilometer van Afrika, dus tussen het Afrikaanse en het Europese continent. We delen een aantal ecologische hotspots, waarvan de Middellandse Zee de belangrijkste is. Daarnaast is er de economische nabijheid: Europa en Afrika zijn zeer belangrijke handelspartners, Europa is nog altijd de belangrijkste partner als het gaat over de stock van het *foreign direct investment*, hoewel China zoals bekend ons inmiddels heeft ingehaald als het gaat over de *foreign direct investment flow*, de instroom van nieuwe investeringen in Afrika. Er is ook de maatschappelijke nabijheid: we delen de geschiedenis, vaak een pijnlijke. We delen ook talen en heel wat culturele aspecten, waar de diaspora toe behoort. En we hebben een belangrijke relatie op het vlak van ontwikkelings-samenwerking.

Dit alles heeft gevolgen voor het academische vlak. In deze visual zie je in een oogopslag dat Europa nog altijd de belangrijkste ontvanger is van buitenlandse studenten uit Afrika. Frankrijk is het belangrijkste gastland van Afrikaanse studenten. Maar China en ook andere landen, zoals de Verenigde Staten, Canada, India en Brazilië, zijn belangrijke spelers aan het worden op het vlak van relaties met de nieuwe generatie studenten.

China heeft relaties met universiteiten in bijna elk Afrikaans land. Het heeft er de jongste 10 à 15 jaar

belangrijke onderzoeksprogramma's gelanceerd. Er is geen enkel Afrikaans land meer zonder een Centre for China Studies, waar studenten en professoren China en het Chinese ontwikkelingsmodel kunnen bestuderen. Vaak zijn die gekoppeld aan Confucius-instituten, waar men zich de Chinese taal en cultuur eigen maakt. Hetzelfde geldt voor Korea, Turkije en andere opkomende economieën. Systematisch wordt daarbij *academic diplomacy* ingezet als middel om banden te smeden tussen volkeren, culturen en economieën.

Op het vlak van European Studies is het verhaal een stukje anders. Slechts vijf landen hebben een centrum voor European Studies, waar studenten, onderzoekers en professoren de kans krijgen om Europa met een Afrikaanse bril te bestuderen. Dat kan in Zuid-Afrika, Tunesië, Egypte en een beetje in Ghana. Er is weliswaar een European Studies Association in Sub-Saharaans Afrika, met 200 à 250 leden. Dat zijn individuen die bijvoorbeeld vanuit het internationaal recht, vanuit internationale relaties of antropologie een bepaalde interesse hebben ontwikkeld voor het Europese continent en die mekaar vinden in die European Studies Association.

Wij hebben gedacht een bottom-upverhaal te moeten proberen waar te maken. Daarom zijn wij, toen nog onder de naam Initiative for European Studies, gestart met een systematisch overleg met onze collega's in Zuid-Afrika en Ethiopië. Ook heeft de KU Leuven een interdisciplinair team bijeengebracht met mensen die European Studies bestuderen en doceren, evenals antropologie, internationaal recht en internationale relaties. Ook hebben wij gevraagd aan Johan Swinnen, voormalig ambassadeur in verschillende Afrikaanse landen, om onze groep te vervoegen. Wij willen vanuit de KU Leuven bekijken hoe wij zouden kunnen komen tot een dekoloniale, gedecentreerde kijk, een heel Afrikaanse kijk, op European studies in relatie en cocreatie met Afrikaanse partners.

Ondertussen hebben wij ongeveer 20 universiteiten bijeengekregen in die 2,5 jaar, die allemaal proberen om in dezelfde richting te kijken, namelijk een dekoloniale en 'gedecentreerde' kijk, een Afrikaans perspectief op European studies en de relaties tussen Afrika en Europa. De universiteiten die cursief staan, zijn de universiteiten die op een of andere manier reeds initiatief hebben genomen op het vlak van European studies. Ik dien u te verwijzen naar de Universidade Católica de Angola, die jaarlijks een aantal seminaries organiseert over Europa voor de studenten en het academisch publiek. De University of Cairo werd reeds genoemd. Er is ook l'Université de Carthage in Tunesië. De University

of Ghana organiseert een heel beperkt programma van conferenties en seminaries. Meer uit de kluiten gewassen is de University of Pretoria in Zuid-Afrika. Wij vinden, samen met onze Afrikaanse collega's, dat wij deze groep van universiteiten in Afrika moeten uitbreiden.

Wij hebben ondertussen flinke voet aan de grond, of toch heel goede connecties, met de universiteit van Addis Abeba, wat natuurlijk heel relevant is vanwege de nabijheid van de Afrikaanse Unie. Wij hebben ook goede contacten met de universiteit van Abomey-Calavi in Cotonou in Benin, wat heel relevant is, gelet op het Cotonou-akkoord, dat het Europees continent met het Afrikaans continent bindt. Ik vernoem ook de universiteit van Abuja in Nigeria, heel relevant voor ECOWAS, de regionale West-Afrikaanse community. Mensen van de universiteit van Caïro hebben hun collega's van de American University meegebracht, net zoals mensen van de katholieke universiteit van Angola hun collega's uit Mozambique hebben meegebracht. De universiteit van Dar es Salaam in Tanzania is heel interessant vanwege de East African Community, met thuisbasis in Tanzania. Wij hebben er ook de Université nationale de Kinshasa bij gehaald vanwege de vele banden van mijn collega's en mijzelf met die universiteit. De universiteit van Libreville is heel boeiend en interessant, aangezien daar de zetel is gevestigd van de economische commissie voor Centraal-Afrika. De collega's van Pretoria hebben hun collega's van de universiteit van Brits in Zuid-Afrika meegebracht.

Aan Europese zijde hebben wij ons eerst gericht tot de zuster- of broederuniversiteiten van de universiteit van Leuven, door Una Europa overkoepeld. Una Europa is een vrij recente club van onderzoeksuniversiteiten in Europa. Wij hebben dadelijk heel veel interesse gevonden in Berlijn, Bologna, Edinburgh, Krakow en aan de Sorbonne. Via onze Afrikaanse contacten in Angola en Mozambique hebben wij ook contacten gelegd met de katholieke universiteit van Portugal en de universiteit van Lissabon in Portugal.

In totaal zijn wij momenteel met een twintigtal universiteiten. Elk van de universiteiten werkt in het kader van een platform. Het initiatief is ondertussen uitgegroeid tot een platform, omdat wij een veel meer dynamische en interactieve omgeving willen dan puur een initiatief dat zich bezighoudt met de uitrol van het gegeven van European studies. Ook heel wat andere dingen proberen we samen te realiseren, waarop ik straks nog terugkom.

In het platform hebben we nu ongeveer twintig interdisciplinaire teams. In heel veel universiteiten zijn mensen van internationaal recht, internationaal

beleid, antropologie, maar soms ook taalkunde, cultuur of kunst betrokken. Elk van de betrokken universiteiten beslist zelf, afhankelijk van de samenstellingen, dynamiek en interesse, over de samenstelling van de interdisciplinaire teams. In elk van de landen is intussen een goed contact gelegd met de Europese delegaties en zijn er samen met hen ook contacten gelegd met de verschillende betrokkenen in Brussel bij de Europese Commissie. In Brussel zijn er bovendien zeer goede contacten gelegd met de verschillende ambassades. U kan onze website bekijken, die staat nog altijd onder IESA. Die is nog *under construction* omdat het een werk in ontwikkeling is. U ziet de verschillende dimensies op de geschiedenis, wat we graag zouden willen doen, de verschillende activiteiten op vlak van onderwijs en onderzoek, de verschillende meetings en publicaties enzovoort.

We definiëren onze missie als volgt: *"We are convinced that both Africa and Europe will benefit from more systematic and evidence-based research and teaching on the European Union, its politics, institutions and cultures within Africa. It is not that Africa does not know Europe. Rather, it is precisely because of this history of colonization and development that Africans are very well placed to critically reflect on Europe. Such critical reflection is desperately needed in order to come to a truly decolonial understanding of political, economic and social life in both Africa and Europe."* Het is dus echt wel de bedoeling om dat Afrikaanse perspectief, dat grotendeels afwezig is aan onze universiteiten, binnen te brengen, maar ook om ervoor te zorgen dat Afrikaanse universiteiten en universitaires de kans krijgen om op een kritische manier onderzoek te doen en onderwijs te geven over de relatie tussen Afrika en Europa, zij het vanuit een historisch perspectief, zij het vanuit een thematisch perspectief.

Onze doelstellingen zijn de volgende: *"We want to achieve truly decentred learning and a genuinely decolonised university on both continents."* Wij gebruiken de terminologie van *decentred learning* heel vaak, omdat wij ervan uitgaan dat er geen universele kennis is die uitmondt uit een bepaalde bron, die dan een westerse – Europese of Noord-Amerikaanse – bron zou zijn. *Decentred learning*, waarbij op een gedecentraliseerde manier kennis wordt ontwikkeld, geaccumuleerd en verspreid, leidt daarentegen tot een veel dynamischere en rijkere kennis over de werkelijkheid die ons omringt.

Onze doelstellingen kunnen voorts worden opgesplitst op twee manieren. Het is onze bedoeling *"to promote European studies in Africa and to exchange views between African and*

European partners on the desirability, relevance and feasibility of co-creating European study programmes in Africa. With many African university curricula still heavily steeped in European traditions, one might question why Africa needs European studies." Die discussie gaan wij zeker niet uit de weg, met onze partners, maar ook daarbuiten, met de studenten en met de publieke opinie in de verschillende landen. Onze tweede doelstelling is: *"to enrich and strengthen the existing European study programmes within Europe, which are already developing critical global and decentred approaches with a specific African perspective."* Wij willen dus onze eigen Europese studieprogramma's, die zeer goed ontwikkeld zijn, bij ons in Europa verrijken door de kritische blik vanuit Afrika binnen te brengen.

Ik heb daarnet gezegd dat wij zo'n twee, drie jaar geleden gestart zijn, aan het begin van de coronapandemie dus, waardoor het moeilijk of onmogelijk was om elkaar fysiek te ontmoeten. Wij proberen dat echter virtueel te doen. Zo hebben wij met een kleine 50 mensen een vergadering gehad op 24 november. Samen met de participerende universiteiten hebben wij toen bekeken hoe wij een bottom-upproces kunnen lanceren. Het is dus niet de hogere hiërarchie van elk van de universiteiten die zal beslissen wat zij zullen doen. Wij zoeken een voedingsbodemp – en vinden die ook – bij de professoren, de onderzoekers en de studenten om op een bottom-upmanier met de realiteit om te gaan, om op een creatieve en hedendaagse manier samen een programma te ontwikkelen, waarbij de twee continenten op een kritische manier over elkaar reflecteren en met elkaar interageren.

We willen ons richten op zowel onderwijs als onderzoek. Heel belangrijk of het nu onderwijs of onderzoek is, is dat we dat 'gedecentreerde' perspectief, dat gedekoloniseerde perspectief proberen binnen te halen. We hebben ondertussen ook onze informele werkgroep, waar naast de KULeuven ook Pretoria en Ethiopië bij waren, ondertussen ook uitgebreid met mensen uit Parijs, (...) en ook uit Benin.

Om af te sluiten, wat hebben we nog op de agenda?

Er zijn een paar mensen die naar hier komen over een aantal maanden, waardoor we face to face verder vorm kunnen geven aan het programma. Iemand uit Zuid-Afrika en uit Ethiopië zullen naar hier komen voor in het ene geval zes maanden, in het andere geval drie maanden, met de bedoeling om ook dat debat te gaan aansturen met onze academici hier en ook met onze studenten. We voorzien binnen enkele weken een tweede, zij het

opnieuw virtuele, vergadering met de participerende universiteiten. Dan gaan we ook wat verder inzoomen op de bestaande programma's en kijken hoe we daar openingen kunnen vinden om wat meer Afrikaans perspectief binnen te krijgen. Dan eind augustus, begin september waarschijnlijk, gaan we hopelijk in een coronavrije omgeving kunnen bij elkaar komen. Het is ook de bedoeling ondertussen de verschillende uitwisselingsprogramma's van de participerende universiteiten maximaal te gaan gebruiken ook om uitwisseling mogelijk te maken tussen mensen die behoren tot het Paas-platform.

We zitten met een aantal uitdagingen.

Cela veut dire qu'il y a un débat qui a déjà lieu dans toutes les universités participantes, ce qui est extrêmement important parce qu'assez souvent, ce sont des individus qui prennent l'initiative et qui poussent le projet de cette plateforme mais il faut évidemment essayer d'engager autant de personnes que possible.

Il y a des étapes très concrètes qu'on essaie de franchir. On est en train de créer des unités dans chaque pays. On est en train de voir les *curricula* dans lesquels on pourrait injecter en quelque sorte une perspective beaucoup plus africaine de la relation entre l'Afrique et l'Europe. On est aussi en train de voir dans les différents pays comment on pourrait démarrer des projets doctoraux qui se focalisent sur la relation entre l'Europe et l'Afrique.

Il y a tout un débat au sein du réseau sur les différents thèmes à traiter. Il y a des professeurs et des chercheurs qui s'intéressent à la relation commerciale entre l'Europe et l'Afrique. D'autres veulent se focaliser sur l'agriculture, l'écologie, le digital, etc. On essaie de voir comment multiplier les échanges entre les universités, que soit Nord-Sud, Sud-Sud ou Nord-Nord. On stimule aussi les interactions, comme je l'ai d'ailleurs fait aujourd'hui, avec les *policy makers*, les responsables politiques, la société civile et la communauté entrepreneuriale. On essaie de consolider notre gouvernance de la plateforme et de voir comment on peut vraiment être un programme qui soit conjointement géré et développé.

Il ne faut pas le cacher, on a effectivement un défi assez important en ce qui concerne le genre. On n'a pas encore assez de dames dans le cadre académique, ce qui se reflète aussi dans ceux qui s'engagent pour l'instant dans notre plateforme. C'est un défi qu'on essaie de prendre en main. Il y a évidemment aussi un défi démographique. La plupart des gens, c'est mon cas, ont déjà largement dépassé la cinquantaine. Il faut aussi voir comment impliquer les jeunes. Le dernier défi porte sur le

funding, le financement du programme. À ce sujet, nous sommes en contact avec des institutions comme la Commission européenne et autres.

Je vous remercie de votre attention.

Bedankt voor uw aandacht. Straks geef ik graag nog antwoord op de vragen die u mogelijk hebt.

De voorzitter: Dank u wel, professor Develtere.

Ik geef nu graag het woord aan mevrouw Silke Beirens, schepen van Mens en Milieu in Oostende, en aan mevrouw Laura Maes, directeur Externe Relaties van de stad Oostende.

Laura Maes: Goedemiddag iedereen.

Vandaag lichten we toe hoe de stad Oostende de dekolonisering aanpakt. Eerst kijken we naar de toch wel unieke positie van Oostende, vervolgens bespreken we enkele realisaties, en tot slot geven we een overzicht van wat de toekomst in petto heeft.

Oostende is doordrenkt van zijn koloniale erfenis. In het straatbeeld prijken talloze verwijzingen naar dat koloniale verleden. Het ruitersstandbeeld van koning Leopold II op de Zeedijk, het Leopoldpark met het Memoriaal van Gustin Malfeyt, een voormalig vice-gouverneur-generaal van Congo, en de Leopold II-laan zijn maar enkele voorbeelden. (*Problemen met de projectie van de slides*)

Leopold II drukte een onweerstaanbare stempel op zijn geliefde Oostende. De zomers bracht hij veelal door in het Koninklijk Chalet. De Koninginnelaan verbond dat chalet met de belangrijkste invalswegen en het Maria Hendrikapark. Langs de Koninginnelaan werden het Stefanieplein en het Clementinaplein genoemd naar zijn twee dochters. Ook de Koninklijke Stallingen, de Venetiaanse en de Koninklijke Gaanderijen, de Royal North Sea Yacht Club, de De Smet-de Naeyerbruggen en de Wellingtonrenbaan, de prestigieuze Sint-Petrus-en-Pauluskerk werden in opdracht van de koning gebouwd.

De urbanistische ingrepen en bouwwerken van Leopold II drukten een onuitwisbare stempel op Oostende, maar Oostende floreerde niet alleen dankzij de talloze mondaine bouwwerken. In het zog van Leopold II volgden naast koninklijke, keizerlijke en adellijke families ook belangrijke politici, wetenschappers, ingenieurs en architecten.

Oostende verwierf bekendheid tot ver buiten de landsgrenzen. De pracht en praal had echter een

grauwe keerzijde. De bouwwerken werden bekostigd met de woekerwinsten op het Congolese rubber en ivoor en Leopold II voerde in Congo een schrikbewind, gestoeld op dwangarbeid en repressie, zonder enig respect voor de lokale bevolking.

De koloniale relictten zijn ook in Oostende zeker niet onbesproken en beroeren de gemoederen. Zo was de buste van Leopold II op het Clementinaplein vaak het mikpunt van vandalisme. Actiegroep *De Stoeten Ostendenoare* kondigde in maart 2019 aan dat het niet bij bekladden zou blijven, maar dat de volgende stap het verwijderen van het beeld zou zijn. In juli 2021 werd de buste effectief ontvreemd. De actiegroep verwierf echter de grootste bekendheid met een actie van 2004, toen de hand van een Congolese man, die deel uitmaakt van de beeldengroep rond Leopold II, werd afgehakt. Hiermee verwees de actiegroep naar de courante praktijk van het afhakken van handen van Congolezen die als slaven werden ingeschakeld op de rubberplantages. De Stedelijke Raad voor Ontwikkelingssamenwerking adviseerde het toenmalige stadsbestuur om de afgehakte hand niet te herstellen. In 2009 liet *De Stoeten Ostendenoare* weten bereid te zijn de hand terug te geven, op voorwaarde dat het stadsbestuur de waarheid rond de misdaden van Leopold II erkende. In 2019 dook de hand opnieuw op, ditmaal in Gent, waar hij door Piet Wittevrongel werd aangeboden aan toenmalig minister van Cultuur Sven Gatz en Bambi Ceuppens van het AfricaMuseum. De actiegroep wou de hand schenken aan het AfricaMuseum, op voorwaarde dat het Koningshuis zich zou verontschuldigen voor het koloniale verleden. Sindsdien werd de hand opnieuw naar een geheime locatie gebracht. Het stadsbestuur gaf aan de hand niet terug te willen en een sterker statement te vinden om de hand niet te herstellen.

In juni 2020, in de nasleep van de dood van George Floyd in de Verenigde Staten, liepen de gemoederen hoog op. Meer dan 5.100 mensen tekenden een onlinepetitie met een pleidooi voor de verwijdering van het beeld. In de nacht van 3 juni werd het beeld beklad met rode verf. Op 7 juni voerden zowat 300 mensen aan het beeld actie tegen racisme. Ook zij vragen om het beeld te verwijderen.

Een reactie van het stadsbestuur op die commotie bleef niet lang uit. Oostende kiest ervoor om geen beelden te verwijderen of straten te hernoemen. Het stadsbestuur wil de geschiedenis van het kolonialisme niet elimineren. Oostende kiest voor de dialoog met zowel de Congolese, Afrikaanse als Oostendse gemeenschap en wil de wandaden van het kolonialisme zichtbaar maken. In de pers wordt

een tegenbeeld voor de onder vuur liggende beeldengroep aangekondigd. Het plakkaat bij diezelfde beeldengroep wordt kritischer en in verschillende talen weergegeven. Het engagement om ook de andere kant van het Leopold II-verhaal te vertellen, ontstond echter niet in juni 2020, maar werd reeds opgenomen in het bestuursakkoord van november 2018 van het nieuw bestuur.

Welke projecten heeft de stad Oostende tot nu toe gerealiseerd? Op 30 juni 2020, exact zestig jaar na het uitroepen van de Congolese onafhankelijkheid, vond er een dansperformance plaats aan het iconisch beeld van Leopold II. Vanwege de coronacrisis was er geen publiek toegelaten, maar het optreden van het Congolees-Belgische gezelschap, onder leiding van Michel Kiyombo, was via livestream te volgen. Hedendaags danser en choreograaf Kiyombo baseerde zich voor de performance op verhalen over het verleden van Congo, zoals ze in zijn familie van generatie op generatie werden doorgegeven. We bekijken een kort fragment. (*Er wordt een beeldopname vertoond*)

Tussen 16 en 18 november 2020 creëerde de heer Schoenaerts voor het kunstenfestival The Crystal Ship zijn verwijzing naar het beruchte standbeeld van Leopold II. Aan het Cardijnplein in Oostende prijkt op een oppervlakte van meer dan 300 vierkante meter een ruiter zonder hoofd.

Een maand later, op 16 december 2020 organiseerde de stad een lezing van mevrouw Nsayi. De coronacrisis woedde nog steeds in alle hevigheid en de lezing kon via livestream worden gevolgd. Mevrouw Nsayi werd bekend door haar visie op beeldvorming en dekolonisatie. Als politicologe specialiseerde ze zich in Congo. Mevrouw Nsayi lichtte aan de hand van haar boek *Dochter van de dekolonisatie* haar familieverhaal, verweven met de relaties tussen België en Congo, toe.

Op 22 april 2021 organiseerde de stad een panelgesprek met de heer Kris Berwouts in de bibliotheek van Oostende. Opnieuw kon er geen livepubliek aanwezig zijn, maar was het gesprek wel online te volgen. De heer Berwouts ging in gesprek met mevrouw Nyancham Okemwa over zijn boek *Mijn leven als mushamuka*, waarin hij de neerslag neerpande van meer dan 25 jaar fulltime aanwezigheid in Centraal-Afrika. Hoe men zich als progressieve mens kan inzetten voor Afrika en kan omgaan met Afrikanen zonder betuttelend, arrogant of betweterig te zijn, vormde de rode draad doorheen het gesprek.

In mei 2021 volgde vanuit het Wereldhuis in Roeselare twee thema-avonden rond

dekolonisering. Dit werd georganiseerd samen met stad Brugge en Kortrijk. De vormingssessies richtten zich op organisaties die internationale projecten in het globale Zuiden opzetten. De focus van de eerste vormingssessie lag op dekolonisering en inclusieve communicatie. Een tweede sessie richtte zich op de 4de Pijlerinitiatieven en lokale ngo's. Opnieuw konden de presentaties online worden gevolgd.

Recent werd het kunstwerk 'Tot Elke Prijs' van mevrouw Vyvey ingehuldigd op de Sir Winston Churchillkaai. Het werk herdenkt de schermutselingen die op 23 augustus 1887 plaatsvonden tussen de vissers en de ordediensten, naar aanleiding van een Brits schip dat goedkope vis kwam lossen in de Oostendse vismijn. Het toenmalige stadsbestuur droeg de burgerwacht op om de opstand tot elke prijs neer te slaan uit vrees dat de onrust zou uitdijen naar de rest van de stad, waar op dat moment ook Leopold II verbleef. Vijf doden en acht zwaargewonden waren de bloederige tol.

Net als de muurschildering van Schoenaerts kan het werk 'Tot elke prijs' ook worden gezien als een tegenbeeld voor het ruitersstandbeeld van Leopold II aan de Drie Gapers. Bij die compositie staan links de beeldengroep 'Dank van de Congolezen' en rechts de beeldengroep 'Hulde van de Oostendse vissersbevolking'. Het nieuwe beeld zorgt ervoor dat in de publieke ruimte ook een ander aspect van de geschiedenis wordt getoond.

Dekolonisering is niet alleen in Oostende noodzakelijk, maar ook in onze samenwerking met Afrika. Sinds december 2003 heeft Oostende een officiële stedenband met Banjul, de hoofdstad van Gambia. De stedenband streefde van in het begin naar een gelijkwaardig partnership. De focus ligt op *ownership*, structurele initiatieven en versterking van de actoren ter plaatse. Bovendien ligt in de samenwerking de klemtoon op het wederkerig respect voor de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.

Op dit moment loopt het driejarige Europese project City Link Ostend Banjul Partnership for a Sustainable City Development. Voor dat project werd geopteerd om met een groot projectteam in Banjul te werken dat volledig uit lokale mensen bestaat. De materialen en diensten worden ook zoveel mogelijk lokaal aangekocht.

Hoewel de onafhankelijkheid van Congo nu bijna 62 jaar achter ons ligt, kunnen wij nog niet zeggen dat de dekolonisatie een feit is. Congo is politiek onafhankelijk en niet langer een kolonie, maar neokoloniale bemoeienissen laten een heel ander beeld zien. Europese bedrijven stellen hun

economische belangen in Afrika veilig en de hele discussie over fysieke relictten, zoals standbeelden en straatnamen, maakt langzaam plaats voor de verwerking van onze koloniale erfenis in het onderwijs, op de arbeidsmarkt, in onze cultuur en in de internationale handel en samenwerking.

Oostende wil in toekomstige projecten volop inzetten op meerstemmigheid in het debat, op dialoog en interactie, op artistieke interventies, zowel in onze aanwezige culturele infrastructuur als in de publieke ruimte. Een transversale aanpak is nodig over de diensten en bevoegdheden heen.

In 2022 focust Oostende voor Internationale Vrouwendag op verhalen van vrouwen en dekolonisering. Geschiedschrijving gebeurt veelal uit mannelijk perspectief. Op Internationale Vrouwendag belicht Oostende verhalen van dekolonisering vanuit de ervaring van vrouwen. Op die manier wordt de rol van de vrouw expliciet in beeld gebracht. In de bibliotheek komen zes Oostendse vrouwen die een band hebben met Congo of Rwanda, aan het woord over hun rol en beleving van kolonisatie en vrijheidsstrijd, ervaringen van identiteit, racisme en de positie van vrouwen toen en nu.

Oostende is sinds 2006 een fair-tradegemeente, maar dit heeft nood aan opwaardering. Wij zetten nu volop in op een duurzaam aankoopbeleid, duurzame ontwikkeling, eerlijke handel en waardig werk. Dit wordt geïntegreerd in de overheids-aankopen en toekenning van contracten en aanbestedingen.

Oostende wil het ECCAR-plan, European Coalition of Cities Against Racism, ook in de praktijk uitrollen. Binnen de ECCAR focust Oostende op zeven doelstellingen. Ten eerste, een betere ondersteuning voor slachtoffers van racisme en discriminatie. Ten tweede, de stad als actieve supporter van acties rond gelijke kansen op de arbeidsmarkt. Ten derde, eerlijke toegang tot huisvesting. Ten vierde, de stad als gelijkekansen-werkgever. Ten vijfde, het bestrijden van racisme en discriminatie via onderwijs. Ten zesde, het promoten van culturele diversiteit. Ten zevende, het beheer van haatmisdrijven en -conflicten.

In een toekomstig participatietraject wil Oostende volop inzetten op interculturele dialoog om enerzijds het verleden kritisch te bekijken en anderzijds te leren denken zonder vooroordelen of stereotypen. Dit participatietraject zal uitmonden in een concreet actieplan. Het zal deels online en deels offline plaatsvinden.

Bovendien wil Oostende via de aanwezigheid van de koloniale relictten in het straatbeeld, haar

inwoners herinneren aan het verleden en leren dit verleden kritisch te benaderen. Leopold II werd totnogtoe voornamelijk in de kijker geplaatst als urbanist, maar het huidige bestuur wil het volledige verhaal vertellen.

Eline Mestdagh: Mijnheer de voorzitter, ik dank de commissie voor de uitnodiging om hier vandaag te komen spreken.

Ik ben historica en doctoraatsonderzoekster aan de Universiteit Gent. Ik ben bovendien ook betrokken geraakt bij het participatietraject rond dekolonisatie dat de stad Gent heeft uitgerold tussen 2019 en 2020.

Ik zal hier vandaag voor u kort het doel, de uitkomst en de procedure van het traject uiteenzetten, met bijzondere aandacht voor de spanningen en de moeilijkheden die zijn opgetreden en cours de route, omdat ik van mening ben dat het vooral uit die spanningen is dat wij kunnen leren voor de toekomst van het traject.

Het is misschien belangrijk om van bij het begin te vermelden het een participatietraject is. Dat betekent dat er een heel brede waaier van burgers en verenigingen bij betrokken zijn en dat mijn visie op het traject dus niet noodzakelijk representatief is voor de visie van iedere betrokkene. Ik spreek dus vooral als betrokken burger die het traject van nabij heeft gevolgd. Op de laatste slide zal ik een aantal contactpersonen aangeven die hier ook nauw betrokken bij zijn geweest en die dus aanvullende informatie zouden kunnen geven, indien de commissie dat zou wensen.

Ten eerste, voor het opzet van het traject moeten wij terugkeren naar april 2019, omdat de stad Gent toen heeft beslist de Gentenaars te vragen op welke manier de stad met haar koloniale verleden moest omgaan. Zoals de commissie weet, is er al vele jaren een actieve strijd van burgers in ons land met Afrikaanse roots, onder andere, maar ook door andere verenigingen, die actief strijden voor de erkenning van zowel het koloniale verleden als de structurele gevolgen ervan tot vandaag.

Het is ten gevolge van die strijd dat de stad uiteindelijk heeft beslist dat traject op te zetten. De directe aanleiding daarvoor was een vraag in de gemeenteraad in 2019, om de naam van de toenmalige Koning Leopold II-laan in Gent te wijzigen. De stad heeft op die vraag gereageerd met de beslissing om een traject uit te rollen.

Heel concreet is de opdracht voor het uitrollen van het traject terechtgekomen bij de dienst Internationale Relaties en Internationale Solidariteit van de stad. Die dienst heeft, volgend

op de vraag in de gemeenteraad van april 2019, een heel brede waaier van Gentenaars actief in adviesorganen, middenveldorganisaties, verenigingen maar ook hogescholen en de universiteit gecontacteerd voor een eerste grote brainstormsessie. Die sessie vond plaats op 14 november 2019 en bij die gelegenheid werd er nagedacht over de superbrede vraag wat het dekoloniseren van de stad Gent nu concreet betekende.

Het meest opvallende bij die eerste bijeenkomst was eigenlijk dat de antwoorden die werden geformuleerd op die vraag superbreed waren. De initiële katalysator was de vraag naar de wijziging van de straatnaam, Koning Leopold II-laan. Straatnamen en monumenten zijn eigenlijk echter vrij snel naar de achtergrond verschoven in het gesprek. De gesprekken gingen onder andere over de ruimtelijke segregatie tussen een rijk, wit en proper stadscentrum van Gent en een arme, gekleurde en verwaarloosde rand, de discriminatie op de huizen- en arbeidsmarkt en in het onderwijs, etnische profilering en racisme bij de Gentse politie, het hoofddoekenverbod, zwarte piet, geschiedenisonderwijs en het witte, collectieve geheugen in musea en andere culturele instellingen, het gebrek aan actieve participatie en representatie van geracialiseerde minderheden op alle beleidsniveaus in de stad, het vluchtelingenbeleid van de stad en zo verder.

Het was duidelijk dat de aanleiding van de straatnamenkwestie eigenlijk een heel brede discussie heeft geopend over allerlei thema's. Om al die thema's goed te kunnen behandelen, hebben de deelnemers van het traject zich organisch opgesplitst in een aantal thematische werkgroepen of subgroepen. In totaal waren we met ongeveer 75 mensen van heel diverse expertise en achtergronden. We hebben gedurende drie heel uitgebreide bijeenkomsten en brainstormsessies per thematische groep nagedacht over hoe we nu concrete aanbevelingen voor dat thema konden formuleren. Naast die thematische groepen was er ook één overkoepelende werkgroep actief, die vooral tot doel had om met al het materiaal dat naar boven kwam vanuit die sessies een gestroomlijnd rapport te formuleren. Die werkgroep bestond uit een tiental vrijwilligers. Dat was ook een open groep, mensen konden zich daarvoor aandienen. Mijn rol in het traject was lid van die werkgroep.

De uitkomst van die drie brainstormsessies is eigenlijk tweevoudig. Ten eerste is er een rapport geschreven waar ik straks uitgebreid op inga. Ten tweede was er ook de zogenaamde Rassemblé die heeft plaatsgevonden in 2020. Dat is eigenlijk een koepelterm voor een hele reeks activiteiten, lezingen, workshops en stadswandelingen die de

stad toen georganiseerd heeft rond dekolonisatie, met een heel duidelijk publiekseducatief doel. Intussen is bekend dat de stad ook van plan is om dat elk jaar opnieuw te laten doorgaan, om dus echt de dialoog met de Gentse burgers over dekolonisatie gaande te houden.

Even terug naar het rapport. Dat bevat 30 concrete aanbevelingen, maar de eerste grote opgave voor de deelnemers aan het traject was het definiëren van het containerbegrip 'dekolonisatie', want dat is voor vele interpretaties vatbaar. Daartoe hebben een aantal onder hen een visietekst geschreven, die is opgenomen in het begin van het rapport en onderschreven door alle deelnemers. Er bestaat dus consensus over.

Om die brede visie hier mee te geven, haal ik even het belangrijkste citaat uit die visietekst aan: "Voor de mensen in de vuurlinie gaat dekolonisering in de eerste plaats om een strijd tegen het koloniale heden: het structurele en institutionele racisme met het daaraan verbonden structurele seksisme en het wereldwijde economische systeem dat teert op deze ongelijkheden. De beweging voor dekolonisering formuleert een diverse systeemkritiek en bouwt voort op eeuwenlange sociale, politieke en intellectuele tradities van verzet tegen de witte, mannelijke en westerse dominantie. Het is een kritisch perspectief, dat ons helpt om diverse, elkaar versterkende ongelijkheden over alle maatschappelijke domeinen heen te analyseren op een integrale manier."

Die superbrede, systematische visie die de veelheid aan maatschappelijke domeinen erkent waarin racisme actief is, vinden we ook terug in de diversiteit aan aanbevelingen. De 30 aanbevelingen situeren zich op zes terreinen, die ik even ga overlopen.

Het eerste is actief antiracismebeleid, zodat geen enkele Gentenaar wordt uitgesloten op basis van racisme. Hieronder valt de aanbeveling om actief werk te maken van een beleid tegen etnische profilering en racisme bij de politie. Tot dit onderdeel behoort het besef dat racisme niet altijd intentioneel is.

Het tweede terrein is permanente dekoloniale educatie, om ervoor te zorgen dat elke Gentenaar kritisch kan reflecteren over de sociale en politieke functies van beeldvorming over het koloniale verleden.

Het derde terrein gaat over de publieke ruimte, zodat elke Gentenaar zich herkent en zich erkend voelt in zijn of haar straatbeeld.

Het vierde betreft onderwijs, kinderopvang en

jeugddiensten, zodat elke Gentenaar zich thuis voelt en gerepresenteerd voelt op school. Belangrijk hier is dat dit terrein de aanbeveling bevat om werk te maken van een inclusief sinterklaasfeest.

Het volgende terrein is vertegenwoordiging, om ervoor te zorgen dat er in de stad op alle beleidsniveaus een correcte weerspiegeling is van de diverse Gentse bevolking.

Tot slot is er het internationale beleid, zodat de stad ook bijdraagt aan mondiale rechtvaardigheid.

Ik zou u allen willen aanraden het rapport zeker na te lezen om de concrete aanbevelingen per terrein te zien. Het belangrijkste punt dat ik hier wil maken, is dat een traject dat in feite begon vanuit een bezorgdheid over straatnamen is geëindigd in een rapport waarin een veelheid aan sociale, culturele en politieke eisen aan bod komt.

Tijdens het traject deden zich verschillende spanningen voor. Ik wil er hier drie behandelen, die volgens mij alle drie belangrijk zijn voor het werk van de Congocommissie.

De eerste spanning waarop ik wil ingaan, is die tussen de meer holistische visie op dekolonisering enerzijds en het risico van cherry-picking anderzijds. Daarmee bedoel ik, zoals ik aangaf met behulp van de visietekst aan het begin van de presentatie, dat de gesprekken tijdens de sessies heel breed gingen. Er werden verschillende problemen besproken, waarbij ook al die verschillende maatschappelijke domeinen aan elkaar werden gelinkt. Het werd vooral duidelijk dat verschillende vormen van ongelijkheid en racisme op elkaar inwerken en dat een degelijke aanpak van structureel racisme dus vereist dat er op alle terreinen tegelijk wordt ingezet.

Onder de deelnemers was er grote vrees dat de stad er slechts een aantal aanbevelingen zou uitpikken en het bredere kader uit het oog zou verliezen. Dat is ook één van de redenen waarom de deelnemers in juni 2020 aan het stadsbestuur vroegen om het borstbeeld van Leopold II in het Gentse Zuidpark, dat u hier op de powerpoint ziet, alvast te verwijderen. Dat was een aantal maanden voor de publicatie van het rapport, maar de redenering erachter was dat als de vraag al vooraf gesteld zou worden, de stad er zich na de publicatie van het rapport niet van af kon maken met een symbolische actie zoals de verwijdering van het borstbeeld van Leopold II. Het beeld is verwijderd op 30 juni 2020, op de zestigste verjaardag van de onafhankelijkheid van Congo. Tot op vandaag staat het in de kelder van het stadsmuseum STAM. Het is alsnog onduidelijk wat

er met het beeld moet gebeuren.

Een tweede spanning waarover ik het wil hebben en die in feite nauw aansluit bij de eerste, was – opnieuw – de vrees onder een aantal deelnemers dat het brede, structurele, kritische kader dat naar voren was geschoven zou worden gereduceerd tot een politiek die louter retrospectief is, tot een symboolpolitiek die enkel rond het verleden draait, ten koste van een visie op hedendaagse ongelijkheden. Hierbij is het belangrijk om te benadrukken dat in het rapport, als rode draad, echt wel een blik op de toekomst zit. De dekolonisatie is echt opgevat als het bieden van kansen en het wegwerken van historisch gegroeide machtsongelijkheden. Dat is heel belangrijk om mee te geven.

Tot slot kom ik tot het belangrijkste punt dat ik wil aanhalen. Als het gesprek over dekolonisatie ging, hadden we het over macht en machtsongelijkheden, maar die waren natuurlijk ook aanwezig in het traject zelf. Dat heeft als implicatie dat het superbelangrijk is om voor dergelijke trajecten heel goed na te denken over het proces en de procedure waarin mensen worden gevraagd om te participeren. In dit geval, bij de stad Gent, ging het om een vrijwillig en onbezoldigd engagement. Het was ook gericht op het produceren van concrete beleidsaanbevelingen. Die factoren hebben ervoor gezorgd dat er een exclusie ingebakken zat en dat een bepaald profiel welkom was in de participatie terwijl andere profielen daar veel moeilijker aan konden beantwoorden.

Heel concreet, voor mensen die hoog opgeleid zijn en die een goed betaalde en flexibele job hadden was het heel eenvoudig om deel te nemen. Mensen die daaraan niet voldeden, hadden het veel moeilijker om deel te nemen. Dat had als implicatie dat de werkgroep vooral bestond uit witte hoogopgeleide personen, wat voor heel veel wrevel bij de andere deelnemers heeft gezorgd.

Die wrevel herinnert er ons aan dat het voor participatie superbelangrijk is om na te denken over de condities waaronder mensen moeten participeren en om die condities af te stellen op het publiek dat men wil bereiken. Als men bijvoorbeeld een structurele betrokkenheid wil van mensen voor wie racisme het meest urgent is, is het ook nodig dat er in een vergoeding en een omkadering wordt voorzien die het mensen mogelijk maakt om te participeren. Dat vraagt een focus op het proces evenzeer als op het eindproduct, wat vooral veel tijd vraagt.

Eén van de aanbevelingen in het rapport aan de stad is precies de vraag naar een meer structurele participatie in de vorm van een klankbordgroep,

omdat duidelijk werd dat dit een project op een langere termijn is dat niet op een jaar kan worden uitgewerkt.

Hoe heeft de stad gereageerd? Een eerste reactie van de stad kwam er op 21 januari 2021. Toen heeft de stad vooral gereageerd met symbolische maatregelen. Men heeft toen beslist om de Koning Leopold II-laan van naam te laten veranderen. Dat is nu de Floraliënlaan en niet de Patrice Lumumbalaan. Men heeft toen ook beslist om de migratiegeschiedenis en de koloniale geschiedenis meer structureel te integreren in het stadsmuseum of het STAM. Ook De Krook, de stadsbibliotheek, is bezig met een oefening over het uitbreiden van haar collectie.

Dat waren de eerste reacties. In een tweede fase, een maand later, heeft de stad een rapport gepubliceerd met een programma voor de komende jaren dat een meer structureel engagement toont en dat vooral de holistische visie op dekolonisatie lijkt over te nemen. De stad erkent in dat rapport bijvoorbeeld retorisch het bestaan van het koloniale heden en spreekt ook expliciet het engagement uit om te bouwen aan een inclusieve stad, waarin elke Gentenaar zich herkent en erkend voelt. De stad erkent dat het verwijderen van het borstbeeld van Leopold II en het rapport slechts startpunten zijn in een veel langer proces.

Om dat langere proces vorm te geven, heeft de stad een aanspreekpunt dekolonisering aangesteld, de historica Lore Colaert. Zij is op 24 januari 2022 met die job begonnen en haar werk zal er vooral uit bestaan de relaties met het middenveld en de verenigingen op het terrein te onderhouden, het vertrouwen opnieuw op te bouwen en vooral te waken over transparantie over alle volgende stappen die de stad zal zetten. Het wordt dus echt een werk van lange adem. Hoe zij dat concreet zal doen is op dit moment nog niet duidelijk, aangezien ze nog maar net is begonnen. Ik zal u haar contactgegevens bezorgen.

Dat brengt mij bij de samenvatting van wat ik net heb gezegd. Ik wil nog een aantal zaken kort herhalen, omdat ik meen dat ze belangrijk zijn voor deze commissie.

Ten eerste, gaat het om die notie van dekolonisatie als holistisch begrip, omdat de ervaring van het traject heeft geleerd dat we onmogelijk kunnen spreken over koloniale standbeelden en straatnamen zonder dat vandaag in te bedden in de discussie over structureel racisme.

Een tweede element waarop ik heb gehamerd, is het belang van de aandacht voor het proces zelf in

de dialoog met verschillende burgers. Omdat dekolonisatie verschillende zaken betekent voor verschillende mensen, is het ook belangrijk dat verschillende mensen worden gehoord en daarbij betrokken. Om dat te kunnen doen, is er dus ook een reflectie nodig over de procedures die worden gehanteerd.

Tot slot, het vertrouwen van alle deelnemers is alleen mogelijk als er echt radicale transparantie is over elke fase van dat traject.

Het belangrijkste dat uit al deze punten voortvloeit, is vooral dat het een aanpak is die heel veel tijd en toewijding vergt. De stad heeft dat nu ook begrepen. We zullen moeten afwachten wat er de komende jaren nog zal volgen uit het traject.

De **voorzitter**: Dank u wel, mevrouw Mestdagh.

Ten slotte, geef ik graag het woord aan de heer Claey's Bouuaert.

Thierry Claey's Bouuaert: Monsieur le président, mesdames et messieurs les parlementaires de la commission spéciale, au nom de notre association *Mémoires du Congo*, je tiens à vous remercier de nous permettre de venir témoigner de nos activités.

Vouloir approcher l'histoire si riche et si complexe à la fois qui a ouvert le bassin du Congo au monde extérieur, qui a rassemblé et uni dans un seul territoire des populations inconnues entre elles et si souvent en relations belliqueuses, il y a un bon siècle d'ici, mérite ce rappel du métier d'historien tel que le Pr Jean Stengers de l'ULB le concevait. "L'histoire est un instrument de connaissance du passé, une recherche patiente de la vérité qui exclut le jugement moral". Il précisait que "l'attachement à l'esprit critique qui risque d'être constamment submergé par les formes diverses de la crédulité, l'attachement à la vérité, cette valeur fragile et constamment battue en brèche par ceux qui veulent la subordonner à leurs causes et à leurs combats, voilà le double exemple que peut et que doit donner l'historien. C'est seulement à ces conditions qu'il remplit dans la société la fonction la plus haute".

C'est de cette approche que *Mémoires du Congo* s'inspire pour se pencher sur le passé colonial en donnant la parole aux témoins congolais, rwandais, burundais et belges. Plus de 300 témoignages recueillis en moins de 20 années et aujourd'hui en partageant au sein de forums ouverts à tous, en Belgique comme au Congo, des pages de cette histoire commune qui a rassemblé Belges et Congolais.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les

parlementaires, la recherche de la vérité impose de ne rien cacher, ni les villes construites, ni les progrès enregistrés, ni les violences répressives.

Cette démarche historique qui est une exigence intellectuelle et une méthodologie suppose qu'on ne fausse pas les données factuelles par la déraisonnable erreur qu'est l'anachronisme. Les témoignages recueillis démontrent combien les situations sont contrastées. Toute histoire univoque est manipulation. Tout récit officiel devient idéologie, une utilisation politicienne, lourde de dangers pour la communauté nationale aujourd'hui.

La recherche consiste en un travail constant et continu sur le long terme qui permet de montrer ce qu'ont été les réalités concrètes et contradictoires de la colonisation, oppression et ouverture. L'histoire du rapport des peuples congolais et belge qui se confrontés et mêlés est une alchimie complexe pouvant permettre des avancées ou risquer de raviver des tensions. L'histoire et les mémoires sont toujours en prise avec les réalités du présent et les inquiétudes de l'avenir. Opposés comme des catégories d'aujourd'hui, sans tenir compte des spécificités récentes ou présentes à l'œuvre, Congolais et anciens colonisateurs raniment les frustrations, les humiliations et les rancœurs.

Votre commission, monsieur le président, mesdames et messieurs les parlementaires, s'inscrit dans cette recherche de la vérité. Elle devra avoir le courage de reconnaître que des moments les plus difficiles de l'Histoire s'inscrivent dans des moments facilement récupérables à des fins n'ayant plus rien à voir avec la recherche historique.

C'est le cas concernant, par exemple, l'ampleur des victimes imputées aux exactions envers les populations du Bassin du Congo à l'époque de l'EIC. Alors que tout a été dit et étudié du côté des historiens et des démographes, de nombreux médias ou influenceurs préfèrent donner dans le sensationnel.

Il ne nous appartient pas de créer ici une vérité officielle. En revanche, un soutien clair à la liberté de recherche et en particulier pour les travaux scientifiques, dont les résultats vont à l'encontre des opinions véhiculées sur les réseaux sociaux et dont les auteurs deviennent victimes de harcèlement sur le web et parfois d'attaques à la limite de la diffamation, serait certainement bénéfique pour un projet de mémoire partagée. Comment ne pas réaliser l'impact de cette propagande sur la société en laissant germer ainsi des graines de haine et d'incompréhension dans

les jeunes générations?

Quel paradoxe avec la RDC! Je renvoie ici au procès de Léopold II face à l'Histoire, exercice périlleux, s'il en est, qui s'est tenu dans un climat d'objectivité et de sérénité remarquable en novembre 2020 à Lubumbashi ou aux ouvrages du Dr Nzeze et Me Marcel Yabili qui apportent un éclairage sur les réalités vues depuis le Congo. Il va de votre responsabilité et volonté d'apaiser les clivages qui découlent de ces exagérations.

Le Pr Jean-Luc Vellut de l'UCL écrivait en mars 2019 dans une libre opinion intitulée *Léopold II: fantasmes et histoire* que le niveau désespérément polémique et moralisateur du débat en Belgique doit être en bonne partie attribué à l'ignorance, elle-même résultant de la faiblesse de l'enseignement sur l'histoire coloniale en général et en particulier, sur ce qui fut un grand chapitre de l'histoire de l'Afrique Centrale. Ce grand chapitre appartient aussi à l'histoire de Belgique. Le terrain de l'ignorance donne le champ libre aux *fake news*, au narcissisme bien-pensant, voire à l'ubuesque. Jean de La Fontaine terminait sa fable, *Le statuaire et la statue de Jupiter*, par ces mots: "L'homme est de glace aux vérités; Il est de feu pour les mensonges!"

Permettez-moi de rappeler ici qu'à la reprise du Congo par la Belgique en 1908, l'Administration du Congo belge était contrôlée par le gouvernement belge et que votre Parlement votait annuellement un rapport d'activité et le budget de la colonie.

L'organisation administrative et judiciaire de la colonie était considérée comme un modèle du genre. Dans son livre, *L'Histoire secrète du Zaïre*, publié en 1977, le regretté Daniel Monguya, qui fut assistant territorial à l'époque coloniale et exerça ensuite trois mandats de gouverneur de province avant d'entrer en conflit avec Mobutu, explique que la Belgique avait réalisé une efficace organisation administrative du Congo. La province constituait une unité complète à tous les points de vue: organisation administrative, financière, judiciaire et militaire. Les territoires rassemblaient les institutions coutumières sous l'autorité des chefs traditionnels. Véritables chevilles ouvrières de l'État, les territoires marquaient la transition entre le passé et l'avenir du pays tout en sauvegardant le patrimoine culturel, l'art et le folklore ainsi que les institutions de l'Antiquité.

Pour ce qui est de juger ce passé colonial, le professeur Vellut écrivait en décembre 2017, à la veille de la réouverture du Musée royal de l'Afrique centrale, son inquiétude devant les orientations prises. Certes, le système colonial, tel qu'il a fonctionné à l'échelle de l'Afrique, comptait plus

que sa part d'aventuriers blancs et noirs. Certes, la logique coloniale ne répond pas aux aspirations d'aujourd'hui; le système global, tel qu'il fonctionne au Congo du présent, ne répond pas non plus aux critères d'une société juste. Regardons-y donc à deux fois avant de jeter la première pierre. Si l'ont tient absolument à jeter un regard moral sur le passé du Congo, la cohérence exigerait de soumettre à nos jugements l'ensemble de son histoire, qu'il s'agisse des temps pré-coloniaux, coloniaux ou post-coloniaux. Est-ce le rôle du musée de jouer le rôle d'un tribunal? Je ne le pense pas, disait Vellut. Est-ce le rôle du Parlement d'aujourd'hui? À vous de voir.

Les itinéraires personnels de la majorité des membres de *Mémoires du Congo* les ont confrontés au Congo et au Rwanda-Urundi, soit par un passé familial lointain, soit par des parcours professionnels plus contemporains. Ainsi, j'ai moi-même travaillé une trentaine d'années au Congo, de 1979 à 2009, parcours qui m'a permis de vivre quatre années dans le Nord-Kivu et de régulièrement me déplacer à l'intérieur de cet immense pays. J'ai rencontré de très nombreux opérateurs économiques, responsables politiques et mandataires d'entreprises privées comme publiques. J'ai été immergé dans le Zaïre/Congo à l'époque où mes interlocuteurs avaient connu et vécu l'époque coloniale. Je résumerai les réactions les plus courantes par ce propos de feu l'ambassadeur Kisonga Mazakala qui nous a laissé plusieurs ouvrages dont un passionnant récit intitulé *45 ans d'histoire congolaise, l'expérience d'un lumumbiste*, publié en 2005.

"En fait, nous et d'autres qui ont vécu à Kinshasa, nous sommes convaincus du caractère particulier des relations belgo-congolaises. Nous sommes nés, pour des gens comme moi, sujets belges."

Le président: Excusez-moi, monsieur, mais vous parlez un petit peu trop vite pour les interprètes.

Thierry Claeys Bouuaert : Monsieur le président, je vais donc parler plus lentement.

"Nous sommes nés, pour des gens comme moi, sujets belges. Nous avons été formés par les Belges. Et le souvenir de la colonisation n'est pas celui des coups de fouet et de l'apartheid, mais plutôt celui des routes goudronnées, de la gratuité de l'école et des soins médicaux."

Voici la carte blanche que l'historien Mathieu Zana Etambala nous avait délivrée dans notre revue du 30 juin 2020:

"À la reprise du Congo par la Belgique, l'administration coloniale a le soin de mettre fin à une médecine d'émigrants, appliquée dans les

pays ultramarins depuis le XVI^e siècle, et d'y introduire une médecine tropicale en faveur des peuples colonisés. L'œuvre des médecins ne va plus se limiter à l'accompagnement des expéditions militaires ni au travail dans les plus grands centres politiques et économiques hébergeant un grand nombre d'agents coloniaux. La santé des Congolais devient une préoccupation principale."

Après la Grande Guerre est inaugurée une nouvelle époque au cours de laquelle la charité va trouver le chemin vers le Congo. En 1924, Edouard De Jonghe, directeur au ministère des Colonies, met en œuvre une politique d'enseignement prodigieuse. Quasi une quarantaine de congrégations et sociétés religieuses catholiques belges, tant masculines que féminines, répondent pendant l'*inter bellum*, à l'appel d'aller enseigner auprès des populations congolaises. La scolarisation des Congolais est massive. Il importe de signaler que le Congo a beaucoup apporté à la Belgique durant la Seconde Guerre mondiale. Il faut aussi reconnaître sans ambages la valeur de la création en 1947 de l'Institut pour la recherche scientifique en Afrique centrale (IRSAC) et du Fonds pour le bien-être indigène. Certes, digne de mention est également le Plan décennal pour le développement économique et social.

À la suite d'une visite approfondie au Congo et au Ruanda-Urundi, le roi Baudouin a déclaré devant les membres du Cercle royal africain, début juillet 1955, que "la question essentielle qui se pose maintenant au Congo, je tiens à le souligner, est celle des relations entre les Blancs et les Noirs. Il ne suffit pas d'équiper le pays, de le doter d'une sage législation sociale, d'améliorer le niveau de vie de ses habitants. Il faut que les Blancs et les indigènes fassent preuve, dans leurs rapports quotidiens, de la plus large compréhension mutuelle". Quel avertissement prémonitoire qui, hélas, ne fut guère écouté.

Notre revue *Mémoires du Congo* contribue à éclairer la complexité de cette histoire belgo-congolaise. Je voudrais faire état d'une publication dans la série *Congo-Meuse*, en 2018, éditée par Archives et musée de la littérature et intitulée *Traces de vie coloniale au Congo belge et au Ruanda-Urundi*, sous la coordination du Dr Jean-Claude Kangomba.

Il nous rappelle que les leçons de l'Histoire sont têtues, en ce qu'elles soulignent la nécessité de revenir à la matérialité des faits, seul rempart contre les nostalgies simplificatrices et les mystifications messianiques de la post-indépendance.

Dans notre revue de juin 2021, nous avons proposé aux lecteurs les conclusions de cet ouvrage d'une grande richesse pour appréhender les réalités contrastées, violemment parfois, de la période coloniale. Ce document est à votre disposition.

Je citerai seulement un passage: "Il semble évident que se réfugier continuellement dans la haine coloniale comme justificatif de toutes les errances politiques africaines contemporaines apparaît de plus en plus comme une imposture. Au demeurant, les peuples africains ne sont pas dupes, car ils savent très bien que le prétexte colonial ou néocolonial est devenu au fil des années le cache-misère d'une élite politique et économique d'une médiocrité stupéfiante".

Monsieur le président, mesdames et messieurs les parlementaires, les témoignages et les écrits sur le passé colonial sont légion. Je souhaite profiter du temps imparti qui me reste pour soulever les questions qui me paraissent essentielles dans notre relation avec le Congo.

Il y a un grand écart entre, d'une part, la réalité du terrain et les attentes des populations africaines et, d'autre part, l'exercice dans lequel vous vous êtes engagés, dans le noble objectif de combattre les discriminations et le racisme encore bien trop présents chez nous. En RDC, il n'y a pas d'attente ni de conflit ouvert par rapport au passé colonial.

À propos de la colonisation belge, la professeure Anne Morelli de l'ULB rapportait en novembre dernier dans l'*Écho* être née dans un milieu anticolonial pur et dur.

Elle a répondu, il y a quatre ans, à l'invitation de confrères congolais à donner quelques cours au Kasaï. "Là, dit-elle, je suis tombée des nues. J'avais l'impression de visiter Pompéi. On me faisait visiter la ville en me disant: 'Avant, il y avait une gare. Là, il y avait des librairies. Là, nous avions un système d'égouts.' Or, devant moi, il n'y avait plus de route, plus d'eau ni d'électricité. J'ai été très ébranlée d'entendre des gens autour de moi qui me disaient: 'Quand est-ce que vous, les Belges, vous revenez?' "

Les populations du Congo aspirent à la paix, à la reconstruction de leur pays, surtout face aux conflits armés qui n'en finissent pas. Le Congo est dans l'urgence depuis des années. Notre inclination à regarder dans le rétroviseur devient dangereusement contre-productive. La Belgique ne regarde plus assez vers l'avenir et ne semble pas prête à mettre en œuvre les partenariats économiques et financiers massifs qui soutiendraient un essor réel. Nous nous sommes

laissé engluer dans le passé colonial. En Belgique, chaque fois qu'on aborde l'Afrique et le Congo plus particulièrement, le passé colonial s'impose comme unique sujet de discours et de référence, discours souvent biaisé, basé sur des données non objectives, et laissant de côté le travail des historiens ou les témoignages comme les retours de l'histoire orale sur place.

Si les relations belgo-congolaises ont évolué en dents de scie, le plus souvent après les indépendances, il faut mettre en évidence la corrélation entre les périodes de désamour des Congolais envers leurs dirigeants et le fait que la Belgique choisissait le camp de la population. Nos diplomates pourront développer ce point. Je pourrais évoquer une situation lors du débat qui suivra.

Notre responsabilité d'aujourd'hui est de répondre présents, de prouver notre solidarité face à la bonne foi des nouveaux dirigeants qui nous tendent la main. Il s'agit de soutenir les choix et les priorités locales dans une approche bilatérale permettant d'avancer dans le projet de partenariat Europe-Afrique pour une Afrique au rendez-vous de ce siècle, avec l'engagement fort des gouvernants partenaires d'avancer dans les indispensables réformes de changement des mentalités et de lutte contre la dévastatrice corruption.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les parlementaires, vous l'aurez compris, notre credo à l'égard du Congo est qu'il existe une voie pour réunir les Belges et les Congolais de bonne volonté pour effectuer cette relecture de notre histoire commune sans rien en occulter, pour montrer que de part et d'autre, s'il y a l'obligation de la reconnaissance des erreurs, il y a aussi le droit à la reconnaissance du travail réalisé.

Aucun observateur ne peut nier que les Congolais ont aussi été des acteurs de cette période. Reconnaissons avec humilité les souffrances, les fautes et les erreurs commises antérieurement.

Nous laissons à votre disposition le rapport de la Commission économique européenne de septembre 1960 qui fait un état des lieux des pays africains nouvellement indépendants avec une analyse comparative très fouillée, en particulier sur tout le secteur social (conditions de travail, éducation, logement, santé). Nous vous remettrons également un florilège de témoignages et de documentation sur les différents secteurs de la vie à l'époque coloniale puisque tel est l'objectif de *Mémoires du Congo*.

Pour terminer, je voudrais signaler que je suis

accompagné par un membre de notre association, M. Luc Mangala, qui connaît très bien son pays et qui est aussi parfaitement intégré dans la société belge. Il est engagé dans des projets de développement au Congo. Nous sommes à votre disposition pour répondre aux éventuelles questions.

Je vous remercie pour votre attention.

De voorzitter: Beste sprekers, ik wil u allen bedanken voor een rijk en breed pallet aan inzichten, visies en toelichting bij de vele initiatieven in ons land. De interventies waren ook veelzijdig, wat ook een goede zaak is. Dat koesteren wij ten zeerste.

Het woord is aan de commissieleden.

Tomas Roggeman (N-VA): Ik dank alle sprekers.

Mevrouw Maes, u lichtte toe dat u graag, vanuit het Oostendse stadsbestuur, het volledige verhaal wilde vertellen, met niet alleen Leopold II als bouwheer maar ook als verantwoordelijke voor de historische misdaden in Congo Vrijstaat. Dat lijkt mij terecht, ik ga daarmee volledig akkoord. U hebt in uw toelichting ook een mooi overzicht gegeven van de lopende initiatieven in Oostende. Het valt mij op dat de beeltenis van Leopold II centraal staat in heel wat van die initiatieven: de dans aan het monument, de metershoge afbeelding van Leopold II. Die beeltenis speelt dus blijkbaar wel een belangrijke rol.

Meent u dat de permanente verwijdering van dat standbeeld, dat fameuze monument op de dijk, zou bijdragen aan de herinnering van de historische misdaden van Leopold II? Of net niet? Vindt u dat, vanuit het stadsbestuur van Oostende, een goed idee?

Welke rol ziet u daarbij voor uzelf en de Kamercommissie betreffende het koloniaal verleden? Wij spreken hier heel graag over lokale initiatieven. Daarom was het ook belangrijk om u uit te nodigen. Maar zit u, als lokaal bestuur, te wachten op een aanbeveling van de federale overheid over de manier waarop u in Oostende met Oostends erfgoed moet omspringen? Moeten wij u dat vertellen of beslist het stadsbestuur dat liever zelf, in samenspraak met de Oostendse bevolking?

Ik kom nu tot mijn vragen aan de vertegenwoordigers van het Brussels Gewest.

Ik heb een mooie toelichting gehoord over campagnes tegen racisme en discriminatie. Er zijn veel actieplannen rond kosmopolitisme, gelijkheid en culturele diversiteit. Dat is natuurlijk allemaal

prachtig, maar ik zie toch een frappant contrast. Als het gaat over zoiets evidents als de meertaligheid van de Brusselse dienstverlening, dan slaagt het Brussels Gewest er nog niet eens in om de taalwetgeving na te leven en de wet te volgen. Blijkbaar is diversiteit maar tof zolang het niet over het Nederlands gaat. In doorlichtingen en onder meer de jaarverslagen van de vicegouverneur zien wij dat de Brusselse overheden elk jaar opnieuw honderden tot duizenden beslissingen nemen die ingaan tegen de taalwetgeving. Ook het aanwervingsbeleid is al veel jaren niet meer conform, maar het beleid haalt er blijkbaar zijn schouders over op. Sterker nog, het beleid werkt er actief aan mee. Als de Brusselse overheid nog niet eens de wettelijk verplichte diversiteit kan bieden in de dienstverlening, welke waarde moeten wij dan hechten aan initiatieven zonder enige juridische implicatie? Zolang dat niet verandert, kunnen al die Brusselse overheids campagnes over het belang van diversiteit mijns inziens moeilijk anders beschouwd worden dan als holle promopraatjes en windowdressing.

Concreet heb ik enkele actiepunten gehoord in verband met de publieke ruimte. Daarover had ik graag nadere toelichting verkregen. In een eerste actiepunt werd het Jubelpark vernoemd. De infrastructuur daar is eigendom van de federale overheid. Heeft er een gesprek plaatsgevonden met de Regie der Gebouwen of met de bevoegde staatssecretaris over uw plannen omtrent die site? Werd er al een voorstel afgetoetst? De tweede vernoemde actie betreft het fameus monumentenkerkhof. Het monumentenkerkhof omvat onder andere borstbeelden, bustes en de ruitersstandbeelden van Leopold II. Wat vindt u van het idee om dat in te richten in het Koninklijk Park van Laken? Het koninklijk domein werd grotendeels uitgebouwd door Leopold II, ook met zijn persoonlijke winsten die hij uit Congo Vrijstaat gehaald heeft. De vraag naar de openstelling van dat park leeft al jaren bij talrijke federale fracties en ook in het Brussels Parlement, zo heb ik begrepen. Als u echt een standbeeldenkerkhof wil inrichten, is het Koninklijk Park daartoe dan geen passende symbolische locatie? Wat vindt u van dat idee?

Een derde aspect over de publieke ruimte betreft het herdopen van de Leopold II-tunnel. Daarover was nogal wat te doen. Ook in het expertenverslag, dat in oktober 2021 werd gepubliceerd door het team experts, werd daarop nauwelijks ingegaan. Ik wil u graag een passage uit dat verslag voorlezen: "De Leopold II-tunnel herdopen tot Annie Cordytunnel lijkt mij een 21^e eeuwse bontgeschakeerde samenleving onwaardig. Brussel en ons land kunnen beter. De kinderen van de 21^e eeuw kunnen beter. Hoe kan men vertrouwen hebben in een samenleving die een

gebrek aan respect en spot – geen zelfspot maar spot – van een cultuur jegens een andere institutionaliseert?" De expert in kwestie legt in die tekst ook nog een link naar het zogenaamde witte privilege van degenen die dat hebben beslist. Dat lijkt mij mogelijks van toepassing op de beleidsmakers, die volgens de woke-ideologie wit zijn en dus onvermijdelijk daders en medeplichtigen in een structureel racistisch systeem zijn.

Mijnheer de staatssecretaris, ik had graag van u vernomen wat uw kijk en de kijk van de Brusselse overheid daarop is. Meent u dat u zelf en uw blanke collega's door hun witheid in de onmogelijkheid verkeren om in het verhaal een correcte neutrale rol te spelen of ziet u het anders? Meent u dat het initiatief tot het herdopen van de Leopold II-tunnel tot Annie Cordytunnel een bijdrage heeft geleverd aan het samenleven tussen die Brusselse gemeenschappen of hebben de discussies daarover net integendeel het omgekeerde veroorzaakt? Graag kreeg ik uw visie daarop.

Ik heb nog een aansluitende vraag. Waar legt de Brusselse regering precies de limieten van de herinrichting van de publieke ruimte? Met limieten bedoel ik niet zozeer het openbaar domein op geografisch vlak maar wel de inhoudelijke limieten. Wij merken dat zelfs heel goedbedoelde historische correcties op hun beurt worden geïnterpreteerd als zijnde discriminatoir en zelfs racistisch. Zijn die vergeefse pogingen om de openbare ruimte te zuiveren, dan een goed idee of illustreert dat voorval niet net dat dekolonisering een zodanig ruim containerbegrip is, dat men wel weet waar men start, maar niet waar men eindigt?

Ik wil een gelijkaardige vraag graag ook voorleggen aan mevrouw Mestdag.

Mevrouw Mestdag, het Gentse initiatief gaat duidelijk uit van heel goede bedoelingen. Volgens uw toelichting werd de aanwezigheid van te veel witten op de werkvloer echter op wrevel onthaald. U hebt toegelicht dat het vooral witte hoogopgeleiden waren. Dat deelnemers van de werkgroep aangeven dat er te veel witten in zitten, is voor mij op zich al een behoorlijk dubieuze houding. Voor dergelijke uitspraken in termen van te veel of te weinig mensen van een bepaalde huidskleur werden in het verleden al wat strafrechtelijke processen opgestart.

U wil dekoloniseren, maar in de praktijk zien wij dat het initiatief geen aanleiding tot verzoening geeft. Integendeel, het leidt net tot meer polarisering tussen mensen van verschillende huidskleur. Men vond blijkbaar gewoon een andere reden voor verontwaardiging, een andere reden voor de

vermeende achterstelling in de identiteit van de deelnemers aan het traject zelf. Dat vind ik wel straf.

Hoe kan dat leiden tot de grote historische verzoening? Is het dan niet beter om het verleden in het verleden te laten in plaats van historische wonden open te rijten, zeker aangezien bepaalde aanbevelingen helemaal geen realiteit zullen worden? Ik was verwonderd toen ik de definitie van dekolonisering las. Er werd een poging gedaan om dat containerbegrip te identificeren. Dat staat bol van marxistische formuleringen: systeemkritiek tegen het wereldwijde economisch systeem die past in een eeuwenlange traditie in het sociaal verzet tegen de westerse dominantie. Dat is de klassieke retoriek van extreemlinkse groeperingen. Dekolonisering is blijkbaar incompatibel met de bestendiging van het kapitalisme – dat weten wij dan ook weer –, maar de kans dat het Gentse stadsbestuur het wereldwijde kapitalistische systeem zal afschaffen, lijkt mij vrij klein.

Ik vraag mij dan ook af wat de waarde van dergelijke uitgangspunten is. De conclusies zijn bij voorbaat idealistisch, want zij verwijzen naar marxistische utopieën. Wat is dan de waarde van de aanbevelingen en de haalbaarheid van de acties die worden geformuleerd? Ik begrijp dat dat niet de comfortabelste vraag is, want zij gaat over het resultaat van een werk waar u ongetwijfeld heel veel tijd en energie in hebt gestopt, maar betreurt u zelf niet de enge ideologische benadering van het thema? Hoe kan het initiatief verzoenend werken, als er zo'n ideologische invulling aan wordt gegeven?

Het proces van de werkgroep blijkt veeleer te verdelen dan te verbinden. Het leidt tot een aantal extreme aanbevelingen, waarvan de grootste en fundamenteelste over het economische wereldsysteem toch geen realiteit zullen worden. Hoe kan dat dan tot iets anders leiden dan teleurstelling en polarisering tussen de bevolkingsgroepen, die u net wenste te verbinden?

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Tout d'abord, je voudrais évidemment remercier tous les orateurs et toutes les oratrices qui sont venus présenter leur travail aujourd'hui, un travail que je trouve extrêmement intéressant et que je trouve dommage d'essayer de réduire à des travaux idéologiques ou qu'on cacherait sous une couche de wokisme ou je ne sais pas très bien quel autre fantasme de la droite ou de l'extrême droite. Enfin, bref.

J'ai cru en tout cas comprendre dans le travail qui nous a été présenté aujourd'hui que nous avons des exclusivités puisque, si j'ai bien compris, le

rapport de M. Smet n'a même pas encore été présenté aux parlementaires bruxellois. C'est un peu l'originalité de cette commission.

(...): (...)

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Il a été présenté la semaine passée. Pardon! Je retire ce que j'ai dit. Ce qui n'enlève pas que notre commission est très originale en soi.

Quand j'entends les orateurs d'aujourd'hui, moi je suis frappé par le fil rouge en fait. Et le fil rouge est très clair: c'est celui de l'impact de la période coloniale sur le présent que ce soit en termes de discrimination et de racisme, en particulier sur la négrophobie que doivent subir des centaines de milliers de nos concitoyens et concitoyennes belges ou non et sur la place de chacun et de chacune dans l'espace public. On l'a dit et on l'a redit, la violence, l'exploitation, la propagande coloniale raciste n'ont pas disparu par magie en 1960 et 1962. Toutes les initiatives que nous avons entendues aujourd'hui ont pour objet justement de lutter contre les traces de ce sombre passé. Et je trouve que c'est frappant de voir à quel point les initiatives se multiplient aujourd'hui un peu partout. Et c'est frappant de voir aussi comment les choses évoluent. On a évoqué par exemple la question de la place Lumumba, qui a évidemment tous les défauts du monde sur son emplacement – je pense qu'on peut être tous d'accord avec ça: c'est venteux, c'est impersonnel, c'est une place de parking pour les taxis – mais qui a quand même le mérite d'exister. Précédemment, la commune d'Ixelles était tout à fait opposée à la présence de cette place. Alors, formellement, elle est sur le territoire de la ville de Bruxelles mais il me semble quand même qu'aujourd'hui, au niveau de la commune d'Ixelles, il n'y a plus cette opposition de la commune. Et c'est important de voir que ça évolue et que ça va dans le bon sens.

Je pense qu'il faut le dire, et plusieurs personnes l'ont rappelé, si on assiste aujourd'hui à cette évolution, c'est grâce au travail exceptionnel qui a été mené par la société civile, en particulier la société issue de la diaspora depuis une dizaine d'années. Et je pense qu'on doit aussi leur rendre cet hommage et les exemples qu'on a entendus à Bruxelles, à Gand ou à Oostende sont particulièrement éclairants à cet égard. Et je pense qu'on doit reconnaître ce travail.

Comme plusieurs l'ont soulevé, il est important aussi dans ce travail de décolonisation de l'espace public et de lutte contre le racisme, c'est de le faire au niveau local, régional et fédéral.

J'arrive dès lors à mes premières questions pour

M. Smet et Mmes Peebles et Mestdagh.

Comment fonctionne la coordination entre tous les niveaux de pouvoir? Comment arrivez-vous à vous coordonner? Je prends un exemple qui me revient. Je lisais dans la presse que la commune d'Ixelles et son bourgmestre, Christos Doukeridis, avaient décidé d'enlever la statue du général Storms et de la placer dans un musée, si je ne me trompe. On leur aurait dit d'attendre de voir ce qui se passait au niveau régional. N'y a-t-il pas un risque de voir se créer une concurrence entre les communes et le niveau régional dans cet exemple spécifique de Bruxelles mais par ailleurs que le travail de certains freine l'initiative d'autres? Comment peut-on s'assurer de l'avancement des dossiers?

J'ai la même question pour le plan de lutte contre le racisme de Mme Ben Hamou. Ce plan est-il bien mené en coordination avec le travail réalisé au niveau fédéral, notamment par Mme Schlitz? Pour trouver un point d'entente auprès des entités fédérées, comment s'assure-t-on qu'on n'avance pas trop vite ou qu'on est cohérent avec le travail effectué?

Monsieur Smet, en ce qui concerne le dialogue avec la population, comme cela a été dit, selon les traces du passé colonial dans l'espace public, il faudra parfois avancer au cas par cas, souvent d'ailleurs. Lorsqu'on a rencontré l'Agence flamande pour l'intégration il y a deux ou trois semaines, l'aspect participation citoyenne avait été relevé comme étant primordial et j'en suis convaincu. D'ailleurs, Mme Mestdagh a rappelé le travail de participation qui a été réalisé à Gand. Qu'en est-il à Bruxelles? Comment cela se déroule-t-il dans votre vision du travail au cas par cas? Les écoles seraient-elles associées à ce travail? On a en effet dit à plusieurs reprises que l'enseignement était important. Un travail avec les écoles sur le territoire des communes pourrait-il être envisagé? Comment?

Enfin, l'Agence flamande pour l'intégration nous a également présenté son guide pour accompagner les communes dans leur processus. Un guide similaire est-il prévu au niveau bruxellois? Sera-t-il inspiré du guide flamand?

Madame Peebles, je me demandais si la campagne que vous avez présentée ici était aussi axée sur les discriminations institutionnelles. On sait que cela existe. Il y a des discriminations institutionnelles. On parle par exemple de l'accueil des victimes de racisme, comme cela a été dit à plusieurs reprises. On sait que ce n'est pas toujours optimal. S'il y a une responsabilité individuelle de chaque citoyen dans la lutte contre le racisme, il existe également une responsabilité

des autorités publiques pour ne pas créer de discrimination. Cet aspect a-t-il été pris en compte dans votre campagne? Enfin, vous avez abordé l'aspect de la colonisation. Comment avez-vous intégré cette question spécifique dans votre travail de lutte contre le racisme et les discriminations, pas seulement pour la campagne ici mais de manière plus générale car je pense que vous faites un travail plus large que la campagne sur le sujet?

Mes questions suivantes s'adressent au Pr Patrick Develtere. Ce projet est extrêmement intéressant. On voit que les choses bougent également dans les universités et cela me fait penser au rapport que onze experts ont présenté en octobre dernier, me semble-t-il, sur les moyens de décoloniser l'université, dans les enseignements et la recherche. Je voulais vous poser la question de la politique des visas dans les échanges entre les universités belges et africaines. J'imagine que pas mal d'échanges, de visites, de rencontres se font. On a tous en tête les exemples parfois hallucinants qu'on a connus voici quelques mois avec des étudiants à qui on posait des questions sur le tableau de Mendeleïev pour voir s'ils pouvaient rentrer ou non sur le territoire belge, dans des espèces de tests improvisés par la police des frontières. On a aussi connu des professeurs d'université, des doctorants qui ont été bloqués. Avez-vous ce genre de difficultés de manière fréquente? Quelles solutions préconisez-vous à ce sujet car on sait que ce genre d'épisode peut mettre par terre parfois des mois de travail sur la décolonisation si, au final, les gens qui viennent chez nous se retrouvent face à ce qu'on peut appeler "une discrimination d'État", me semble-t-il.

Sur la dernière intervention, je crois qu'on a peut-être mal informé M. Claeys, car nous ne sommes pas dans la partie sur l'Histoire et les responsabilités des uns et des autres dans la violence et le racisme de la période coloniale mais bien sur les initiatives locales de décolonisation. Je crains donc qu'on soit un peu hors sujet dans la réunion d'aujourd'hui. C'est dommage car il y aurait évidemment beaucoup à dire sur les déclarations de M. Claeys. J'ai une lecture qui est très différente et beaucoup plus critique sur la période coloniale, vous vous en doutez. Gardons donc en tête, pour les épisodes suivants de la commission, qu'effectivement, toute la population n'est pas comme un seul homme ou comme une seule femme derrière les mouvements des coloniaux et cette volonté de faire toute la lumière sur ce qui s'est passé à l'époque.

Ce n'est évidemment pas une surprise: il existe des nostalgiques, des sceptiques, des gens qui ont peur de ce qui pourrait ressortir de nos débats, d'autres qui pensent que les routes et les hôpitaux

peuvent justifier l'exploitation économique. Donc, plusieurs personnes ont un avis, tandis que d'autres n'en ont pas, selon que l'école a offert ou non des clefs pour analyser la question, alors que d'autres ne sont pas intéressés par celle-ci. C'est une preuve nouvelle, s'il en fallait, qu'il est nécessaire de faire preuve de pédagogie, de rigueur dans les faits et de permettre la participation et l'écoute de tous.

En conclusion de mon intervention, je note en tout cas, comme l'a rappelé à nouveau Mme Mestdagh, que la décolonisation ne consiste pas seulement à rebaptiser des rues et à enlever des statues en plus de faire la lumière sur le passé colonial et les responsabilités, c'est aussi et surtout effectuer un travail de longue haleine sur l'organisation de nos institutions, sur la ségrégation socio-spatiale, sur la lutte contre le racisme et les discriminations et, finalement, sur ce que l'on pourrait appeler le présent colonial. Par conséquent, je ne peux pas être plus d'accord avec les propos de Mme Mestdagh et sur les points d'attention qu'elle a signalés à la commission, que je vous invite tous à bien garder en tête pour la suite de nos travaux. Nous parlerons ultérieurement des réparations. Nous devons conserver à l'esprit ce constat, ainsi que la garantie de non-répétition – c'est l'un des cinq termes repris dans les différents types de réparations. C'est primordial, si nous voulons obtenir un impact concret sur la vie quotidienne des gens.

Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, je remercie l'ensemble des intervenants pour leur intervention.

Je suis franchement sidéré par les propos tenus par notre collègue de la N-VA. En effet, je croyais qu'il avait lu le rapport des experts, notamment des historiens, qui nous ont présenté leurs travaux à la fin de l'année dernière. À cette occasion, nous avons fait le point sur les vérités historiques qui sont, certes, des vérités dynamiques qui évoluent avec le temps en fonction des recherches, en fonction des témoins qui sont interrogés, des archives disponibles et accessibles. Je suis donc vraiment étonné par son intervention très empreinte d'idéologie; il laisse à penser que les députés de gauche sont des "wokistes" – terme que je ne comprends d'ailleurs pas très bien –, contrairement aux députés de droite.

Cela est d'autant plus surprenant que le rapport des experts ne le démontre pas du tout, bien au contraire. De plus, dans *Le Congo colonial*, ouvrage rédigé sous la direction d'Idesbald Goddeeris, Amandine Lauro et Guy Vanthemsche, publié l'an dernier, qui est la somme des connaissances scientifiques, historiques,

sociologiques, démographiques et économiques sur le Congo, le discours de M. Roggeman est largement déconstruit.

Pour surenchérir sur ce qu'a dit notamment le président de l'ASBL Mémoires du Congo, on ne doit pas faire preuve d'anachronisme dans l'analyse des faits aujourd'hui. Je suis d'accord avec lui, comme je suis d'accord avec les propos tenus, au début du XX^e siècle, par des gens comme Roger Casement, consul britannique au Congo, qui est mort exécuté dans les geôles anglaises car, à la base, il était irlandais. Je ne crois pas qu'il agissait en tant que consul au Congo pour faire plaisir à la couronne britannique. Quoi qu'il en soit, Roger Casement et Edmond Morel ont aussi critiqué très largement la politique coloniale, la politique du roi Léopold II et les exactions commises. Mieux encore, des hommes politiques belges socialistes et libéraux ont également dit tout le mal qu'ils pensaient de la période coloniale sous Léopold II. Il suffit de relire les discours d'Émile Vandervelde, mais aussi de Georges Lorand, grand député libéral, qui a dénoncé cela avec beaucoup de clarté et d'humanisme.

Il disait qu'on exploitait des gens, qu'on avait occupé leur pays sans aucun titre de propriété. On a fait signer des papiers à des chefs de tribus. Je suis donc vraiment étonné qu'on en arrive encore à cela et j'y reviendrai, d'autant plus que l'histoire et la recherche historique ont un rôle fondamental à jouer, non pas pour trancher une fois pour toutes les débats idéologiques, mais pour tenter de débusquer des mythes tenaces ou des erreurs manifestes.

Je citerai ce qui est repris dans l'ouvrage *Le Congo colonial*, cette somme remarquable: "Celles et ceux qui escamotent ou déforment les sources afin de trouver telle ou telle réponse qu'ils estiment souhaitable pour des raisons idéologiques ou politiques ne font pas oeuvre historiographique, mais de propagandistes." Je partage entièrement ce point de vue.

Plus factuellement, au sujet des différentes interventions de nos intervenants, pour la représentante de la secrétaire d'État Mme Nawal Ben Hamou, quel est le lien entre le plan d'action racisme et le travail qui a été entrepris par la secrétaire d'État? Quelles sont les échéances? À quoi doit-on s'attendre dans les prochaines semaines et les prochains mois? J'aurais aimé avoir une réponse à ce sujet.

Quant au secrétaire d'État Pascal Smet, je pense, même si je ne suis pas bruxellois, et même si ce n'est pas un tort, que plusieurs communes ont commencé un travail de décolonisation de leur

espace public, comme Anderlecht par exemple. Comment travaillez-vous avec les communes bruxelloises? Comment travailler avec des communes qui abritent des traces et qui ont souvent, elles aussi, des compétences en ce sens? Le débat d'aujourd'hui montre qu'il y a des compétences régionales, des compétences des villes, des compétences de notre commission. Un travail complexe et nuancé doit être effectué, mais les collaborations doivent être intenses et intensifiées sans doute. Quelles sont les convergences, monsieur le secrétaire d'État, avec les autres ministres et compétences dans les Régions?

Comment peut-on contextualiser les vestiges? L'idée est intéressante, mais quel message veut-on faire passer derrière? Qui serait chargé, fonctionnellement, de cette contextualisation? Je crois que le secrétaire d'État Thomas Dermine a pris position pour une contextualisation bien pensée et bien déterminée. Comment voyez-vous cette contextualisation?

Monsieur Develtere, merci beaucoup pour votre exposé. Quelle relation feriez-vous entre politique de coopération et passé colonial?

J'ai été impressionné par l'exposé de la ville d'Ostende et de la chercheuse de l'université de Gand sur la façon de décoloniser l'espace public. Je crois que c'est participer à un débat, c'est apporter un point de vue. Dans le cas de la ville d'Ostende, c'est plus qu'un point de vue, ce sont des actions. La chercheuse nous fait part de son opinion, mais opinion fondée sur une étude. Dire qu'elle intervient comme idéologue, j'ai trouvé cela offensant aussi. Je ne partage pas du tout les positions de mon collègue de la N-VA à ce sujet.

Monsieur Claeys Bouuaert, vous avez dit des choses importantes, avec lesquelles je ne suis pas forcément d'accord. Peut-être que, par rapport au thème abordé aujourd'hui, il eût été plus intéressant de vous entendre à un autre moment.

Vous avez cité Jean Stengers, que j'ai bien connu, puisque je suis historien moi-même, mais de Liège. Il venait faire des conférences à Liège, notamment sur l'histoire coloniale. "La recherche de la vérité impose de ne rien cacher", je suis tout à fait d'accord avec vous sur ce sujet.

Il faut avoir le courage de reconnaître que l'histoire de Belgique comporte des périodes plus difficiles que d'autres. Cela nous grandirait toutes et tous. La période coloniale, avant que l'État belge ne reprenne, a été vraiment très violente pour le Congo, très violente et très raciste, même si là aussi, pour ne pas faire preuve d'anachronisme, la

définition du racisme à l'époque était différente de celle qu'on donne aujourd'hui. Tous les historiens précisent bien cela.

Mais après, lorsque la Belgique a "hérité" du Congo, elle a maintenu les structures violentes et racistes. On a poursuivi les travaux forcés obligatoires. On a imposé des agricultures qui n'étaient pas des agricultures vivrières, tout cela pour des intérêts économiques précis. Il est vrai que sous le régime colonial belge, des infrastructures ont vu le jour mais elles ont aussi été financées par la population congolaise et surtout, mieux que cela, construites à l'occasion de travaux forcés par la population congolaise. Ce sont des faits historiques que nos experts ont démontrés et que l'ouvrage *Le Congo belge* met en évidence.

Sur les faits très précis, vous avez notamment parlé des hôpitaux. Il est vrai que lors de la période coloniale belge, il y a eu des constructions d'hôpitaux, des hôpitaux réservés aux Blancs et d'autres hôpitaux réservés aux Noirs. Il y avait une forme de ségrégation dans ces hôpitaux. Il ne faut pas oublier que ces hôpitaux ont été construits petit à petit. De la même manière, dans l'urbanisation, il y avait la partie réservée aux Blancs, il y avait une zone neutre et une partie réservée aux Noirs. À l'arrière des villas occupées par les Blancs, il y avait un réseau de voiries qui permettait aux serveurs noirs, au personnel noir d'emprunter ces voiries pour ne pas emprunter les belles routes ou les beaux boulevards prévus pour les Blancs. Ce sont des vérités historiques qui sont démontrées dans l'ouvrage *Le Congo belge*. Si on compare, par exemple, à d'autres systèmes coloniaux, si vous alliez à Brazzaville, le Congo sous domination française, un homme noir pouvait prendre un café dans un café, un restaurant ou un hôtel détenu par des Blancs. Ce n'était pas le cas au Congo belge. Cette personne se faisait expulser et violenter. Le droit pour les indigènes africains congolais maintenait des peines, notamment la chicotte. On pouvait frapper. Le droit avait été conçu comme cela. Ce sont des faits historiques.

Comme vous avez dit que les faits étaient très importants, je tiens à les rappeler. Ce n'est pas une opposition ici de *woke* ou pas *woke*, c'est regarder le passé tel qu'il a été.

Il en va de même pour l'enseignement. En 1954, sous un gouvernement socialiste libéral, on crée le premier réseau d'enseignement officiel au Congo. Avant, c'étaient les missionnaires qui s'en occupaient, avec un enseignement très orienté sur des rôles très typés, en fonction des filles, des garçons et le rôle que les Africains, les Congolais devaient jouer; il ne fallait surtout pas leur donner trop de

possibilités de contester l'ordre établi.

Sous ce gouvernement, en quatre ans, on a pu construire trois cents écoles dont le premier athénée interracial, en 1954 donc, et on donne l'indépendance au Congo en 1960. En 1954, on crée le premier réseau d'enseignement officiel. C'est cette année-là qu'on crée la première université mais une université catholique, Lovanium. La première université officielle n'a été créée qu'en 1956, à Élisabethville.

À la fin, que constate-t-on? Que sur les écoles secondaires officielles interraciales, 59 élèves sur un total de 4 138 sont des Congolais. Il s'agissait donc d'écoles essentiellement fréquentées par des enfants blancs et les enfants des coloniaux. Pour l'université, on en conclut par les chiffres que 0,1 % de la population congolaise avait un diplôme universitaire en 1960. Si on compare par rapport aux ratios des autres colonies, pour l'ensemble de l'Afrique, on était à 0,4 %. Nous faisons donc moins bien que dans d'autres colonies. Et trente fois moins que les 3 % pour le monde entier. On peut dire aussi que mes parents n'ont pas eu l'occasion d'aller à l'université; je proviens d'un milieu ouvrier.

Enfin, je terminerai en disant que j'ai été très touché par le témoignage de *Mémoires du Congo* parce qu'il y a des choses qui m'ont heurté. J'ai l'habitude de parler très sincèrement. Mais il y a encore quelque chose de plus qui me heurte, monsieur le président et monsieur Claeys Bouuaert.

Je suis allé voir le site internet de votre association et j'y ai lu des choses vraiment très intéressantes. En revanche, et je crois que vous serez d'accord avec moi, je vous inviterais à supprimer rapidement cette carte blanche de Philippe Nicolas, qui s'intitule "Les Excuses, oh, les excuses". Cette personne que je ne connais pas et dont j'ignore la provenance, écrit: "Vous, les Africains, commencez à vous excuser entre vous pour vous être exterminés, violés, coupés en morceaux, vendus, mangés." Vous serez d'accord avec moi, monsieur le président, que ces deux lignes constituent un ramassis immonde d'idées racistes.

Dès lors, je voudrais connaître votre réaction à ce sujet. À côté de votre travail, qui doit être bon de manière générale, au vu des principes qui sont les vôtres, je comprends bien que, pour ceux qui ont travaillé au Congo, il y a un amour pour ce pays en vous disant que vous avez participé à son éclosion. Sans doute n'êtes-vous pas une mauvaise personne, loin de là, mais je vous demande vraiment de réagir à cette carte blanche. Si j'ai un conseil à vous donner, je vous inviterais à bien

veiller – en vue de rendre votre association crédible – à ce que de telles cartes blanches, même si elles ne relèvent pas de votre responsabilité directe, ne soient plus publiées sur votre site internet.

Kurt Ravyts (VB): Mijnheer de voorzitter, ik dank uiteraard alle sprekers.

Excuseer mij, ik heb het merendeel niet kunnen horen omdat er tegelijkertijd een belangrijk moment was in de commissie voor Energie over het vangnet voor de kernuitstap.

Ik ben blij dat ik toch nog een stukje over de casus-Gent heb kunnen horen, en ook het betoog van de heer Claeys Bouuaert.

Ik heb met hem te doen. Terwijl hij sprak, vreesde ik al dat een paar scudraketten op hem zouden worden afgevuurd. Het viel uiteindelijk nog redelijk mee, maar het venijn zit natuurlijk in de staart. Op het einde van zijn uiteenzetting sprak hij een beetje als de Torquemada, de grootinquisiteur. Arme heer Claeys Bouuaert, die hier een vrij genuanceerde uiteenzetting heeft gehouden, die ik ook wel hoor in kringen van de afstammelingen van oud-kolonialen, voor zover die nog bestaan, maar ook in ondernemerfamilies die niet alleen voor 1960 maar ook daarna actief waren in Zaïre, of zelfs vandaag in de Congolese Republiek.

Ik wil heel concreet overgaan tot vandaag.

Mijnheer de voorzitter, ik meen dat vandaag de aap al behoorlijk uit de mouw komt, dankzij, onder andere, Gent, en dankzij ook staatsecretaris Smet van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Ik heb het aandachtig gelezen, zeker de mevrouw die het Gentse stadsbestuur vertegenwoordigt, of die de stad Gent dekoloniseert, zegt: heel die dekolonisering van de publieke ruimte is eigenlijk vandaag dekoloniseren. De aap komt uit de mouw, collega Briers. De Congocommissie is er omwille van Black lives matter. Soms wordt er gedaan alsof daar geen verband tussen bestaat, alsof het gaat om het erkennen en herstellen van de historische verantwoordelijkheid van België tegenover de kolonie. Maar het wordt almaar duidelijker dat via de geschiedenis een aantal andere zaken op de agenda geplaatst worden. En daar is mijn fractie het niet mee eens.

In tegenstelling tot mijn N-VA-collega ga ik niet in de val lopen waardoor hij bestempeld kan worden als rechts of extreemrechts. Hij sleurde de Vlaamse Beweging erbij met een impliciete verwijzing naar de discriminatie van Vlamingen en koppelde er een antimonarchistisch discours aan, dat populair is in Vlaams-radicalen kringen.

Het is allemaal wat ingewikkelder dan dat. Ik herhaal mijn vraag: is Johan Op de Beeck een soort crimineel, een soort revisionist of negationist? Hij schreef een vuistdikke biografie, vond daar gemakkelijk een uitgever voor, is Napoleonkenner, doet aan vulgariserende geschiedschrijving en van zijn boeken zijn duizenden exemplaren verkocht. Wat antwoordt u op deze vraag? Ik hoor het graag van de sprekers. Is de historische figuur – luister goed, want elk woord telt – van Leopold II te herleiden tot Congo-Vrijstaat en zijn activiteiten aldaar? Is dat zijn enige betekenis voor de ontwikkeling van het huidige België?

Ik ben ten zeerste bereid de misdaden en de – vanuit ons waardepatroon van vandaag bekeken – schandalige exploitatie van zwarte medemensen te erkennen. Maar is koning Leopold II daartoe te herleiden? Wanneer ik *Stad Gent dekoloniseert* lees, maar vooral de aanbevelingen van de werkgroep voor Brussel die ik in het weekblad *BRUZZ* kon lezen, waaronder die voor negen emblematische plaatsen of symbolen, dan zie ik dat Leopold II wel degelijk gereduceerd wordt tot Congo-Vrijstaat.

Ik wil op die aanbevelingen even ingaan.

'Museum en stortplaats in Hongarije'. Daarover berichtte *Belga* vorige week. In Hongarije is een park waar al die rommel van communisme is ingesmeten. Met andere woorden zullen wij nu Leopold II en een minder fraai deel van de Belgische geschiedenis letterlijk op een stort smijten van overbodige beelden omdat een aantal mensen beledigd is? Dat is de essentie van de zaak. Een aantal mensen is beledigd.

Gent zegt dat het een publieksparticipatie is, maar de modale Gentenaar, zij het van Turkse of Marokkaanse oorsprong of van autochtone oorsprong, ligt daar helemaal niet van wakker. Dat is een meerderheid en daarvoor wil ik hier mijn hand in het vuur steken. We weten wat 'publieksparticipatie' is. Dan komen de activisten langs en zij bepalen het beleid.

Zo gebeurt het ook in Brussel, waar natuurlijk meer activisten zitten. Een standbeeld op de Louizalaan, geïnspireerd op *De Hut van Oom Tom*, gaat over de afbeelding van een zwarte man die een kind in zijn armen houdt en in het dijbeen wordt gebeten door een hond. Het beeld werd daar eind 19^e eeuw geplaatst, maar nu zou dat bijna een proslavernijbeeld zijn. Dan breekt mijn klomp. Wie heeft het boek *De Hut van Oom Tom* van mevrouw Beecher Stowe ooit gelezen? Dat boek heeft, weliswaar op paternalistische wijze, religieuze wijze en typisch protestantse wijze van de blanke

Amerikaan rond 1850, slavernij aangeklaagd.

En weet u wat hier staat? Hier staat "Malcolm X", mensen! Ik ken Malcolm X niet persoonlijk, maar ik heb nogal wat boeken van hem in de bibliotheek. In de verfilming of *biopic* van Spike Lee uit de jaren 1990, met Denzel Washington – u moet die eens bekijken – gaat het over de *Uncle Tom nigger*. De *Uncle Tom nigger*, hé, dus de 'nègre de service' die ootmoedig het hoofd buigt voor zijn eigenaar... Goed, dat is de interpretatie die hier, in dit rapport, naar ik veronderstel wordt geplaatst. Proficiat, u bent dus bezig met de ideologie van Malcolm X. Dat is een ideologie zoals een andere. Trouwens, als we het over racisme vandaag hebben: ik denk dat Malcolm X de laatste jaren al een beetje meer tevreden is. Ik zie een versnelling. Ik ben nogal een filmkijker, dat hebt u al gemerkt; ik heb een filmotheek van toch wel enkele duizenden titels. Ik zie in de hedendaagse filmproductie meer en meer dat, in alle genres, de held – de held, *the hero* – zeer vaak wordt gespeeld door een zwarte acteur, of actrice als het de *heroïne* is.

De reclame... Ik kan me geen reclame meer inbeelden, advertenties, publiciteit, waarin geen donkergekleurde mensen figureren. Het is een versnellingsproces. Het zwarte lichaam wordt aanbeden. Romelu Lukaku als rolmodel! Men kan toch niet ontkennen dat Romelu Lukaku zeer populair is. Ik vind hem ook een goede voetballer, hoor, dus daarover gaat het niet.

Ik vind het een heel merkwaardige evolutie in onze samenleving en deze Congocommissie speelt dat spel mee. Dan zeg ik nogmaals: arme mijnheer Claeys Bouuaert. Ik zou zelfs zeggen: arme mijnheer van de N-VA, die denkt dat hij iemand kan overtuigen. Jammer genoeg, hé, want ik ben zelf ook Vlaamsgezind, uiteraard, maar daar heeft het in essentie weinig mee te maken.

Die beeldenstorm, ik bedank ervoor. Generaal Storms, Lusinga Iwa Ng'ombe, ik ken de feiten van de schedel, maar de slavenhandel, Blankenberge, het duostandbeeld Lippens en De Bruyne op de dijk, ik denk dat de waarheid in het midden ligt. Storms is het meest racistische crapuul dat er is, die moet volledig weg, en Lusinga Iwa Ng'ombe is een heilige. Dat is het ongenueanceerde verhaal, dat we hier krijgen in een officieel rapport dat in het Brussels Parlement zal worden bediscussieerd.

U hebt enorm veel geluk. Niemand kent nog de geschiedenis. In Nederland is geschiedenis zelfs geen verplicht vak in het vierde, vijfde en zesde jaar van het secundair onderwijs. U hebt de baan vrij. Sorry Tomas, ik heb u daarnet beledigd door uw naam te vergeten. De heer Roggeman heeft

over woke gesproken. Ik zal die discussie hier zelfs niet starten.

Voor mij gaat het hier om een minachting voor de geschiedenis. Ik ben een Vlaams-nationalist, maar Vlaanderen maakt tot op heden deel uit van de Belgische ruimte en dus ook van de Belgische geschiedenis, met zijn koningen, met hun mindere en betere kanten. We zullen nu de geschiedenis herschrijven, want dit is het. Standbeelden wegnemen is de geschiedenis willen herschrijven, heel duidelijk.

Waar ik mij niet tegen kant en mijn partij ook niet, is duiding. De waarheid moet aan het licht komen, mag aan het licht komen en moet ook aan het grote publiek worden meegedeeld. Ja, we mogen vandaag zeggen, met de inzichten van vandaag, dat het kolonialisme, dat grotendeels ook een ongeoorloofde exploitatie van inheemse gemeenschappen was, een niet bepaald moreel hoogstaande en aanbevelenswaardige politiek was. Ik ben de laatste om dat te ontkennen. Dat is dan wel de waarde van onze commissie, namelijk om verzoening te kunnen bereiken met de afstammelingen die hier leven en die in heel gevallen Belgische staatsburgers zijn.

Ik kan alleen maar hopen dat er in onze commissie voldoende collega's met realiteitszin zijn en dat ook zij pleiten voor een genuanceerde benadering en echt niet voor de benadering van de lokale besturen van het Brussels Gewest en de stad Gent. Ik weet dat er in Oostende, in het licht van de politieke verhoudingen, misschien op een genuanceerdere manier zal worden omgegaan met de grote architecturale erfenis die de stad Oostende dienaangaande heeft, gezien de band met Leopold II.

We zullen de volgende weken en maanden verder discussiëren. Van mijn kant zal dat altijd op een genuanceerde en constructieve manier zijn, maar ik heb mij nu toch ingehouden en mijn kalmte bewaard. Ik heb de rapporten met veel interesse gelezen en dank de heer Smet voor zijn verwijzing voor verdere kennisname met de fantastische 254 pagina's.

De **voorzitter**: Ik dank u, mijnheer Ravyts.

Zoals u zei, heeft de commissie de traditie om op een serene manier en met respect voor elkaars mening te praten over een zeer delicaat onderwerp. Ik wil vragen om die lijn te behouden. Dat is de sterkte van de commissie, want anders vrees ik dat wij in polarisatie en polemiek zullen terechtkomen en tot nu toe hebben wij dat kunnen vermijden. Ik wil dus echt aan iedereen vragen om die lijn vast te houden en ook om te focussen op

het onderwerp van vandaag, de *best practices* en lokale initiatieven.

Ik beseef dat een van de sprekers een algemener betoog heeft gehouden, maar ik ben ervan overtuigd dat de commissie nog heel veel gelegenheden zal hebben om ook het algemenere debat te voeren. Het is u niet onbekend dat wij ook een aantal momenten hebben gepland om onder ons, zonder sprekers, het politieke debat te voeren.

Ik geef nu het woord aan de heer Lacroix, want hij werd daarnet vernoemd en hij heeft het woord gevraagd.

Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, je n'ai pas pour habitude de reprendre la parole mais j'ai été cité nommément par M. Ravyts.

Tout d'abord, s'il s'est étonné que je parte, c'est très factuellement parce que j'allais chercher une bouteille d'eau. Ce n'était pas pour ne pas l'écouter. Deuxièmement, je l'ai trouvé quand même fort agité dans ses propos. Il a dit qu'il avait été nuancé. Et il m'a traité de Torquemada. Pourquoi pas? J'ai plutôt la réputation d'être un "Che Guevariste" au sein du parti socialiste plutôt qu'un Torquemada. Je voudrais quand même lui montrer alors sur quoi je me suis appuyé. C'est cet ouvrage-là notamment et sur le rapport de nos experts. Cet ouvrage-là, je rappelle, c'est Idesbald Goddeeris, Amandine Lauro et Guy Vanthemsche. Il me semblait qu'Idesbald Goddeeris, vous l'avez proposé comme expert, monsieur Ravyts, à un moment donné. Donc, je suis étonné que vous l'associez dès lors à un Torquemada. Parce qu'alors, il faut aussi associer les personnes suivantes. (*L'orateur cite une vingtaine de noms*) Je suppose tous les Torquemada qui font partie du complot woke que vous avez aussi repris.

Je vous conseille de lire cet ouvrage s'il n'est pas encore lu. Vous êtes amateur d'histoire, vous, l'avez dit. Cela a été traduit en néerlandais. Et pour moi ce serait vraiment intéressant que vous puissiez le lire. C'est d'autant plus intéressant que vous devriez le lire parce qu'il se trouve notamment dans cet ouvrage quelque chose qui pourrait vous interpeller puisqu'on dit à la page dix-sept de cet ouvrage: "Lors du festival de musique Pukkelpop, organisé en août 2018 près de Hasselt en Belgique, un groupe de jeunes chantait *"Handjes kappen, de Congo, is van ons"* – "Couper des mains, le Congo est à nous". Simple blague de festivalier éméché? On peut en douter car peu de temps après, on affirmait dans certains milieux étudiantins flamands de droite que le Congo se portait beaucoup mieux lorsqu'il était colonisé, tout en déplorant que l'homme blanc était toujours blâmé. Et vous savez qui a écrit ça? C'est un

courrier de lecteurs publié dans Veto, organe des étudiants de la KU Leuven, et signé par Maxime Goris, le président du cercle estudiantin de la droite catholique et flamingante, qui est aussi membre d'un mouvement qui s'appelle Schild & Vrienden, qui cultive non seulement un racisme primaire mais se prépare également à la lutte armée pour la défense de la race blanche. Il me semblait que Dries Van Langenhove, député Vlaams Belang, était également membre de Schild & Vrienden.

Voorzitter: Jan Briers.

Président: Jan Briers.

De **voorzitter**: Collega's, dit is een hoorzitting, wij moeten de kans geven aan onze gasten om zoveel mogelijk het woord te nemen. Het is aan ons om vragen te stellen. Onze eigen mening kunnen wij op andere momenten formuleren.

Mijnheer Ravyts, u voelt zich aangesproken, ik geef u nog heel kort het woord.

Kurt Ravyts (VB): Collega Lacroix, ik bied mijn excuses aan voor een verkeerde interpretatie van uw verdwijnen van het scherm.

Torquemada betreft natuurlijk slechts een woordspeling in dit debat. Ik bedoelde daarmee dat u nogal fanatiek op zoek bent naar bepaalde passages op websites en dergelijke. U weet, u kent mij ondertussen reeds, dat ik een beetje een rare vorm van humor heb. Als men niet meer lacht, gaat men vlug dood.

Met betrekking tot de feiten op Pukkelpop en zelfs de memes van de organisatie Schild & Vrienden, wees gerust, ik heb onvervalst mijn mening gegeven ten overstaan van de betrokkenen. Als eender wie in dit land zaken van een dergelijke laagheid verkondigt, zoals die jongeren op Pukkelpop, is dat heel triestig. Het is een gebrek aan opvoeding, noem het hoe u wilt. Ik distantieer mij daarvan.

Nathalie Gilson (MR): Monsieur le président, je remercie tous les intervenants pour leur présentation et leurs explications.

Monsieur le ministre Smet, mesdames Luyckfasseel et Dibua, vous nous avez présenté le rapport sorti la semaine dernière. Vous avez dit que le but n'était pas de faire détruire ou de faire déboulonner les statues. Pourtant, j'ai le sentiment que vous avez bien insisté sur les propositions qui ont été faites visant à faire fondre la statue équestre du roi Léopold II et à déplacer notamment le monument aux pionniers ou de retravailler celui-ci.

Comme vous le savez sans doute, pour le groupe MR, ces recommandations s'apparentent plus à une destruction en règle de plusieurs monuments qui ne sont désormais plus des monuments de glorification, mais qui sont des monuments qui font partie de l'espace urbain. La fonte, notamment de la statue équestre pour réaliser un autre monument, s'apparente, selon nous, à une forme de vandalisme déguisé. L'option qui consiste à déplacer la statue pour la rendre invisible dans l'espace public est, à notre avis, inacceptable. Par ailleurs, les musées ne sont pas des hangars destinés à récolter des statues dont plus personne ne veut dans l'espace public.

L'objectif ici est – nous semble-t-il – de liquider, d'effacer le passé, contrairement à ce que semblent indiquer les remarques préliminaires du rapport. À l'occasion de votre présentation, vous avez fait savoir votre volonté de contextualiser, d'expliquer, que l'objectif n'était pas de tout effacer. Or, il apparaît qu'il n'est désormais plus question de recontextualisation, mais d'effacement.

Pour notre part, nous pensons qu'on ne construit pas un futur collectif en effaçant le passé. Il faut considérer celui-ci dans sa globalité pour, bien entendu, construire de nouveaux monuments témoignant de la reconnaissance des souffrances qui ont été subies durant la colonisation, des erreurs, des violences commises, mais l'espace public est suffisamment grand pour accueillir ceux-ci.

Mais effacer, enlever des sculptures... À la fin, on se demande jusqu'où on va aller dans l'effacement des traces du passé? Et cette phrase est bien connue: "Il faut connaître son passé. Sinon, on est condamné à le revivre." Pour nous, l'effacement porte à l'oubli. Finalement, j'ai l'impression qu'on est dans une proposition d'un acte qui est aussi une violence. C'est comme si on voulait répondre à une violence par une autre violence. En cela, cela ne nous semble pas être une proposition de construire un futur de manière positive.

Madame Dibua, je sais que vous avez un objectif auquel nous adhérons tout à fait qui est de mieux faire connaître la culture congolaise. Dans votre travail, comment ciblez-vous les groupes intéressés, les écoles, les associations, la diaspora qui désirent se reconnecter aussi à leurs racines culturelles et connaître leur histoire?

La commune d'Ixelles a été citée à de nombreuses reprises. Comme certains le savent peut-être, cette commune a entrepris la restauration de l'athénée d'Ixelles qui se trouve à l'arrière de l'église Saint-Boniface. J'ai personnellement proposé au conseil

communal d'Ixelles de dénommer ce futur athénée du nom de Paul Panda Farnana qui y a étudié. Pour moi, ce serait une belle façon de lui rendre hommage. Puisque vous êtes là, je souhaiterais savoir ce que vous en pensez.

Par ailleurs, puisqu'on a beaucoup parlé d'histoire et de la nécessité de décrire les faits de manière exacte, je me dois quand même de préciser ceci. La commune d'Ixelles n'a effectivement pas accepté de mettre un monument ou de nommer du nom de Patrice Lumumba la petite place se trouvant au chevet de l'église Saint-Boniface, donc à l'arrière. À l'époque, j'ai vu des rapports de la police qui le déconseillaient car c'est une place très enclavée et le quartier est souvent le lieu de manifestations. Le fait d'avoir une place Lumumba à cet endroit risquait de poser des problèmes de sécurité. Il y avait eu des événements à Matonge avec de nombreuses vitrines démolies. Cela avait été assez difficile. En revanche, il y a eu une décision de la commune d'Ixelles prise conjointement avec la ville de Bruxelles lors d'une séance d'un collège des bourgmestres et échevins conjoint. Cette décision fut d'installer une plaque commémorative pour M. Patrice Lumumba au square du Bastion. On a nommé la partie de la place se trouvant en marge du square du Bastion du nom de Patrice Lumumba. Je suis d'accord avec vous: malheureusement, elle est occupée par les taxis et elle ne peut pas être un lieu de rassemblement comme elle devrait l'être. Il y a sans doute une réflexion à mener à ce sujet.

Monsieur Develtere, j'ai beaucoup apprécié votre présentation. Ces relations entre universités sont nombreuses. C'est impressionnant quand vous expliquez comment toutes ces universités sont impliquées dans votre projet. Avez-vous rencontré des blocages, des difficultés de collaboration du fait d'un passé colonial mal vécu, mal digéré, dans votre expérience de relations entre les universités?

Il serait intéressant, comme il y a énormément d'universités de pays qui ont été des colonies, tant de pays anglophones, de Grande-Bretagne, que de la France ou de la Belgique, d'envisager une étude des traces du colonialisme dans les différents pays. On pourrait examiner si certaines revendications ou demandes de réparation sont différentes selon les pays, qu'elles soient symboliques ou autres.

Je n'ai pas de questions spécifiques pour la ville d'Ostende. Madame Maes, j'ai remarqué que le choix a été fait de contextualiser, d'organiser notamment ce spectacle, et de ne pas effacer les traces du passé, mais d'ajouter de nouvelles traces, des monuments ou cette fresque, qui permettent alors un dialogue avec les monuments

existants. Je trouve cela très intéressant.

Madame Mestdagh, merci pour votre exposé. J'ai entendu que vous êtes intervenue dans un colloque en mars 2021. Dans votre exposé, vous parliez de réparations, du processus de vérité et de réconciliation et de justice. Il me semble que vous aviez constaté que le mot "réparations" n'était pas suffisamment mis en avant dans le travail ou la mission de notre commission. Je souhaiterais savoir si vous avez des conseils ou des choses à nous communiquer par rapport à cela. Quel sens donnez-vous au mot "réparations" dans le cadre de vos travaux? Quelles sont vos propositions à cet égard?

Je veux en tout cas retenir que vous recommandez une démarche holistique. Je crois qu'il est très important d'avoir cette vision globale, holistique de toutes les relations passées entre les colonisés et les colonisateurs, et des relations futures et actuelles entre les deux pays concernés.

Je note que vous recommandez d'étudier le passé et les inégalités actuelles de même que vous préconisez un processus transparent et à long terme. Il importe, même si notre commission va devoir proposer des recommandations dans un assez court terme, de faire en sorte que ces recommandations visent le long terme et qu'il y ait un processus continu d'évaluation et peut-être d'adaptation de certaines recommandations. Il faut que ce ne soit pas quelque chose de figé mais quelque chose de continu.

Monsieur Claeys Bouuaert, vous nous avez fait un exposé plus général. Je veux retenir le fait que votre association accomplit un travail de mise en relation et de mise en commun des mémoires – puisque votre association est Mémoires du Congo, avec -s, donc les mémoires plurielles. Je pense que c'est important aussi, dans notre travail d'entendre ces multiples mémoires.

Lors de l'une des premières auditions, une intervenante nous a dit qu'il fallait absolument donner la parole aux colonisés, ou en tout cas aux porteurs de la mémoire des colonisés, aux colonisateurs, et aux personnes qui ont vécu et travaillé au Congo, qui n'étaient pas forcément des colons, même s'il s'agissait de Belges.

Ce travail est important. J'imagine que c'est pour cela que vous étiez là comme initiative locale. Votre association récolte ces témoignages.

De votre intervention, je pourrais déduire aussi que vous avez l'impression que nous ne nous tournons pas suffisamment vers les besoins des Congolais vivant au Congo. Effectivement, notre commission

peut sans doute aussi se pencher sur des recommandations qui pourraient renforcer le partenariat entre la Belgique et le Congo. C'était également le message, la semaine dernière, de M. d'Adesky pour l'association des métis. La question de ce partenariat était d'actualité puisque la semaine dernière, se tenait le sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine. Dans tous les témoignages que vous récoltez, avez-vous l'impression qu'il existe un frein du côté du Congo à développer plus avant la coopération avec la Belgique du fait que le Congo en est l'ancienne colonie? M. Luc Mangala qui vous accompagne a peut-être aussi un avis sur cette question puisqu'il est vraiment dans les deux pays à la fois?

Voici mes questions.

Marco Van Hees (PVDA-PTB): Merci aux différents intervenants.

Je trouve toujours intéressant d'entendre le représentant d'une association de nostalgiques de la colonisation. Il fait quelque part un résumé de tous les poncifs du genre. C'est intéressant parce que ça montre en tout cas que ce courant existe en Belgique et que quelque part il démontre – ce n'est peut-être pas sa volonté – par son existence la nécessité du travail que nous faisons ici ou que nous sommes censés faire dans cette commission, travail de décolonisation des esprits qui est la tâche que nous est attribuée. Ça montre aussi le risque que l'idée d'une réconciliation au sein de la population soit en fait utilisée comme façon d'arriver quelque part à une réconciliation avec les idées colonialistes, ce qui est évidemment l'inverse du but de cette commission.

Ce courant, il existe dans la population, ce courant de nostalgiques de la colonisation. Il existe même parmi les commissaires, parmi les membres de notre commission. On en a encore eu quelques aperçus aujourd'hui. Si je peux me permettre une petite parenthèse, c'est de constater comme c'est remarquable de voir que des députés N-VA ou Vlaams Belang, qui, habituellement, flinguent la monarchie dès qu'ils en ont l'occasion parce que, pour eux, c'est un symbole de l'État unitaire belge, sont en même temps les plus grands fans de la monarchie à l'époque de Léopold II parce là, quelque part, il représente la colonisation. Et donc le fait qu'il soit coupable de crimes contre l'humanité, visiblement, n'est qu'un détail pour eux.

Sur cette intervention, la dernière, je pense qu'elle est hors sujet, on l'a dit, aujourd'hui. D'autre part, le rapport des experts répond suffisamment à ces poncifs, entre autres sur la tentation de faire un bilan actif/passif de la colonisation. Quand les experts sont venus faire le rapport, on a débattu de

ça. Donc, je ne pense pas que ce soit utile d'y revenir.

Je voudrais donc poser différentes questions à l'ensemble des autres intervenants et je ne vais pas les prendre un par un. Je vais plutôt poser des questions globales. D'abord souligner que dans l'intervention d'Eline Mestdaghe de l'Université de Gand et l'enquête qui a été menée et dont elle nous a donné la teneur, je trouve particulièrement intéressant le fait de montrer que ce dont on discute sur les symboles des noms de rues ou des statues, finalement, et c'est ce qui ressortait de l'enquête, importe moins pour bien des gens que d'autres aspects qui ont un impact beaucoup plus grand dans la vie quotidienne des gens.

C'est une leçon importante à retenir et c'est une question essentielle, parce qu'il faut se demander dans quelle mesure les fondements de l'exploitation coloniale sont toujours à l'œuvre, peut-être de manière différente, mais pas d'une façon si éloignée que cela. Il faudra se pencher sur ce que vivent encore dans notre pays certaines franges de la population ou ce que vit un pays comme le Congo aujourd'hui, dont nous savons qu'il est l'un des plus riches en termes de ressources minières et naturelles, mais qui continue de subir une exploitation néocoloniale et dont la population est l'une des plus pauvres sur notre planète.

Cela ne signifie évidemment pas qu'il faudrait évacuer la question des noms de rue ou des statues. D'où ma question: qu'est devenu le nom de l'avenue Léopold II à Gand? Je n'ai pas entendu qu'elle avait été débaptisée. Ce serait intéressant d'en savoir plus. S'agissant de la question des statues de Léopold II à Bruxelles et Ostende, la recontextualisation ne constitue-t-elle pas une forme un peu hypocrite qui consiste à installer un petit panneau à côté d'un monument érigé à la gloire de quelqu'un qui est coupable de crimes contre l'humanité? Cette solution me paraît un peu facile. On ne peut pas dire qu'une statue de Léopold II ne fait pas œuvre de glorification. Ce l'est très clairement. J'ai entendu Mme Gilson prétendre le contraire. Or, qu'est-ce d'autre? Vous installez devant le Palais royal une belle statue de Léopold II sur son cheval, parce que cela a été conçu au départ comme une glorification et que cette fonction est maintenue actuellement. Si une statue de Léon Degrelle était inaugurée dans la commune de Mme Gilson, elle trouverait sûrement que c'est de la glorification et la ferait retirer. Je pense qu'il en va de même pour Léopold II

Parler de vandalisme déguisé, je pense que c'est une formule choc qui n'apporte rien au débat. Dire que l'espace public est assez grand, je ne vois pas

en quoi ce serait une réponse.

Plus interpellant encore, quand Mme Gilson dit qu'on répond à une violence par une autre violence, cela veut-il dire qu'elle met sur le même pied la violence exercée à l'époque de Léopold II qui a fait des millions de victimes parmi la population congolaise et la violence à l'encontre d'une statue qui serait éventuellement déboulonnée, si elle l'est un jour? Est-il correct de mettre sur le même pied ces deux faits qui n'ont rien à voir? J'estime qu'il est grave d'oser poser ce genre d'équivalence.

Pour moi, il est inconcevable de laisser la statue de Léopold II dans l'espace public car c'est la glorification d'un personnage et d'un système responsable de millions de morts.

Autre question: couler ou faire fondre la statue? C'était une des hypothèses émises pour la statue à Bruxelles. Mon questionnement à ce sujet est le suivant. On peut comprendre la symbolique par rapport aux minerais mais ne serait-ce pas organiser l'oubli des crimes de la colonisation et organiser l'oubli du fait que la Belgique a célébré pendant si longtemps un personnage comme Léopold II, responsable de ces crimes contre l'Humanité?

Le fait que cette statue ait été là pendant toutes ces années et soit d'ailleurs toujours là - et peut-être y restera; on fera peut-être comme à Ostende -, la glorification d'un tel personnage, si c'est en soi important, si on se dit qu'il ne faut pas oublier ce triste passé pour pouvoir mieux le dénoncer, il me semble alors que la formule la mieux adaptée serait de mettre cette statue dans un musée dédié aux crimes du colonialisme belge.

Voilà l'hypothèse que je sou mets aux différents intervenants par rapport à cela.

Pour ce qui est de la place Lumumba, j'ai entendu différents avis. On peut voir la bouteille à moitié pleine ou à moitié vide mais n'est-ce pas presque une forme de racisme que d'avoir casé ce symbole de Patrice Lumumba, symbole qui n'est pas mince car c'est l'élimination sur ordre de la Belgique du premier premier ministre élu après l'indépendance, que de l'avoir largué dans ce petit square étri qué, alors que, presque en face, on a cette statue majestueuse de Léopold II devant le Palais royal? Je pose la question aux responsables de la Région bruxelloise et je reconnais que le fait qu'il existe une place Lumumba est en soi effectivement important. Mais n'est-il pas dénigrant, déshonorant de l'avoir mis sur cette petite place?

J'ai une question juridico-technique sur la statue de

Léopold II à Bruxelles. Du fait que le socle est bruxellois et la statue fédérale, qui a le pouvoir de décision? Qui a le pouvoir de déterminer le sort de cette statue? Je suppose que les responsables des instances bruxelloises qui sont présents ont dû se poser la question, puisqu'ils proposent différents sorts à cette statue. Ils ont donc dû se poser la question. Cela revient-il à la Région bruxelloise ou bien à nous? Je ne sais pas si nous représentons le pouvoir fédéral, en partie en tout cas. Est-ce au fédéral de déterminer le sort de cette statue? Avez-vous planché sur la question et avez-vous des réponses?

J'en termine enfin par une question que j'adresse aux différents intervenants.

Qu'il s'agisse d'Ostende, de Gand ou de Bruxelles, qui décide *in fine*? J'entends bien que des groupes de travail se mettent en place et que des enquêtes et des débats sont organisés. C'est donc un processus très intéressant pour aider à la prise de décision. Mais, à un moment donné, il faut trancher. Qui est-ce qui tranche? S'agit-il du pouvoir exécutif d'une commune, d'une ville ou d'une Région? Ou cela se fait-il par un vote au conseil communal ou éventuellement au Parlement bruxellois dans le cas de Bruxelles? Ou cela pourrait-il se faire par un referendum qui serait contraignant et non pas une consultation indicative?

Quelle est l'option retenue dans vos différentes villes, communes, Régions? Avec quelle argumentation?

Monsieur le président, voilà donc mes questions.

Le **président**: Mme Gilson voudrait réagir.

Nathalie Gilson (MR): Monsieur le président, je ne peux pas faire autrement d'intervenir à nouveau puisque j'ai été citée à plusieurs reprises. Nous sommes habitués à avoir de la part du PTB des discours qui versent dans la caricature. Je voudrais rappeler, comme point de départ, que les libéraux ne sont pas les héritiers du colonialisme. C'est un fait historique mais ce n'est pas parce que je prône un discours équilibré, un discours qui aille dans la nuance tout en reconnaissant les exactions commises, les erreurs, les violences que vous devez - et c'est ce que vous avez fait, monsieur Van Hees - me qualifier de quelqu'un qui fait la propagande du discours colonial. Je voudrais m'inscrire en faux contre cela. Je me permets de vous conseiller la lecture d'un ouvrage *Le Courage de la nuance* de John Birnbaum. Malheureusement, nous sommes dans une société où de plus en plus, avoir un discours nuancé est devenu impossible. Malgré cela, dans cette

commission, je continuerai à apporter ce discours nuancé.

Marco Van Hees (PVDA-PTB): Monsieur le président, je voudrais juste dire deux mots.

Le **président**: Monsieur Van Hees, on ne va pas continuer la discussion entre nous.

Marco Van Hees (PVDA-PTB): Monsieur le président, tout à l'heure, vous avez pourtant donné la parole.

Le **président**: J'ai donné la parole une fois à chacun, pas deux fois.

Marco Van Hees (PVDA-PTB): Vous avez donné la parole à celui qui a coupé et à celui qui a répondu.

Le **président**: Vous pourrez réagir quand ce sera de nouveau votre tour.

Marco Van Hees (PVDA-PTB): Non, excusez-moi! Vous avez donné un droit de réplique à M. Lacroix et puis vous avez donné le droit de réplique au Vlaams Belang. Je pense donc avoir le droit de répliquer d'autant que j'en ai pour une minute.

Je voudrais simplement rassurer Mme Gilson sur le fait que je ne l'ai accusée de rien. Je suis simplement revenu sur des faits précis de son intervention.

Cela fait partie du débat.

Madame Gilson, quand vous dites qu'une statue n'est pas de la glorification, vous avez tort. Vous avez le droit d'avoir votre point de vue, mais j'ai également le droit d'en avoir un autre. Selon moi, les statues sont clairement de la glorification. Il ne faut pas se cacher derrière des idées fausses.

Vous dites qu'on répond à une violence par une autre violence. Permettez-moi de vous faire remarquer que vous comparez la violence qui a existé lors de l'État indépendant du Congo qui a été à l'origine de millions de morts à une violence qui consisterait à faire déboulonner une statue. Il ne me semble pas correct de comparer, de mettre sur le même pied ces deux types de violence.

Je peux comprendre que vous soyez choquée, mais vos déclarations sont plus choquantes que les miennes. En tout cas, je n'ai pas essayé de dénaturer, ni de caricaturer votre discours. Je suis simplement revenu sur certains aspects précis de votre intervention pour y répondre. Cela fait partie du débat parlementaire, madame Gilson.

Nathalie Gilson (MR): Monsieur Van Hees, vous avez effectivement repris mes propos. Mais je ne peux accepter que vous disiez qu'ils reviennent à défendre la propagande coloniale, car c'est totalement inexact.

Vicky Reynaert (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, geachte sprekers, ook namens onze fractie bedank ik u allen voor uw toelichtingen.

Ik heb het rapport van Brussel gelezen, dat zeer uitgebreid, maar ook zeer genuanceerd is. Ik vind het jammer dat er hier uit het rapport bepaalde zaken worden gelicht, zonder kader. Die zaken worden hier gewoon geponeerd, waardoor er aan cherrypicking wordt gedaan. Wat mevrouw Mestdagh zei dat niet mocht gebeuren, gebeurt wel. Dat is zeer jammer, want ik denk dat wij in deze commissie verder moeten kijken. Wij mogen ons niet laten verleiden tot dat soort van zaken of tot bepaalde simplismen, want dat helpt het debat zeker niet vooruit.

Ik heb enkele vragen ter verduidelijking.

Omtrent het Brussels rapport denk ik dat het belangrijk is dat u meer toelichting geeft bij de bergplaats die u voorziet voor de standbeelden. Enkele van de zaken die ik hier daarover hoor, lijken mij niet correct, en er worden ook zaken op een hoopje gegooid. Ik heb begrepen dat die plek, volgens experts in het rapport, best in het Jubelpark wordt ingericht, maar dat behoeft nadere toelichting.

Ik heb ook een vraag voor de staatssecretaris. Ik heb begrepen dat de Heritage Days 2022 in het kader zullen staan van de dekolonisatie, wat mij een goed voorbeeld lijkt van de manier waarop er aan de slag wordt gegaan. Kunt u nader toelichten hoe u dat ziet en wat er staat te gebeuren?

Mevrouw Mestdagh, voor u heb ik een vraag over wat in het rapport staat over Gent. U sprak over internationaal beleid voor mondiale rechtvaardigheid. U bent daar zeer snel overheen gegaan, maar ik heb het rapport gelezen. De experts spreken daarin ook van een zorgplicht, *due diligence*, "omdat de overheid als economische actor niet kan meewerken aan handelssystemen die mensen uitbuiten, hun leefomgeving en levensmiddelen plunderen en milieuschade toebrengen," een citaat uit het rapport. Weet u of de stad Gent van plan is om met dat aspect uit het rapport iets te doen? Is dat opgenomen in het programma? Ik heb begrepen dat de stad Oostende aan de slag gaat met het aspect fairtradegemeente. Verwacht u dat ook andere overheidsniveaus daarmee iets doen? Er vinden

debatten plaats op Europees niveau, maar ook in het federaal Parlement. Ik vind het interessant te vernemen of de experts verwachten dat ook andere overheden daarmee aan het werk gaan.

Met die vraag over de zorgplichtwet richt ik mij ook tot de vertegenwoordiger van de stad Oostende en de staatssecretaris, tevens bevoegd voor internationale betrekkingen.

Voor de stad Oostende heb ik begrepen dat het standbeeld 'Tot elke prijs' over de vissersopstand en ook de muurschilderingen die u hebt toegelicht, dienen als tegenbeeld, indien ik het goed heb begrepen, voor de standbeelden van Leopold II die in de stad staan, zodat ze niet verwijderd hoeven te worden. Wanneer een bezoeker van de stad langsgaat bij die standbeelden en het infobordje niet ziet of niet leest, is hij of zij zich echter misschien niet bewust van wat het beeld betekent en uitbeeldt. Zal daar nog iets mee gebeuren? Het is immers de bedoeling dat dergelijke standbeelden een plaats worden van publieke bewustwording. Tot nu toe is dat niet echt het geval, tenzij er op een andere plaats in de stad Oostende een tegengewicht is. Hoe wordt daarmee omgegaan? Zal daarmee nog iets gebeuren in de toekomst?

Professor Develtere, ten eerste, wil u nog even nader ingaan op het doel van het initiatief dat de universiteit heeft genomen? Is dat louter academisch of is dat ook een vorm van academische diplomatie? Ik begrijp dat u contacten hebt met de Europese Commissie en met ambassades. Voor mij is dat niet helemaal duidelijk. U vertelde in het begin van de toelichting ook over China. Wat is het exacte doel? Is dat echt academisch of ziet u dat als een vorm van academische diplomatie?

Ten tweede, komt er een samenwerking met andere Belgische universiteiten of blijft het op dit ogenblik beperkt tot enkel de KU Leuven?

De **voorzitter**: U zal hebben gemerkt dat wij niet durven te pauzeren. Het is immers al vrij laat. Wij hebben echter wel voor suikers gezorgd. De wafels staan klaar. Indien u er even tussenuit wil, is dat geen probleem.

Wat mij vandaag vooral positief heeft verrast, zijn de drie presentaties van de drie steden – Brussel, Gent en Oostende – die totaal verschillend zijn. Dat maakt de discussie echter net zo rijk. Het is net daaruit dat wij veel zullen leren.

De presentatie van de heer Claeys Bouuaert was natuurlijk ook interessant, maar ze stond enigszins buiten de presentaties van de andere gasten.

Ik dank u trouwens voor uw aanwezigheid hier en voor uw goede voorbereiding van de presentaties.

Jan Briers (CD&V): Ik zal kort een aantal vragen stellen.

Mevrouw Peebles Vlahovic, wat is de kostprijs van de campagne?

Mijnheer de staatssecretaris, Brussel staat al het verst, dat voelen we. Het Gewest organiseert parlementaire debatten en dus ook debatten in de samenleving. Hoe worden die laatste opgezet en gekanaliseerd? Riskeert de Brusselse regering niet om sterk divergerende adviezen te krijgen? Namens wie zullen de vertegenwoordigers in de maatschappelijke debatten advies uitbrengen? Hoe zeker zijn we dat een ruime meerderheid van de bevolking de voorstellen zal dragen? Wordt er geval per geval aan een publieke bevraging gedaan, dus in een soort referendumstijl?

Mevrouw Dibua, mevrouw Gilson heeft de historiek van het Lumumbaplein uitgelegd. Ziet u dat ook zo? Illustreert het wedervaren van het Lumumbaplein precies niet dat het ownership bij de meerderheid van de bevolking noodzakelijk is en dat het geen zin heeft om te voortvarend te zijn? U zegt nu al dat de straatnamen gewijzigd zullen worden en de standbeelden verwijderd zullen worden. Daar moet dus nog een bewustwordingsproces aan voorafgaan. Dat vraagt dus tijd. Dat zal waarschijnlijk ook de aanbevelingen en de conclusies van de commissie beïnvloeden.

Mevrouw Luyckfasseel, u had het over het museum en het documentatiecentrum. We hebben natuurlijk ook het AfricaMuseum. Ziet u de rol van een dergelijk museum-documentatiecentrum eventueel niet voor ons AfricaMuseum?

Mijnheer Develtere, uw initiatief is heel belangrijk. Ik kom uit de cultuur- en communicatiewereld. Waarom valt die S er bijna af? Het gaat om een platform voor Afrikaans-Europese studies, dus geen Europese studies in Afrika. Wat is de nuance of het verschil? Is het in beide gevallen de bedoeling dat Afrikaanse universiteiten Europa bestuderen? De relaties tussen Afrika en Europa vormen hier toch het belangrijkste domein of is dat niet zo? Het researchnetwerk van China in Afrika en Afrika in China is klaarblijkelijk toch meer tweerichtingsverkeer dan datgene waarmee u bezig bent. Uw missie en de objectieven reflecteren wel de juiste benadering waar wij alleszins volledig kunnen achter staan. Wat is de link met de Europese Commissie, financieel en inhoudelijk? Het valt natuurlijk op, ik denk toch dat het alleen katholieke universiteiten zijn. Ziet u dat

als een goede zaak of ziet u dat als uit te breiden? Het doet mij natuurlijk veel genoeg dat cultuur een rol te spelen krijgt in de interdisciplinaire teams. Welke rol zal dat zijn?

Dan kom ik bij mevrouw Laura Maes: "De onweerstaanbare stempel van Leopold II is onuitwisbaar." Heeft het stadsbestuur onderzoek naar het draagvlak bij de bevolking gedaan voor de nodige omvangrijke en ingrijpende initiatieven? Wil Oostende de vele verwijzingen die er zijn verwijderen of gaan duiden? Deze vraag is ook door anderen gesteld.

Dan mevrouw Mestdagh, de drie spanningen die u schetst zijn ook voor deze commissie belangrijk en vormen een vingerwijziging. Het proces zal tijd vragen, dat is duidelijk. Ik heb nog een vraag. U hebt het onder andere over de witte, de mannelijke en de westerse dominantie. Gaat het eigenlijk zover, zo breed? Ik zie dat de stad Gent, die zich kandidaat stelt als culturele hoofdstad van Europa, een toekomstdenkersgroep heeft samengesteld met dertig mensen die enigszins reflecteren wat u bedoelt. Is het een idee dat Gent, culturele hoofdstad van Europa 2030 juist het participatietraject van Gent als thema zal hebben? Ik moet eerlijk zeggen dat Gent zich kwetsbaar opstelt, dat is duidelijk. Gent stelt zich altijd kwetsbaar op, dat is typisch voor de Gentenaars. Nergens zien we vandaag een participatietraject dat breder is dan dat van Gent. Misschien komt dat het resultaat echter net wel ten goede. Mijnheer Roggeman, ik zou zeggen, geef hen de kans.

Mijnheer Claeys Bouuaert, voor u heb ik eigenlijk maar één vraag. U spreekt over 300 getuigenissen van Belgen en Congolezen. Bestaat er samenwerking met de diaspora? Zo ja, hoe is zij hierin verweven? U zegt ook dat er een groot verschil is tussen wat er leeft bij de Congolees en datgene waarmee wij in de commissie bezig zijn. U hebt gelijk als u spreekt over vandaag, maar de commissie heeft echt de bedoeling om ook dé Congolees in al zijn aspecten te beluisteren en mee te nemen in het traject, vanzelfsprekend ook de Congolees die in Congo leeft. U moet ons echter wat tijd geven.

De **voorzitter**: Ik stel voor dat wij eerst staatssecretaris Smet de kans geven om te reageren, want hij heeft nog een andere ontmoeting.

Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u van harte dat u de tijd hebt genomen om aanwezig te zijn.

Pascal Smet: Mijnheer de voorzitter, ik dank u voor de uitnodiging. Ik zie vanavond inderdaad een aantal Poolse rechters. U weet dat de Poolse

rechtsstaat in gevaar is. Vanavond hebben wij een prescreening georganiseerd voor Europese en Belgische politici en journalisten. Mijn excuses dat ik wegga na mijn antwoord, het is geen teken van een gebrek aan respect, maar gewoon een agenda-issue.

Ik wil nog eens duidelijk zeggen dat de Brusselse regering vandaag nog geen standpunt heeft ingenomen. Wij hebben nu een rapport van de commissie, die zeer gedegen werk heeft gedaan. Het is belangrijk om dat te onderstrepen. Het rapport telt 254 pagina's en is al sinds vorige week volledig beschikbaar op urban.brussels. Het is een consensusrapport, wat betekent dat mensen er heel veel tijd in hebben gestoken. Er is ook goed over gedebatteerd. U moet het echt lezen en dan zult u merken dat er – u weet hoe dat gaat – bepaalde voorbeelden worden uitgelicht. Het standbeeld van Leopold II is natuurlijk zeer symbolisch. Het staat in het hart van de stad, naast het Koninklijk Paleis, en uiteraard wordt er bijzondere aandacht aan gegeven.

Nu wij het rapport van de commissie hebben ontvangen, is de volgende stap dat het Brussels Hoofdstedelijk Parlement een debat organiseert. Wij hopen dat er uit dat debat een richting komt. Wij hebben nog geen knopen doorgehakt over het maatschappelijk debat, omdat de Brusselse regering zelf een groot participatief project moet opzetten. Ik ben geneigd om dat eerder niet te doen. Het debat zal spontaan komen. Wij moeten het heel goed monitoren en opvolgen. Natuurlijk zullen wij de goede gids van het Vlaams Agentschap en andere voorbeelden meenemen, maar de bedoeling is toch dat de regering op een bepaald moment een beslissing neemt en dan ook een traject uitwerkt.

Deuxièmement, certains ont fait référence à la complexité bruxelloise avec la Région et les communes – je ne cache pas que, pour moi, j'espère que Bruxelles deviendra une unique ville-région, c'est beaucoup plus facile avec des districts. Je pense que nous devons aussi veiller à ne pas nous ridiculiser en tant que Région bruxelloise, avec une commune qui fait ceci, une autre commune qui fait cela. À ce moment-là, pour la presse internationale qui est fortement présente dans cette ville, cela devient un peu incompréhensible.

Monsieur le président, à l'échelle internationale, je constate – peut-être aurez-vous lu *The Guardian* – que plusieurs journaux par le passé, aussi bien brésiliens que sud-africains, ont déjà attiré l'attention sur ces actions. C'est pourquoi elles doivent être bien pensées. C'est ce à quoi nous allons nous employer.

Les communes bénéficient évidemment d'une certaine autonomie. Je pense, par exemple, au changement des noms de rue. Pour les voiries communales, c'est la commune qui le décide; pour les voiries régionales, c'est la Région, en concertation avec les communes. À nouveau, avec le plan d'action dont j'espère qu'il sera approuvé en septembre par le gouvernement, nous allons donner une direction à ces actions. Jusqu'à présent, les relations avec les communes étaient bonnes. Vous avez cité la commune d'Ixelles, qui avait demandé le retrait de la statue. J'ai répondu qu'il fallait attendre, parce que le travail de la commission était toujours en cours. Aujourd'hui, au vu des conclusions, il ressort qu'il faut travailler au cas par cas. Par conséquent, si la commune d'Ixelles veut poursuivre l'enlèvement des statues, c'est parfaitement possible. Il n'y a donc pas de souci, mais l'attente du rapport de la commission relevait d'une question de respect.

Je ne perçois pas dans l'immédiat de frictions entre la Région et les communes, mais il importe que la règle générale soit déterminée par la Région et que les communes y travaillent ensuite. Si cela prend encore un peu de temps, jusqu'en septembre ou octobre, nous avons déjà dû attendre tellement longtemps que quelques mois supplémentaires ne vont pas faire la différence non plus. Voilà pour ce qui concerne la relation entre la Région et les communes.

Mijnheer Roggeman, ik ga niet in op uw provocaties dat het Gewest de diversiteit niet respecteert. Dat is niet het onderwerp van vandaag. Laat ik gewoon zeggen dat als u mensen kent die in Brussel willen komen werken en die Nederlands spreken, u ze gerust naar mij mag doorsturen. Alle diensten zijn op zoek naar Nederlandstaligen die in Brussel willen werken, maar de krapte op de arbeidsmarkt, zeker in Vlaanderen, maakt het niet evident om ze te vinden. Dus, als u er kent, stuur ze door en ze vinden gegarandeerd een job in Brussel.

U had het erover dat men de publieke ruimte wil zuiveren. Het woord zuiver is hier totaal verkeerd. Dat doet denken aan bepaalde zaken, wat zeker niet de bedoeling is. Lees het rapport aandachtig en u zult merken dat dat helemaal niet aan de orde is.

Oui, nous avons besoin d'une participation, et des écoles. Tout un travail est à faire. Je l'ai déjà dit. Il y a un plan d'action dans lequel on peut faire aussi un guide, etc. Mais on ne va pas attendre. Laissez-moi vous donner quelques exemples.

On a libéré dans le cadre du Fonds Beliris de

l'argent pour faire une étude sur la *Lever house*. Ik weet niet of u het Lever House kent? C'est une maison coloniale à côté de la Place royale, à côté de la colonne, qui appartient aujourd'hui à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle abrite une école qui quittera les lieux en 2024-2025. On va examiner si la Région, éventuellement en collaboration avec le fédéral, ne peut pas acquérir ce bâtiment dans lequel serait intégré le fameux centre de documentation. À l'époque, c'était une sorte de *show room* pour les produits de savon Unilever - *Lever house* vient de ce mot. L'idée est de voir si on peut développer quelque chose là-bas. On a déjà prévu de l'argent dans le cadre de Beliris, l'accord fédéral-bruxellois.

Mevrouw Reynaert heeft ook verwezen naar de Open Monumentendag. Het thema van de Heritage Day, Journée du Patrimoine dit jaar is kolonisatie omdat veel mensen zich niet bewust zijn van wat er in de publieke ruimte aanwezig is. Ik heb het ook tegen *The Guardian* gezegd, ik dacht dat generaal Jacques een generaal uit de wereldoorlog was. Hij heeft inderdaad in de Eerste Wereldoorlog gevochten, maar hij heeft ook in Congo zaken gedaan waarbij men zich heel veel vragen moet stellen. Zo zijn er veel plaatsen in Brussel, of het nu monumenten of gebouwen zijn, of het nu zaken zijn die zichtbaar zijn of niet, die belangrijk zijn in het proces om dat uit te leggen aan mensen. Ik wil nogmaals duidelijk onderstrepen dat het hier niet gaat om culpabiliseren. Niemand die vandaag leeft, is verantwoordelijk voor de kolonisatie in Congo, Rwanda en Burundi destijds. Het is dus geen schuldcomplexen aanpraten, maar het gaat wel om een collectieve verantwoordelijkheid. Ik zeg heel vaak *respect the past, build the future*. Hier betekent *respect the past* ook *assumer le passé, comprendre le passé*.

Assumer le passé, le comprendre, cela signifie aussi, d'une certaine manière, collectivement, voir ce qui est fait, l'encadrer et le placer dans "l'aujourd'hui" pour pouvoir construire demain.

In een stad als Brussel is dat superbelangrijk. Ik kan mij inbeelden dat men zich in een *bled* in Vlaanderen of Wallonië afvraagt waarmee ze nu weer bezig zijn. Ik kan dat perfect begrijpen.

Bruxelles est la première ville cosmopolite d'Europe, la deuxième au monde. Nous avons de nombreuses personnes issues de l'immigration, et aussi de nos anciennes colonies. Pour construire avec elles un avenir ensemble, il est absolument nécessaire que l'on assume ce qui a été fait. Pas pour rester dans le passé. À ce sujet, je veux être clair aussi. Le but de l'exercice ne peut pas être *stuck in the past*. Il ne s'agit pas de rester dans le passé; le but est *move on*, mais ensemble.

Dat is ook de reden waarom wij in onze commissie mensen gekozen hebben voor mensen die daarmee bezig zijn, die uit de diaspora komen. Ook zij zijn betrokken bij de werking. *Nothing about us without us*, dat was ons principe. Dat is de hele opzet van wat we willen doen.

Wat het Jubelpark betreft, staatssecretaris Dermine heeft een heel project opgezet voor een nieuwe toekomst voor het Jubelpark.

Ceci pour élaborer un avenir pour le parc du Cinquantaire; la Région bruxelloise est impliquée. Cela commence maintenant et c'est en cours.

Enfin, je vais rapidement répondre à propos de la statue de Léopold II. Je pense que tout le monde est d'accord: c'est une statue hyper symbolique, hyper sensible. Elle se situe à côté du Palais royal, en plein centre de Bruxelles. Elle concentre beaucoup d'attention. Je pense que tout le monde est d'avis aussi que l'on doit faire quelque chose. Quoi? Je ne sais pas encore.

Deux propositions de la commission des experts existent: soit, la déplacer; soit, la fondre. D'autres solutions sont peut-être possibles. C'est le débat du Parlement bruxellois aujourd'hui, et peut-être aussi dans votre commission. Je pense que cela doit être le sujet du débat. Sur cette base, le gouvernement devra décider. Mais qui est responsable? C'est une bonne question qui a été posée, mais elle est un peu compliquée. Le propriétaire est encore une fois l'État fédéral. Mais même pour enlever une statue en Région bruxelloise, il faut un permis. Pas seulement pour placer une statue mais aussi pour en enlever une. C'est moi qui délivre le permis. Je ne vais évidemment pas faire cela seul. Je n'ai pas dit non plus qu'on devait l'enlever car aucune décision n'est prise. Il faut un débat à ce sujet. Cela sera une collaboration entre le fédéral et la Région.

Ik ben heel blij dat we uitgenodigd zijn. Het feit dat we hier vandaag bij u zijn, toont volgens mij ook aan dat er tussen uw werk en het onze in Brussel, dat nog aan de gang is, duidelijk een link is, en zo hoort het ook.

Ook over het statuut heeft de commissie duidelijk gezegd dat daarover een debat moet worden gevoerd. Leg voorstellen op tafel, kijk of er andere voorstellen mogelijk zijn, en doe vervolgens iets. Wat dat iets moet zijn, laat ik vandaag nog in het midden.

Tot slot, mijnheer de voorzitter, wil ik nog melden dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat een

samenwerkingsakkoord met Kinshasa heeft, midden maart 2022 voor de eerste keer op dubbele missie naar Congo gaat. Het wordt enerzijds een economische missie, met meer dan honderd bedrijven, waarvan meer dan de helft uit Brussel, en anderzijds een politiek-culturele missie, om de samenwerking tussen Brussel en Kinshasa verder uit te breiden. Dat zal ruim een week zijn nadat de koning daar op bezoek gaat. Het is de bedoeling om banden aan te halen, en uiteraard zal ook het thema (de)kolonisatie er aan bod komen.

Ik heb goed gehoord wat er gezegd is over het plein in Brussel-Stad en de taxistandplaatsen. Het plein wordt opnieuw ingericht, dat is ook al iets, maar we moeten dat punt wel meenemen. Wat tot slot de naamsverandering van de Leopold II-tunnel betreft, er moeten lessen worden getrokken uit de manier waarop dat gebeurd is. Wellicht zullen er nog andere straatnamen in Brussel wijzigen, en op basis van de lessen die we leerden uit de zaak rond de tunnel, kunnen we bekijken hoe we dat op een 'diepere' manier kunnen aanpakken.

Ziehier, mijnheer de voorzitter. Ik verlaat u nu, met mijn excuses dat ik niet tot het eind kan blijven, maar volgens mij heb ik een geldige reden om te gaan.

Paola Peebles Vlahovic: Monsieur Defossé, merci pour vos questions.

Il est évident que nous nous coordonnons. C'est très important. La Région reste à disposition pour tout le travail qu'il y a encore à accomplir, et avec grand enthousiasme, sous la coordination de la secrétaire d'État à l'Égalité des chances, Mme Schlitz. Certes, ce n'est pas simple, mais nous n'arrêtons pas de travailler. Des réunions sont planifiées très bientôt pour cette coordination. Nous nous coordonnons également avec les autres niveaux de pouvoir.

Pour la question de la décolonisation abordée ici, dans le cadre du plan de lutte contre le racisme, il y aura un plan sur la décolonisation de l'espace public à Bruxelles. La coordination est réelle, chacun dans son niveau de pouvoir, la Belgique étant un État fédéral.

Une question a été posée concernant la campagne qui semble destinée surtout aux personnes privées, ou plutôt qui souligne la responsabilité individuelle. C'est peut-être la présentation que j'en ai faite. En réalité, il est vrai qu'on voulait inciter à signaler les faits car on sait qu'un problème de sous-rapportage existe.

Il est très important de dire que le racisme n'est pas qu'une question de responsabilité individuelle. Il ne

l'est pas uniquement. Chaque personne qui se rend coupable d'actes racistes en est responsable individuellement, mais le racisme, c'est une question d'idéologie dominante. C'est une question de société, et en tout cas, et cela nous concerne tous.

Les actions sont destinées aux personnes privées, mais aussi au public. À cet égard, dans le cadre du plan de lutte contre le racisme en Région de Bruxelles-Capitale, par exemple, les actions portent notamment sur l'emploi, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. C'est de cette façon qu'on envisage les choses. Il n'est pas du tout uniquement question de pointer du doigt les personnes qui se rendraient coupables de telle ou telle chose.

M. Lacroix m'a posé une question sur les échéances du plan d'action Racisme en Région de Bruxelles-Capitale. Nous avons lancé les travaux après la tenue des "Assises de lutte contre le Racisme" qui se sont clôturées le 18 janvier dernier au Parlement bruxellois. Nous n'avons pas attendu leur clôture pour prendre en considération toutes les conclusions et les recommandations qui ont été émises par les parlementaires, sur la base des auditions des experts, de la société civile et des académiques qui sont venus faire des propositions et des recommandations pour toutes les compétences bruxelloises notamment.

Les travaux dans les groupes de travail ont débuté; ils doivent aboutir, on l'espère, à présenter un plan au gouvernement bruxellois dans les mois qui viennent, pour parvenir à un plan de lutte contre le racisme qui démarrerait en 2023, en coordination avec tous les plans existants bien entendu. Comme il s'agit de compétences régionales bruxelloises, ce sera forcément intégré dans le plan interfédéral de lutte contre le racisme.

Margot Luyckfasseel: Ik denk dat de staatssecretaris al heel wat gezegd heeft. Ik herhaal dat u best het rapport leest om duidelijk onze argumentatie te begrijpen. De krietiek dat het rapport niet makkelijk vindbaar was, nemen we mee.

Wat het voorstel betreft om het Leopold II-standbeeld te smelten: wij begrijpen uiteraard dat dat debat uitlokt. Voor ons is smelten een krachtig symbool, dat veel te maken heeft met de materialiteit van het beeld. Ik hoorde ook het voorstel van een MR-collega om QR-codes te gebruiken. Al die strategieën zijn uiteraard in onze werkgroep aan bod gekomen, en ik raad u aan om hoofdstuk 5 te lezen, waarin we van elke strategie de voor- en nadelen bespreken. We zijn ervan overtuigd dat het beeld van Leopold II op het

Troonplein zo krachtig is dat er een krachtige ingreep nodig is om tegen de gewelddadigheid van Leopold II en van de beeldtaal van dit beeld in te gaan.

Om op uw vraag, mijnheer Ravyts, te antwoorden: nee, Leopold II is niet enkel de kolonisatie van Congo. Maar die kolonisatie is wel de reden waarom hij volgens ons niet langer ongecontextualiseerd in de openbare ruimte mag staan.

Ik herhaal dat wij niet pleiten voor het vergeten of uitwissen van de geschiedenis. Van het standbeeld van Leopold II bijvoorbeeld staat een exacte kopie in het Museum Kunst & Geschiedenis. Het gaat dus niet om een totale vernietiging. Het gaat niet om vergeten of uitwissen, want we willen niet enkel het beeld weghalen, maar ook een nieuw narratief op die plek tot stand brengen, waarmee we verder over het koloniale verleden kunnen nadenken, weliswaar op een manier die het problematische discours uit het verleden achter zich laat.

Wat Lusinga betreft, wij zeggen in het rapport niet dat hij een heilige is. Malcolm X wordt in het rapport niet vermeld. Nogmaals, het rapport lezen zou helpen om onze argumentatie te begrijpen.

De N-VA stelde een vraag over het hellend vlak: waar stopt het? Enerzijds, begrijp ik die bezorgdheid. Anderzijds, is het heel duidelijk dat er in Brussel en in België een maatschappelijk debat gaande is. Ik wil er ook op wijzen dat er een petitie is geweest die door 85.000 mensen is ondertekend om alle beelden van Leopold II uit Brussel te verwijderen. Dat is niet de aanpak die onze werkgroep voorstelt. Wij pleiten voor een aanpak, geval per geval, maar het is wel duidelijk dat hierover een maatschappelijk debat gaande is dat wij ook gaande willen houden.

Ik denk dat de politiek dan ook niet anders kan dan volgen als dergelijke thema's op tafel worden gelegd. Het is ook aan de politiek om die thema's ernstig te nemen.

Georgine Dibua: Nous insistons bien sur le fait que nous ne cherchons pas à effacer le passé, mais de nouveaux narratifs doivent prendre place. Certaines choses n'ont pas été dites. Lorsque l'on parle – et je l'ai entendu plusieurs fois ici – de rechercher la vérité, mais quelle vérité veut-on continuer à raconter? Jusqu'à présent, la propagande coloniale ne s'est basée que sur une vérité, tandis qu'une autre a été effacée. C'est dans la colonisation que nous entreprenons la démarche d'entendre ce qui n'a pas été dit et ce qu'on ne veut pas dire, ce que l'on sent difficile à reconnaître. C'est aussi ce problème auquel beaucoup sont confrontés.

À propos des questions précises autour de ce qui concerne le rapport, nous invitons tout le monde à le lire d'abord. Je crois que Pascal Smet l'a dit. Il faut le lire et en prendre pleinement connaissance, avant de se lancer dans des sortes de batailles que nous sommes en train de voir se déclencher. Comme l'ont indiqué les présidents, je ne suis pas une politique, nous assistons ici à des combats entre les différents partis. Ce n'est pas le but de notre rapport. Si vous le lisez calmement, vous obtiendrez les éclairages à partir desquels, en tant que représentants de toutes les couches de la population belge, vous pourrez discuter. Si cela provoque des bagarres partisans... Lors de l'audition d'un collectif des diasporas congolaises, rwandaises et burundaises, nous avons demandé au président de ne pas transformer cette commission Congo en problème politique entre vous où, lorsque les uns disent oui, les autres répondent directement non. Cela m'a un peu dérangée d'entendre toutes ces disputes, alors qu'il faut se pencher sur des choses importantes.

La diaspora fait partie de la population belge. Elle doit aussi être prise en considération. Ce travail de décolonisation permet d'entendre les voix de la diaspora, les voix qui n'ont pas été entendues.

Une question portait sur les propositions figurant dans le rapport. Comme je l'ai dit, toutes les réponses sont des propositions. Je crois que cela, vous le savez vous-mêmes, vous le comprenez vous-mêmes. Dans ce groupe de travail qui était composé de personnes de différents profils, nous nous sommes concertés et c'est dans un consensus que nous avons émis différentes propositions.

Au chapitre 4, nous vous proposons les questions que doit se poser chaque personne, chaque Bruxellois et peut être chaque Belge. Comment entrer dans un processus décolonial de l'espace public? Quelles questions se poser? Que faut-il faire?

Au chapitre 5, nous proposons des stratégies de décolonisation. Là, de nouveau, nous avons pris énormément de temps pour décrire étape par étape comment faire. Ce sont des propositions. À vous d'en faire ce que vous voulez.

Au chapitre 7, nous énumérons les différents cas et nous donnons des recommandations. Vous pouvez être d'accord ou pas d'accord avec celles-ci. Nous sommes un groupe de quatorze. Nous ne représentons par nos avis ni l'extrême droite ni le PS ni le MR. Non, nous avons donné nos avis qui peuvent encore être discutés. Nous avons déjà entendu parler d'autres propositions dès la sortie

du rapport. Des gens ont formulé leurs propositions. Ne vous focalisez pas! N'en faites pas un drame!

Ce sont des propositions pour faire de Bruxelles-Capitale une ville inclusive où chaque Bruxellois et Bruxelloise se sentent bien et réellement chez soi.

Je voudrais maintenant répondre à certaines questions qui m'ont été posées.

Madame Gilson, si je vous ai bien compris, vous souhaitez connaître l'objet exact de mon association. Celle-ci s'appelle Bakushinta. Elle organise des visites guidées décoloniales. Elle a monté des expositions: une exposition "présence congolaise en Belgique, plus de cent ans" et une exposition sur les oubliés de guerre. Comme cela a été évoqué, les Congolais ne figurent nulle part lors des commémorations. Elle organise, chaque année, le 11 novembre, la commémoration des vétérans congolais. Elle collabore avec les communes. Nous avons présenté l'exposition "présence congolaise en Belgique, plus de cent ans", à Ixelles. Je cite cette commune puisque vous êtes ixelloise. Cela a été fait en collaboration avec la commune à qui j'ai présenté mon projet. Mais il n'y a pas qu'Ixelles. Nous collaborons avec les communes qui sont ouvertes à la démarche et qui acceptent celle-ci. En effet, il faut reconnaître que les sujets abordés ont longtemps été des sujets tabous. La décolonisation n'est pas encore entrée dans la mentalité de beaucoup de personnes à Bruxelles ou en Belgique.

Pourquoi la décolonisation de l'espace public est-elle importante? Je n'y reviens pas car cela a été dit tout à l'heure lors de la présentation. Il y a eu, dans ce pays, une propagande coloniale fortement présente. Cette propagande est marquée par les monuments qui reprennent l'histoire. Vous dites que vous n'êtes pas dans la glorification mais cette propagande glorifie. Et, dans l'espace public, il y a encore les écrits de glorification. Que faites-vous avec les écrits de glorification? C'est une question.

Nous, les associations qui nous sommes lancées dans la décolonisation de l'espace public – je ne parle plus de Bakushinta seule – apportons un autre narratif et racontons aussi ce qui n'est pas dit. M. Smet a parlé du général Jacques. Si vous n'avez pas fait une visite décoloniale ou lu des livres qui abordent ce sujet, vous ne saurez pas que le général Jacques a été au Congo. Ce sont des choses qu'il faut raconter. Ce sont des choses que les gens doivent connaître. C'est cela la démarche des visites décoloniales de l'espace public. Des monuments, des bâtiments existent mais, si on ne vous raconte pas l'histoire de ceux-ci, vous ne la connaîtrez pas. C'est donc aussi en

partie déconstruire cette propagande coloniale qui est à la base même du racisme.

Aujourd'hui, on parle d'"effacer le passé". On n'efface pas le passé! Le passé peut être raconté autrement et être transformé dans la décolonisation de l'espace public. Les propositions qui sont faites sont aussi des propositions de transformation. La société doit être transformée. La société doit se transformer. Lorsqu'elle connaîtra une partie de l'histoire, il se peut qu'une personne hyper raciste s'améliore et ne reste plus dans son racisme radical.

C'est un travail que nous menons très activement. Nous travaillons avec différentes communes autour de ce sujet.

Je vais en profiter pour répondre à la question de M. le président concernant le processus de la place Lumumba. Oui, cela a été un long processus. Jamais on ne nous a parlé des rapports de police concernant la place Saint-Boniface, que nous avons toujours appelé la place Lumumba, et qui ont conduit à ce que l'on retrouve le nom de Lumumba dans un coin, qui au-delà d'être un no man's land, est un des endroits les plus venteux de la ville de Bruxelles. Mais nous avons accepté l'effort qui a été consenti.

L'idée que vous avez eue – votre motion – rejoint la demande de plusieurs personnes visant la reconnaissance de Paul Panda Farnana. Par ses écrits et par sa démarche, on a fini par le qualifier presque de communiste alors qu'il a commencé ce combat décolonial déjà à son époque. Vous pouvez le rapporter à toute la commune d'Ixelles que ce serait une excellente idée d'appeler cet athénée, Athénée Paul Panda Farnana, mais, comme nous l'avons dit dans notre rapport, tout ne se limite pas à cela. Le nommer Paul Panda Farnana et que fait-on ensuite? C'est cela la démarche décoloniale.

Dans notre rapport, nous proposons d'aller plus loin: la décolonisation de l'espace public ne se limite pas à l'espace public. Elle va au-delà. Il y a la santé. Je ne vais pas revenir à tous les secteurs. C'est la décolonisation des mentalités, des esprits trop bloqués sur les belles réalisations.

Il y a quelque chose qui me frappe et qui me dérange. Nous parlons d'une situation en Belgique et on ramène des situations au Congo. Non! Nous sommes en Belgique, résolvons d'abord les problèmes qui se déroulent ici en Belgique!

Je crois ainsi avoir répondu à toutes les questions qui m'ont été posées. Je vous remercie.

Margot Luyckfasseel: Mijnheer de voorzitter, ik wil nog even iets zeggen in mijn hoedanigheid als postdoctoraal onderzoeker Afrikaanse geschiedenis, dus niet als vertegenwoordiger van de werkgroep. Het is echter mijn plicht om hierop te wijzen.

De visie op de koloniale geschiedenis die de heer Claeys naar voren bracht, is niet langer de visie die gedragen wordt door de grote meerderheid van de onderzoekers. Ik verwijs daarvoor graag naar uw eigen expertenrapport, namelijk naar de vier uitgangspunten van het rapport. Die halen heel duidelijk en in detail de argumenten van de heer Claeys onderuit.

Patrick Develtere: Monsieur le président, je vous remercie.

D'abord pour la question de M. Defossé concernant la politique des visas, je dois dire qu'effectivement, cela pose problème pas seulement en Belgique ou pour faire venir des étudiants vers la Belgique mais cela pose problème pour toute l'Europe. Je dois insister sur le fait que pour l'inverse, c'est beaucoup moins le cas. Il nous est beaucoup plus facile d'aller en Afrique qu'aux Africains de se déplacer vers l'Europe. Pourtant, je veux faire référence à une étude réalisée récemment par un collègue, l'économiste Kristof De Witte. Elle démontre que pour la seule Flandre, les étudiants internationaux apportent plus de quatre milliards. Cela signifie qu'effectivement, il y a beaucoup plus de potentiel et de potentialités que l'on ne s'imagine.

Ensuite, monsieur Lacroix, je vous remercie pour votre question sur la politique de coopération et le passé colonial. On voit qu'effectivement, il y a un lien étroit entre l'aide publique au développement et le passé colonial. En termes de volume par exemple, si on prend la Grande-Bretagne, la France et récemment aussi la Belgique et les Pays-Bas, on voit qu'il y a une corrélation positive et étroite avec le passé colonial. Mais il faut dire que cela diminue significativement dans tous les pays concernés. Pour moi, ce qui est beaucoup plus important, ce sont les images qu'on véhicule dans le secteur et par le secteur de la coopération au développement tant par les affiches, les brochures, les vidéos, quels que soient les instruments utilisés, que les narratifs et discours qu'on utilise et où très souvent, on voit encore que l'on insiste sur l'incapable qui doit être aidé par le capable. Il est bien évident que l'incapable se trouve au sud et le capable au nord. Je pense que cela est beaucoup plus important.

Ce qui l'est également, selon moi, ce sont les réalités du secteur même où l'on voit dans bon

nombre d'organisations et d'institutions qu'il y a quand même des rapports de force. On parle de partenariats équitables mais on voit que ce sont assez souvent les Blancs qui occupent les postes les plus importants et qui ont beaucoup plus de poids dans la prise de décision que les Africains, dans ce cas-ci.

Ce que j'applaudis évidemment, ce sont les réflexions qui sont faites, de plus en plus, par le milieu des ONG, tant au nord qu'au sud du pays.

En ce qui concerne la question de Mme Gilson, qui me demandait s'il y avait encore des blocages au sein de notre réseau à cause du passé colonial, cela n'a pas été souvent soulevé par les partenaires jusqu'à présent. Mais je pense que le blocage qu'ils mentionnent le plus est en effet la culture académique elle-même qui, en Afrique, n'est pas ce qu'on pourrait qualifier d'endogénéisée. Cela signifie que les *curricula* sont souvent des copies conformes de ceux que l'on retrouve au nord. Il n'y a pas de développement de *curricula* spécifiques, adaptés et endogénéisés. Les manuels qui sont utilisés sont aussi bien utilisés aux États-Unis qu'en Europe et ne reflètent pas la réalité du continent. Les papiers scientifiques, par exemple, qui sont produits par les collègues africains, ont du mal à pénétrer dans les revues scientifiques de haute estime. Quand des papiers arrivent, c'est assez souvent parce que quelqu'un du nord en est coauteur. Ce sont effectivement des blocages qu'on retrouve encore et qui sont mentionnés par nos collègues.

Wat de vraag van mevrouw Reynaert betreft, het doel van het initiatief is niet academische diplomatie. Dat wil ik beklemtonen. Ons initiatief wordt niet geïnitieerd door nationale, Europese of internationale politieke overheden, die op die manier proberen voet aan de grond te krijgen in Afrika en op die manier ook proberen de harten en de geesten van de mensen op dat continent te veroveren, maar het is echt wel een academisch initiatief, in die zin – dat zal u niet verwonderen als u mijn achtergrond kent – dat het ingebed is in een heel intense relatie met het maatschappelijk middenveld, met het beleid en met de ondernemingswereld. Wanneer wij zeggen dat er een intense interactie is met de andere stakeholders, is dat niet alleen in Europa, maar ook in Afrika. Om te resumeren: het is geen academische diplomatie, het is een volwaardig onafhankelijk academisch initiatief.

Wat de andere Belgische universiteiten betreft, die worden er op dit moment nog niet bij betrokken, maar u hebt gemerkt door de lijst van de andere landen, dat wij zeker openstaan voor

samenwerking met andere Vlaamse universiteiten. Op dit moment, dat moet ik toegeven, focussen wij echter om praktische redenen op de twintig partners die tot nu toe betrokken zijn bij het initiatief.

Dat brengt mij tot de vraag van u, mijnheer Briers, over het katholieke karakter van het initiatief. Ik meen dat slechts vier van de twintig universiteiten een katholieke of een christelijke origine hebben. Dat is zeker geen selectiecriterium geweest. Die selectie is eigenlijk at random gebeurd.

Dat is dan ook weer niet helemaal waar, want zoals ik heb uitgelegd, hebben wij heel uitdrukkelijk gekozen voor universiteiten die openstaan voor een traject als het onze, om te werken over de continentale grenzen heen, in Afrika en in Europa. Wij hebben ook heel uitdrukkelijk gekozen voor universiteiten die bereid zijn links te leggen met het maatschappelijke middenveld, met het bedrijfsleven en met het beleid.

Wat uw andere vragen betreft, mijnheer Briers, de S in ons logo heeft inderdaad een kleine wending, waardoor ze schuin staat. Dat werd door de communicatiespecialist die het logo ontworpen heeft, geïnterpreteerd als de S die de andere dingen meetrekt. Het trekt dus eigenlijk die *African - European* problematiek, het twincontinent, gemeenschappelijke toestanden, gemeenschappelijke uitdaging, mee vooruit. Dat was haar uitleg die we gekregen hebben.

U vraagt zich nu af waarom wij kiezen voor *African - European studies*. Daar is heel veel debat aan voorafgegaan. U moet weten, er bestaat ook een realiteit van African Study Centers. Er zijn er om en bij de 60 in Europa, dus centra aan onze Europese universiteiten die veelal met Europees personeel Afrika als onderzoeksvoorwerp hebben en daarover willen studeren. Wij hebben gezegd dat we niet *European studies* willen doen, uitsluitend in Afrika. We willen zowel een impuls geven tot een Afrikaanse aanpak van *European studies* en een Afrikaanse kijk op Europa op het Afrikaanse continent, als de bestaande *European studies* in Europa inspireren en confronteren met de inzichten die in Afrika bestaan.

Dan ook nog uw laatste vraag, of er een band bestaat met de Europese Commissie. Ik heb gezegd dat wij daar in dialoog zijn met de Europese Commissie. Maar je kan niet spreken van een echte band, vooralsnog niet. Misschien komt dat er ooit. Maar er is evenzeer ook de keuze, heel actief, om samen te werken met instellingen in Afrika. Vandaar dat we blij zijn om samen te werken met de universiteit van Addis Abeba met haar nabijheid tot de Afrikaanse Unie, de universiteit van

Dar Es Salaam met de nabijheid tot de East African Community, de universiteit van Habudja met de nabijheid tot Ecowas, et cetera.

In snel tempo, op een drafje, waren dit enkele antwoorden op uw vragen. Nog eens bedankt om mij uit te nodigen.

De **voorzitter**: Dank u, professor.

Dan gaan we nog eens naar Oostende.

Laura Maes: Mijnheer de voorzitter, ik wil schepen Silke Beirens verontschuldigen. Zij moest net als Wouter De Vriendt naar de Oostendse gemeenteraad.

Het is zo dat wij in Oostende niet op federale richtlijnen wachten. In juni 2020 heeft het bestuur beslist om geen straatnamen te wijzigen en geen beelden te slopen. Dat zou in Oostende ook moeilijk zijn, want waar eindigt dat. We zouden dan ook onze parken, aangelegd door Leopold II, moeten verwijderen en ook talloze monumenten zoals de Koninklijke Stallingen en onze jachtclub. Wij kiezen dus niet voor de eliminatie van ons koloniaal verleden. We zetten in de plaats daarvan in op duiding en dialoog.

Wij wachten niet op federale richtlijnen. De stad neemt zelf het initiatief. Het lokaal bestuur is aan zet. Wij proberen zelf het volledige traject vorm te geven. Wij staan ook het dichtst bij de verschillende middenveldorganisaties en wij hebben het beste zicht op welke actoren betrokken moeten worden.

Er was ook een vraag of er een onderzoek bij de brede bevolking is geweest. Dat is niet het geval. Er is nog geen brede bevraging van de brede bevolking gebeurd. Er zijn wel contacten met diverse belangengroepen geweest en er wordt in de toekomst een participatietraject opgezet. Ik kan daarover nog niet heel veel zeggen, want dat moet nog door het college worden goedgekeurd, maar in dat participatietraject zetten we in elk geval volop in op dialoog en verbinding. We gaan ook de reeds uitgevoerde initiatieven, zoals de tegenbeelden, met elkaar verbinden. Daar komt nog meer duiding bij. Dat was ook een van de vragen.

De **voorzitter**: Dank u, mevrouw Maes.

Eline Mestdagh: Bedankt dat ik het woord kreeg, en ook bedankt voor alle vragen.

Eerst en vooral wil ik reageren op de betogen van de heer Roggeman, die nog online aanwezig is, en de heer Ravyts. Ik merk immers – daarmee sluit ik me aan bij de heer Smet – dat er, ondanks een

aantal heldere presentaties vandaag, nog altijd aardig wat karikaturen circuleren over de lokale initiatieven die vandaag werden toegelicht. Zo neemt de heer Roggeman aan dat de spanningen in het traject die ik vermeldde, het gevolg waren van de aanwezigheid van witte mensen in de stuurgroep. Dat is niet wat ik heb gezegd. Het probleem was niet de aanwezigheid van witte, hoogopgeleide mensen, maar wel de afwezigheid van andere profielen, in het bijzonder van precies die minderheden die al jarenlang actief zijn in de antiracismestrijd in Gent. Dat zijn wel degelijk twee verschillende zaken en zeker in gevoelige discussies, zoals vandaag, is het cruciaal om die twee uit elkaar te houden. Zoals ik al aangaf, was het uitdrukkelijk het doel van de stad om bij dit traject mensen te betrekken die expertise hebben als het gaat over dekolonisatie, alsook (...) minderheden erbij betrekken. Het punt dat ik heb willen maken, is nu net dat de procedure zelf niet voldoende op dat doel was afgesteld, met dus als gevolg dat die mensen ondervetegenwoordigd waren in de stuurgroep.

De heer Roggeman stelde ook de vraag wat de bezorgdheid over de representatie van minderheden in de stuurgroep, en bij uitbreiding in trajecten zoals dat van de stad Gent, kan bijdragen aan verzoening, en of het niet net polarisering in de hand werkt. Bij wijze van antwoord wil ik hem eraan herinneren dat verzoening gaat over een dialoog met verschillende perspectieven en dat het dus van belang is om al die verschillende perspectieven vertegenwoordigd te hebben. Zo kan er een gesprek plaatsvinden, in plaats van een herhaling van al bestaande dominante visies.

Daarbij aansluitend was er de vraag van de heer Roggeman over de brede, holistische definitie van dekolonisatie, opgevat als systeemkritiek. Daarbij wil ik enkel opmerken dat, zoals bekend, dekolonisatie tegenwoordig overal aanwezig is, maar dat vaak niet wordt geëxpliciteerd wat daarmee wordt bedoeld. Volgens mij is het net heel waardevol dat de deelnemers aan het traject heel duidelijk expliciteerden wat zij daaronder verstaan. Het is belangrijk om dat te benoemen. Zo vermijden we dat we verzanden in een soort uitgeholde symboolpolitiek, die niet beantwoordt aan de vraag die uiteindelijk tot onder andere de Congocommissie heeft geleid.

Voorts denk ik ook dat als de heer Roggeman het rapport inkijkt en de maatregelen met betrekking tot onder andere de mondiale rechtvaardigheid overloopt, hij zou zien dat het wel meevalt met het extremisme zoals hij het noemt. Het gaat dan bijvoorbeeld over de vraag naar een mensenrechtentoets in het aankoopbeleid van de stad of over het actief netwerken van de stad met

hogere beleidsniveaus, Vlaams, federaal, Europees. Ik nodig u uit, mijnheer Roggeman, om die passage uit het rapport nog eens na te lezen.

Mijnheer Ravyts, wat uw opmerkingen betreft, sluit ik mij aan bij de replieken van zowel de staatssecretaris als mevrouw Luyckfasseel. Het gaat hier absoluut niet om het culpabiliseren of om een soort beeldenstorm. Het rapport van de stad Gent roept er zeker niet toe op om alle beelden zonder meer uit het straatbeeld te verwijderen of aan censuur van de geschiedenis te doen. Het roept net op tot herinneringseducatie, tot dialoog en tot een kritisch omspringen met koloniale beelden in het straatbeeld, bijvoorbeeld door kunstenaars met creatieve interventies meerstemmigheid te laten brengen in de publieke ruimte. Die oproep sluit in zekere zin aan bij de suggestie van de dame van de MR om net sporen toe te voegen, *ajouter des traces*, wat iets helemaal anders is dan het uitwissen van de geschiedenis. Om constructief en helder te spreken over hoe we met ons koloniaal verleden moeten omgaan, is het volgens mij belangrijk om goed te luisteren naar wat er precies wordt gevraagd, in plaats van karikaturen te maken, die vervolgens gedecribiliseerd kunnen worden. Ik nodig daarom zowel de heer Roggeman als de heer Ravyts uit om het rapport, alsook het antwoord van de stad, in detail te lezen.

Mijnheer Defossé, om te antwoorden op uw vraag over de coördinatie op bovengemeentelijk niveau, ik denk inderdaad dat dat heel belangrijk is. Het voordeel van het lokale niveau is dat er dankzij de kleinschaligheid heel uitgebreid en uitgepuurd aan participatie kan worden gedaan. Zoals de heer Briers opmerkte, heeft de stad Gent die participatie heel breed opgevat en aangepakt, en dat is positief. Tegelijk moeten we dat lokale niveau overstijgen. De vraag naar actieve netwerking door de stad met andere niveaus en de coördinatie van verschillende trajecten staat expliciet als aanbeveling in het rapport. Het is inderdaad belangrijk dat we de initiatieven meer coördineren.

Vervolgens was er de vraag van de MR naar mijn visie op reparatie. Hier zal ik even van rol moeten switchen. Tot nu toe heb ik gesproken, zoals aangekondigd bij het begin van mijn presentatie, in mijn hoedanigheid van betrokken burger bij het traject van de stad Gent. De vraag naar mijn visie op reparatie is eigenlijk een vraag naar aanleiding van een lezing die ik gegeven heb in mijn hoedanigheid van academica, onderzoekster aan de UGent. Ik switch even naar die rol. Op de vraag wat reparatie concreet inhoudt, zal ik hetzelfde antwoord geven als wat ik tot nu toe gezegd heb over dekolonisatie. Dat zijn heel brede begrippen, die heel veel verschillende betekenissen kunnen

dragen, afhankelijk van aan wie men ernaar vraagt. Ik meen dat de vraag wat reparatie inhoudt, in de eerste plaats een reparatie inhoudt van de credibiliteit, van spreekrecht en van waardigheid van onder andere de mensen in de diaspora, alsook van de mensen die de strijd op de agenda hebben gezet. Ik meen dat men inzake reparatie eerst moet luisteren naar welk herstel gevraagd wordt. Men moet echt in gesprek gaan, participatief. Ik vind dat dat ook een onderdeel kan zijn van reparatie.

De lezing waarnaar u verwees, heb ik gegeven naar aanleiding van de presentatie van een rapport dat een heel specifieke financiële invulling van reparatie naar voren had geschoven. Dat rapport is ook aan de commissie overhandigd. Mijn presentatie was een reactie op die eng financiële invulling, door reparatie te koppelen aan waardigheid en aan spreekrecht.

Mijn antwoord op de vraag van mevrouw Reynaert sluit een beetje aan bij mijn repliek op de vraag van de heer Roggeman. Het is een concretisering van de maatregelen die te maken hebben met mondiale rechtvaardigheid. De stad doet dat al, in zekere zin. U verwijst naar fair trade. De stad Gent is eigenlijk de eerste fairtradegemeente van Vlaanderen, en blijft dat ook. Mensenrechten zullen binnenkort ook een meer centrale rol krijgen in het beleidsplan Internationale Solidariteit.

De stad is ook van plan echt de mensenrechten-toets, die gevraagd wordt, concreter uit te werken. Voor meer informatie daarover verwijs ik u door naar het rapport dat de stad Gent zelf gepubliceerd heeft, waarin die maatregelen worden toegelicht, of naar de schepen voor Internationale Solidariteit van de stad Gent.

Ten slotte, ik wens mij aan te sluiten bij de eerdere toelichtingen van zowel mevrouw Luyckfasseel als de heer Lacroix, die respectievelijk hebben verwezen naar het expertenrapport en naar het boek *Koloniaal Congo*, dat werd geëdit door Amandine Lauro, Idesbald Goddeeris en Guy Vanthemsche, omdat beide documenten aantonen dat de huidige consensus onder historici over het koloniale verleden wel degelijk toont dat het discours van de heer Claeys Bouuaert niet langer overeenkomt met de bestaande historiografie. Dat is belangrijk om in het achterhoofd te houden en om onze focus te kunnen behouden in de discussie.

Ik dank u voor de vragen en voor de aandacht.

De voorzitter: Mijnheer Claeys Bouuaert, u weet het waarschijnlijk, maar in Gent staat een mooi kasteel met uw naam.

Thierry Claeys Bouuaert: Monsieur le président, c'est à Mariakerke.

Monsieur le président, beaucoup de questions m'ont été posées. J'ai fait l'objet de beaucoup de reproches et de nombreuses remarques ont été faites.

Il faut mettre fin à une certaine incompréhension. Nous ne sommes absolument pas nostalgiques de la période coloniale. Je pensais que ma présentation l'avait suffisamment laissé entendre. Nous nous inscrivons réellement dans un partage d'une lecture de l'histoire, les yeux dans les yeux et la main dans la main avec de très nombreux Congolais qui participent à nos activités, à nos forums. Ces derniers sont ouverts à tous. Vous êtes tous invités, si vous avez envie de participer à une de nos activités. Je pense d'ailleurs me rappeler que Mme Georgine Dibua a participé à une de nos présentations, tout comme de nombreux autres membres de la diaspora ainsi que de plusieurs mouvements ou associations.

Il est difficile de prétendre qu'on peut construire un État si on ne construit pas des routes, des hôpitaux, des écoles. Quasiment le monde entier a admiré ce qui a été fait à l'époque. Ce n'était pas de la propagande. Cela correspondait à la réalité. Il existe de nombreux documents pour en témoigner. Cela faisait d'ailleurs la fierté des Congolais, et c'est toujours le cas aujourd'hui. Cela vaut en tout cas pour certains qui nous racontent leurs racines, leur passé. Il est très important de tout remettre dans les perspectives de l'époque. Il y a vraiment un grand travail pédagogique à faire en la matière.

Il a été question à plusieurs reprises de la colonisation à l'époque de Léopold II. Mais à cette époque, il ne s'agissait pas de colonisation, mais de l'État indépendant du Congo qui était un État souverain. Bon nombre d'acteurs de cette époque ont pris des distances par rapport au roi Léopold II et ont dénoncé les violences. Jean Stengers est le premier à s'être penché sur le sujet. Dans les années 50, il dénonçait les violences sous l'EIC à l'occasion de ses cours à l'ULB. Il est le premier à avoir écrit sur cette question. Il a ensuite été suivi par beaucoup d'autres. Il n'y a rien à cacher, nous n'avons peur d'aucune vérité!

En revanche, je suis un peu inquiet après avoir entendu certains députés parler de crimes de masse et de millions de morts. Comme l'a dénoncé M. Vellut, on se trouve là exactement face au champ libre des *fake news*, du narcissisme bien-pensant, voire de l'ubuesque, à cause de l'ignorance.

Je ne peux pas comprendre qu'aujourd'hui, on puisse encore dire de pareilles énormités, ce qui est très dangereux. Nous publions beaucoup d'informations sur notre site. J'ai remis à M. Wouter De Vriendt, par l'intermédiaire de son secrétaire, un document qui, je crois, est essentiel, à savoir une étude intitulée *Démographie du Congo sous le régime du colonialisme mercantile belge, 1885-1940: un cas de dépopulation pour cause de dénatalité d'origine pathologique*.

Il a été rédigé par un des plus grands experts sur la démographie du Congo, le professeur Anatole Romaniuk, qui est d'origine ukrainienne et naturalisé belge. Il a non seulement lancé une énorme étude dans les années 1955-1957, qui a touché 13 % de la population totale dans tous les coins du pays, mais a aussi refusé l'appui de l'administration et a formé ses propres enquêteurs, pour ne pas être dépendant de l'administration belge. Il s'agit de la première enquête socio-démographique qui a été menée au Congo.

Les horreurs dépeintes à l'époque de l'EIC étaient bien réelles et ont été perpétrées dans une partie du Congo, et non dans tout le pays. Et durant une période déterminée. La région touchée est le tiers du Congo qui représente le bassin du caoutchouc, où la densité de population est la plus faible. Vandervelde lui-même, grand pourfendeur de la violence qui a régné à l'encontre des populations à cette époque parle, dans ses écrits, en termes de milliers de victimes.

L'historien Ki-Zerbo, le grand historien africain burkinabé, estime quant à lui qu'il y avait environ 50 000 personnes affectées à la collecte du caoutchouc à l'époque. Je ne comprends pas la nécessité aujourd'hui de continuer à répandre de fausses informations. Je vous dirai aussi que dans son livre *Congo, mythes et réalités*, Jean Stengers consacre une page au livre d'Adam Hochschild *Les fantômes du roi Léopold*. Il y écrit ceci: "S'il y a, aux mains de M. Hochschild, une victime, c'est Léopold II. Je crois pouvoir dire que Hoshschild n'a pas compris grand-chose à la personnalité du roi, et le portrait qu'il en trace est une caricature." C'est M. Stengers qui le dit, ce n'est pas moi.

Voilà pour ce chapitre-là. J'ai commencé ma présentation en évoquant cette nécessité de lire et de mieux connaître l'histoire, et c'est un point qui est vraiment important, selon moi.

Du côté de toute la construction du Congo et des témoignages, nous avons remis, via M. Renneboog et au président, un lien sur notre site web qui comporte huit ou dix témoignages dans différents secteurs et sujets et de plusieurs

acteurs congolais.

On a parlé de l'enseignement. Le père Ekwa qui a dirigé l'enseignement au Congo pendant de très nombreuses années est un des intervenants. M. Lacroix nous a dit qu'au niveau de l'université, il déplorait la faiblesse de celle-ci. En effet, ce n'est pas faux. Mais il faut voir d'où partait le Congo. La colonisation du Congo a commencé avec la Belgique en 1908. La première université était ouverte en 1954. Dakar, la perle de la colonisation française qui a démarré des décennies avant les Belges au Congo, n'a ouvert sa première université en 1957 et de nombreux diplomates européens comme africains ou congolais nous disaient qu'à la fin de la décennie 60, un universitaire sur deux de l'Afrique francophone française venait de Lovanium. Ce sont des éléments qui peuvent être dits. Il y a eu de grandes lacunes. Par exemple, on a formé des médecins et on n'a pas été jusqu'au bout pour leur donner le diplôme de docteur en médecine. C'est exact. C'est un fait tout à fait regrettable. On peut le juger comme cela. Mais l'entièreté de ces médecins ont eu leur diplôme sans aucune difficulté dans les années 61-62. Ils étaient d'excellents médecins excellemment bien formés, de par leurs études médicales au Congo.

M. George Martelli, un auteur anglais qui a écrit un livre très intéressant, *De Léopold à Lumumba, une histoire du Congo belge*, nuance très fort le nombre de diplômés universitaires. Si on parle en cycles complets (BAC+4 ou +5), il n'y en avait que très peu, peut-être 31 en 1960. Mais il y en avait plus d'un millier avec un BAC+2 qui étaient tous dans la vie active: des assistants agronomes, des spécialistes de l'agriculture, de l'élevage, de différents secteurs d'activité du Congo qui étaient des acteurs matures et efficacement formés. Mais c'est vrai qu'ils n'avaient pas fait un cycle long. Ne parlons pas des très nombreux prêtres qui avaient quand même fait leur philologie et la théologie et qui étaient bien souvent des professeurs.

Il y a, par exemple, une étude du Prof. Mathieu Etambala qui parle l'enseignement du latin déjà en 1910 sur les bords du lac Tanganyika. Vous me direz: "Le latin, à quoi ça sert?" L'abbé Stephano Kaoze, comme brillant sujet à l'époque grâce à l'apprentissage et la méthodologie de la philologie, a rédigé de nombreux ouvrages sur les langues locales et la spiritualité traditionnelle.

Je pense qu'il s'agit là de points qui méritent d'être relevés.

Un autre document intéressant, publié sur notre site, est celui de Joseph Pholien, un ancien premier ministre qui a présidé la Commission parlementaire Colonies jusqu'à l'indépendance. Il a fait une

tournée des chefs coutumiers en 1959.

Le **président**: Monsieur Claeys Bouuaert, avez-vous encore des réponses pour mes collègues?

Thierry Claeys Bouuaert : Je voudrais répondre à la remarque de M. Lacroix, au sujet d'un document qu'il a relevé sur notre site web. Je puis lui confirmer qu'il a déjà été ôté du site que nous serons vigilants pour éviter que de telles situations ne puissent se reproduire.

En réponse à la question de Mme Gilson sur l'avenir du Congo, nous avons un forum vendredi dernier, animé par un de nos membres consultant auprès de l'UE, M. Raoul Donge, qui nous a présenté les enjeux du sommet Union Africaine-Union Européenne. Je passe à présent la parole à M. Mangala.

Thierry Claeys Bouuaert : Je vais passer la parole à M. Luc Mangala.

Luc Mangala: Monsieur le président, veuillez m'excuser pour ma voix, qui est un peu enrrouée. Mon exposé ne durera pas longtemps mais je voudrais dire ceci en préalable: tout au long des interventions aujourd'hui, il me semble que c'est comme si on faisait le procès de Léopold II et, dans la continuité du procès de Léopold II, le procès de la Belgique.

À la base, je suis d'origine congolaise habitant en Belgique. Mes parents ont vécu la colonisation dans tous ses sens. Mon père, qui est décédé, était docteur en géographie. Ma mère qui était syndicaliste, a fait ses études en Belgique et en France, plus précisément à Lyon. J'ai beaucoup voyagé avec mes parents. Nous sommes allés en Belgique, en France, au Canada.

Ce que j'aimerais dire en parlant de la colonisation, c'est qu'elle a engendré de sérieux problèmes. Je ne me présenterai pas ici en essayant d'ignorer ce que la colonisation a causé comme dégâts. Mais personnellement, je pense que nous devons aussi capitaliser les bienfaits de la colonisation en Afrique. À part ce qu'on peut raconter de méchant qui a été commis sur les populations indigènes, sur les populations noires, il y a eu aussi de très bonnes choses. Les Belges ont investi au Congo parce que c'était leur colonisation. Ils n'ont pas pris le Congo juste pour une colonie d'exploitation. Ils ont aussi construit des routes. Aujourd'hui, si vous regardez les meilleures écoles au Congo, ce sont les écoles construites par les Belges dans les années 40, 50 et ces écoles, nos parents en ont profité. Ces infrastructures, nos parents en ont profité.

Ce que j'aimerais dire, c'est qu'aujourd'hui, nous devons essayer d'avancer. Nous devons essayer de voir ce qui a été bien fait par la Belgique et ce qui peut encore être amélioré. Depuis un moment, on ne peut faire qu'accuser la Belgique, reprocher tels actes aux colons mais j'aimerais parler aussi, en tant que fils d'immigrés, fils de quelqu'un qui a vécu la colonisation. Il faut savoir que mes parents m'ont toujours dit qu'à l'époque on n'avait pas les moyens pour étudier. Alors, que faisaient les Belges? Ils allaient les chercher dans les villages. Ils allaient chercher les villageois pour leur donner l'opportunité d'étudier. On ne peut pas nier cela. Moi-même, j'ai vécu avec des gens qui me l'ont expliqué, qui l'ont vécu. Mes parents sont venus en Europe en tant que boursiers. Ils n'avaient pas les moyens de payer leurs études mais parce qu'ils ont eu la chance d'avoir de bons résultats à l'école, ils ont reçu cette opportunité.

J'aimerais simplement qu'on reste sur ce qui a été fait de bien.

Dans le domaine de la santé, les meilleures écoles de santé, quand vous prenez dans le Bandundu, l'école de formation des infirmières, elle a été construite par les Belges, comme les infrastructures, les routes, les hôpitaux.

En effet, il faut aussi voir le contexte, celui de la Première Guerre mondiale et de la Seconde Guerre mondiale. Du coup, le Congo tout seul pouvait arrêter cette guerre mondiale. Il y avait de la convoitise. Il y avait cette jalousie des Français, des Anglais, des Américains vis-à-vis de la Belgique.

Moi, aujourd'hui, j'ai l'impression qu'il s'agit d'une récupération politique. J'ai déjà remarqué à certains moments qu'on veut utiliser la communauté congolaise en lui faisant croire certaines choses à chaque fois que des élections arrivent.

Parler du racisme? Le racisme, on le trouve partout. Je suis agent de joueurs de football. Quand j'ai commencé, c'était difficile de trouver un agent qui s'appelle Mangala.

Le **président**: Excusez-moi, mais je dois vous interrompre.

Aujourd'hui, on parle des initiatives locales sur la décolonisation. Ce que vous êtes en train de nous expliquer concerne un débat ultérieur. Excusez-moi. Je vous promets qu'on vous invitera; mais je crois que vous êtes en train de nous expliquer quelque chose et quelque 50 % de nos collègues ne sont même plus là. Ce serait mieux de vous inviter à un autre moment où vous pourrez vous expliquer sur ce que vous venez de dire

maintenant. Mais le débat de ce jour ne porte pas sur ce que vous présentez. Il faut m'excuser. Je m'entretiendrai avec vous après notre session.

Luc Mangala: D'accord.

De **voorzitter**: Het laatste woord komt aan het Parlement toe.

Vraagt iemand nog het woord?

Guillaume Defossé (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je voudrais remercier les intervenantes et les intervenants et je suis vraiment désolé que vous ayez eu à assister à des échanges parfois brutaux entre députés. Je trouve qu'ils ont parfois oublié que vous étiez présents. C'est une image que je trouve un peu déplorable et je le regrette. Ce n'est pas respectueux pour vous ni pour la mission qui est la nôtre.

Je voulais quand même vous remercier parce que j'ai appris beaucoup de choses aujourd'hui. Je n'emprunterai plus le boulevard Général Jacques sans avoir la question coloniale à l'esprit. J'imagine que tous les documents et présentations qui ont été évoqués ici seront à disposition des commissaires. Déjà merci pour ça.

Pour le reste, je vais retenir qu'il est indispensable que les différents niveaux de pouvoir se parlent, se concertent, se coordonnent. Il faut travailler aussi et surtout en concertation avec la population. Il faut l'associer au maximum. Je retiens ça. Et il faut trouver des solutions avec elle. Pour les écologistes, c'est un leitmotiv mais, évidemment, la participation est essentielle. Je crois que c'est la seule manière pour que le travail de mise en lumière des horreurs coloniales et le travail de décolonisation des esprits puissent avoir lieu et puissent avoir des effets concrets pour les populations qui sont victimes aujourd'hui encore de racisme et de discrimination. Encore une fois, merci.

Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, j'ai cité des éléments qui sont factuels et qui sont repris dans les derniers ouvrages historiques. Je n'ai rien inventé. J'ai beaucoup de respect pour les témoignages individuels mais il n'en reste pas moins vrai qu'une série d'éléments tendent à démontrer que cette période n'a pas été aussi belle qu'on a pu nous le raconter. Moi, quand j'étais jeune étudiant, on m'a expliqué que Léopold II était le grand roi bâtisseur et qu'après, l'exposition de 58, c'était une merveille. Mais lorsqu'on a fait des expositions en Belgique, on y exposait des villages indigènes et des Africains, des Congolais sont venus en Belgique, parfois y mourir, admirés comme on admire des animaux dans des zoos.

Cela n'est pas ma Belgique.

Effectivement, un moment donné, il y a des enjeux politiques qui se greffent à un travail parlementaire. Mais ici, je n'ai fait que citer des éléments factuels, soit à travers l'ouvrage auquel je faisais référence, soit en faisant référence au travail et aux travaux des experts que nous avons commandités, dont une, Mme Rosoux, continue à suivre les travaux.

Kurt Ravyts (VB): Ik dank de sprekers die hier nog zijn voor hun antwoorden.

Ik blijf te doen hebben met de heer Claey's Bouuaert en zijn collega. Het is een beetje zoals in het klimaatdebat. Zij nemen een minderheidspositie in de wetenschap in. Zij zullen ook wel niet aan bod komen in de mainstreampers.

Mijnheer Claey's Bouuaert, proficiat voor uw moed om toch een aantal nuances aan te brengen.

En wees gerust, mijnheer Lacroix, alle boeken en studies die u geciteerd hebt, heb ik ook en heb ik ook gelezen.

Het is heel jammer dat mijn betoog als karikaturaal werd omschreven. Dat is natuurlijk een beproefde techniek. Als het niet past in het discours, is men karikaturaal. Dat is al heel mijn leven zo, want ik behoor tot de partij van de bozen.

Het is natuurlijk ook weer een typisch voorbeeld van reductionisme. Ik heb gewoon gezegd wat ik gelezen heb in het Brusselse weekblad *BRUZZ*. Die studie van 254 pagina's is mij niet bezorgd. Het was handig geweest dat wij die studie van die Brusselse werkgroep op voorhand hadden gekregen. Maar die is niet bezorgd op voorhand. Ik moest dus voortgaan op wat hier staat. Ik zal met heel veel interesse die studie lezen. Ik zeg alleen: zoals het hier in de pers staat – ik heb het voorbeeld gegeven van de Avenue Louise – gaat het voor mij over Malcolm X. Als men zo spreekt over *De Hut van Oom Tom*, spreekt men als Malcolm X. Ik vraag gewoon om daarover na te denken vooraleer zulke zaken op papier worden gezet. Ik zal het rapport lezen.

Staan wij open voor duiding? Staan wij open voor tegenverhalen? Staan wij open voor tegenbeelden desnoods? Ja. Staan wij open voor een documentatiecentrum in het legergebouw naast de Congreskolom? Ja, natuurlijk, waarom niet.

Alles wat in het rapport staat omtrent Brussel zal onze fractie onderwerp per onderwerp bekijken en evalueren.

Nathalie Gilson (MR): Je voudrais remercier tous

les intervenants pour leurs réponses.

Je constate quand même que certains veulent réécrire l'Histoire. Il faut compléter l'Histoire, il faut la contextualiser, il faut expliquer et se servir des monuments pour, justement, faire des visites explicatives et des visites décoloniales. Si on enlève les monuments, on ne pourra plus faire les visites puisqu'il n'y aura plus de support.

De voorzitter: Vraagt iemand nog het woord? (Nee)

Geachte sprekers, bedankt voor uw toelichtingen. Geachte collega's, bedankt voor uw uiteenzettingen.

La réunion publique de commission est levée à 18 h 50.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.50 uur.